Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1954)

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE DU XX^e SIÈCLE

L'IDÉOLOGIE POLITIQUE DU NATIONAL-SOCIALISME

TOME II.

(Quatrième et cinquième parties)

Thèse de doctorat
présentée à l'Université Laval, novembre 1954

Un document produit en version numérique par [Lyne Dufour](#), bénévole,
Secrétaire, Chicoutimi. Avec la collaboration de [Diane Brunet](#), bénévole
guide de musée, La Pulperie, Chicoutimi.

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par [Lyne Dufour](#), bénévole, secrétaire, Chicoutimi, Avec la collaboration de [Diane Brunet](#), bénévole, guide de musée, La Pulperie, Chicoutimi.

à partir de :

Léon Dion,

**LA RÉVOLUTION ALLEMANDE DU XXe SIÈCLE.
L'IDÉOLOGIE POLITIQUE DU NATIONAL-
SOCIALISME. Tome II., pp. 371-632. (262 pp.)**

(Quatrième et cinquième parties)

Québec : Thèse présentée à l'École des gradués pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences par Léon Dion, maître en sociologie de l'Université Laval, novembre 1954, 2 tomes. Tome II, 370 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 septembre 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1954)

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE DU XX^e SIÈCLE.
L'IDÉOLOGIE POLITIQUE DU NATIONAL-
SOCIALISME. Tome II.

Québec : Thèse présentée à l'École des gradués pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences par Léon Dion, maître en sociologie de l'Université Laval, novembre 1954, 2 tomes. Tome II, 370 pp.

Remerciements particuliers

Cette édition numérique a été réalisée grâce au patient et minutieux travail de [Mme Lyne Dufour](#) [secrétaire, Chicoutimi], bénévole, qui a entièrement retapé, à l'aide de son clavier d'ordinateur, le texte du deuxième tome de la thèse de doctorat de M. Dion, à l'exception des annexes qu'elle avait oubliées. La numérisation de cette thèse de 1954 était une tâche impossible, étant donné son impression sur papier à alcool et le fait que l'encre se soit répandue sur le papier. Dans ces conditions, la numérisation était impraticable.

Je voudrais aussi remercier mon épouse, [Diane Brunet](#), pour avoir saisi (retapé) toutes les annexes de la thèse de doctorat de M. Dion.

Avec toute ma reconnaissance à toutes les deux.

Jean-Marie Tremblay,
sociologue, fondateur et directeur général (bénévole)
[Les Classiques des sciences sociales](#).

[Retour à la table des matières](#)

Table des matières

Quatrième partie.

Les moyens de rayonnement de l'idéologie national-socialiste.

Introduction

- Chapitre 1. L'éducation.
- Chapitre 2. La Propagande.
- Chapitre 3. La Violence.

Cinquième partie.

Les influences objectives de l'idéologie national-socialiste.

- Chapitre 1. Le National-Socialisme et la Vie Économique.
- Chapitre 2. Le National-Socialisme et le Droit.
- Chapitre 3. Le National-Socialisme et la Religion.
- Chapitre 4. Le National-Socialisme et la Culture.
- Chapitre 5. Le National-Socialisme et le Monde.

Conclusion

- Appendice A. Organisation légale de la N.S.D.A.P.
- Appendice B. Programme du Parti National-Socialiste (N.S.D.A.P.)
- Appendice C. Poème de Friedrich Rueckert, 1814.
- Appendice D. Organisation de la "Sturmstaffeln" SS
- Appendice E. Organisation interne des camps de concentration (K.Z.)
- Appendice F. Tableau de population pour trois pays.
- Appendice G. Tableau des taux de reproduction pour trois pays.

Index

Bibliographie des principales œuvres citées ou consultées.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome I. (1954)

Quatrième partie

Les moyens de rayonnement de l'idéologie national- socialiste

[Retour à la table des matières](#)

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Quatrième partie. Les moyens de rayonnement
de l'idéologie national-socialiste.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Réalisée en plénitude, selon des modalités diverses, dans le parti, le Fuehrer, la S.S., l'État, médiums concrets et incarnations objectives idéologiques, l'idéologie national-socialiste utilise, en outre, les moyens d'actions traditionnels dont dispose une société pour assurer la cristallisation d'un idéal social : l'éducation, la propagande et la violence.

L'éducation a pour but la formation (Bildung) intégrale de l'homme sous tous ses aspects. La propagande se distingue de l'éducation en ce sens qu'au lieu de faire appel à la réflexion et à la raison comme sa seconde, elle vise à faire surgir des impulsions et des émotions s'extériorisant dans un comportement déterminé. Elle permet un niveau d'intériorisation idéologique bien inférieur à celui vers lequel tend l'éducation mais, par contre, réalise un plus haut degré de conformisation. L'éducation vise principalement l'intérieur, la formation des facultés mentales; la propagande, le psychisme afin d'influencer le comportement extérieur. Si l'éducation a pour but la formation et la propagande, la persuasion, la violence se situe au niveau de la pure extériorité et se définit par la contrainte potentiellement physique. Son objectif est de réprimer les actes jugés nocifs par les interprètes et les gardiens de l'idéologie du Volk. De punir les auteurs de ces actes et de prévenir de nouveaux délits. Les trois moyens d'action sont complémentaires et la ligne de démarcation entre eux est loin d'être toujours précise. Si l'éducation prend le

caractère d'endoctrination, elle devient une forme plus intériorisée de propagande. La propagande a une fonction éducative et peut devenir une sorte de violence intérieure, psychique. La violence fut souvent définie dans le Troisième-Reich comme une modalité négative d'éducation et était susceptible de réaliser des effets foudroyants de propagande.

En général, le but de l'éducation, à tous les degrés, est la formation idéologique de la jeunesse; celui de la propagande, l'adhésion de la masse du peuple aux grands objectifs poursuivis; celui de la violence, l'anéantissement de l'opposition à l'idéologie et la suscitation d'une crainte salutaire, définie dans le Troisième-Reich comme dans toute société, comme le commencement de la sagesse.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Quatrième partie. Les moyens de rayonnement
de l'idéologie national-socialiste.

Chapitre I

L'éducation

[Retour à la table des matières](#)

L'éducation est le moyen par excellence de socialisation de l'individu. Par l'éducation, qui commence dès la naissance, l'enfant assimile progressivement, selon ses caractéristiques bio-psychiques, les valeurs, les normes, les traditions, bref, la culture d'une société. Le Troisième-Reich a reconnu l'importance fondamentale de l'éducation pour assurer l'acceptation de la Weltanschauung national-socialiste et il a utilisé à un haut degré les méthodes et les techniques dont disposent les sociétés modernes pour parvenir à leur objectif. Cependant, il ne pouvait s'en remettre aux parents pour donner aux enfants l'éducation conforme au nouvel idéal de vie. Car le Troisième-Reich demeura sceptique sur la possibilité d'éduquer les adultes conformément à la conception national-socialiste. Des organismes, à but principalement éducatif, furent créés afin de rendre encore plus complète l'éducation de la nation et, en particulier, de la jeunesse. En s'assurant le monopole absolu de l'éducation c'est l'homme tout entier que le Troisième-Reich tentait de monopoliser.

Dans toute société, l'éducation a pour but la socialisation de l'individu conformément à l'idéal social prévalant. Mais alors qu'en général, à travers la forme particulariste de cet idéal, s'affirme, dans une mesure plus ou moins gran-

de, l'influence du classicisme qui tend à développer la personnalité individuelle conformément à une conception universelle de l'homme, dans l'Allemagne du Troisième-Reich, on conclut à l'incompatibilité du classicisme et de l'idéal social à réaliser conformément à la Weltanschauung national-socialiste. "L'éducation générale comme telle et l'universalité de la culture supérieure, écrit Krieck, vont s'évaporer en même temps que l'idée usée de l'humanité." ¹ Société tribale, l'Allemagne du Troisième-Reich développe une conception tribale de l'homme; pour elle, l'homme ne saurait accéder à la plénitude ontologique qu'en s'incorporant au Volk, seule incarnation complète des valeurs raciales. Le but primaire et exclusif de l'éducation est donc l'intégration du membre individuel au Volk, le développement de la personnalité collective du Volk en vue du salut de la race. L'éducation doit embrasser tous les traits du Volk, sa puissance et ses possibilités, et introduire l'individu dans la sphère la plus élevée de l'existence. L'objectif vers lequel l'éducation doit tendre est le Volk et c'est le "devoir" de chacun d'intérioriser sa forme compréhensive (Geschlossene Gestalt) ². Le critère unique et l'objectif final de l'éducation sont la transmission dans l'individu des vertus raciales telles qu'elles existent dans le Volk. "L'école publique, dit Krieck, est un établissement de bien commun du Volk et doit servir ses objectifs... L'élève ne doit pas être traité comme une personne privée ayant des besoins et des impulsions privées, mais comme un membre, se développant graduellement, du Volk, subordonné à son autorité, à ses valeurs, à ses buts". ³ L'éducation, selon l'expression de Werner Jaeger, a pour but "la formation plastique d'un type". ⁴ Tout l'homme doit être formé de façon à créer le type que le Fuehrer demande pour la garantie de l'avenir de son œuvre". ⁵ En dernière analyse, l'éducation doit "équiper chaque co-national de façon à ce qu'il remplisse consciemment sa part dans l'activité totale de la nation, chacun selon sa qualité, sa situation et sa destination organique finale". ⁶

¹ Krieck, cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 319.

² Krieck, Ernst, *Nationalpolitische Erziehung*, Leipzig, 22 édition, 1933, p. 113.

³ Krieck, *ibid.*, p. 319.

⁴ Jaeger, Werner, *Paidea*, Berlin 1934.

⁵ Meissner und Kaiserberg, *Staats und Verwaltungsrecht im dritten Reich*, cité McGovern, *op. cit.*, p. 650 et suivantes

⁶ Krieck, cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 318.

L'inspiration générale de l'éducation doit être conforme à la Weltanschauung dont elle est la propagatrice. Dans "Mein Kampf" et dans de nombreux discours, Hitler a déterminé les grands objectifs de l'éducation : en premier lieu, elle doit permettre la formation de corps sains et forts, de façon à développer pleinement dans les jeunes Allemands, l'énergie physique raciale; en second lieu, elle doit former le caractère, c'est-à-dire développer dans la volonté une disposition à l'action énergique au service de l'idéologie national-socialiste; enfin, elle doit dispenser les connaissances générales et l'instruction mais en évitant de former "des érudits sans caractère". L'instruction, elle-même, ne doit pas être fournie de façon abstraite et objective; elle doit mettre un terme au divorce entre la culture et la vie : exposant les vues du Fuehrer, Rust, alors ministre prussien de l'éducation, déclara : "J'attends des instituteurs qu'ils communiquent à leurs élèves les principes fondamentaux de la philosophie et de l'idée national-socialiste...qu'ils ne demeurent pas neutres et objectifs dans l'école, qu'ils ne fassent pas de l'enfant un observateur froid, mais qu'ils éveillent en lui l'enthousiasme et la passion. C'est une question de valeurs éternelles et divines et non pas de froide réalité". ⁷

Gardien de la Weltanschauung, l'État a la responsabilité de promouvoir l'éducation de la jeunesse en conformité avec les valeurs du Volk et dans l'esprit du national-socialisme : "Comme école du Reich, l'éducation de la Weltanschauung du Volk est placée sous la protection de l'État". ("All Schule des Reiches ist sie die voeklische Weltanschauungsschule unter dem Schutze des Staates") ⁸ Le but de l'éducation est l'intériorisation de la Weltanschauung, et l'État, organe responsable de la pureté de la Weltanschauung devient, selon l'expression de Baeumler, le "patron de l'éducation". "Toute éducation doit être aujourd'hui éducation politique, afin de sauvegarder la vie de la communauté et, par là même, la vie de l'individu. Et toute connaissance doit rencontrer le but suprême de l'éducation en coopération avec la fonction politique" ⁹. Selon le Dr Gerhard Giese, "l'éducation n'est rien de plus que la manipulation politique de la jeunes-

⁷ Cité par Juad, C.E.M., *Liberty to-day*, N.Y., E.P. Dutton and Co., Inc., 1935, p. 114-115.

⁸ Baeumler, Alfred, *Die deutsche Gemeinschaftschule und ihre geschichelichan Voraussetzungen*, Aufsatz im Politik und Erziehung, p. 96.

⁹ Meissner und Kaiserberg, McGovern, *op. cit.*, p. 650 et suivantes.

se... Elle est une partie de la politique". ¹⁰ L'État, dit Baeumler, unit "la pédagogie avec la politique". L'éducation doit développer les dispositions et orienter les attitudes conformément à la volonté du Volksstaat; elle doit pénétrer la jeunesse de la conviction de la valeur absolue de la race. Et, "l'État raciste aura atteint son but suprême d'instructeur et d'éducateur quand il aura gravé dans le cœur de la jeunesse à lui confiée, l'esprit et le sentiment de la race. Il ne faut pas qu'un seul garçon ou qu'une seule fille vienne à quitter l'école sans avoir été amené à la parfaite connaissance de ce que sont la pureté du sang et sa nécessité". ¹¹

L'éducation vise l'ensemble du peuple, mais elle ne saurait vraiment avoir de résultats appréciables qu'auprès de la jeunesse.

L'éducation, qui doit tendre à l'épuration intérieure (Umschulung) de la nation, doit atteindre l'ensemble du peuple : "Le peuple allemand, disait Hitler, en 1933, doit se placer cent pour cent au service de notre idée... Nous devons éduquer des millions d'hommes de façon à ce qu'ils s'adaptent à notre état". Et, dans un discours prononcé le 4 septembre 1940 au Sportpalast de Berlin : "Nous éduquons le peuple dans le sens d'une vue uniforme des principes fondamentaux de la vie; d'un sentiment uniforme et égal du devoir. Nous sommes convaincus qu'après que cette sorte d'éducation aura été appliquée pendant quelque temps, les gens seront les produits de cette éducation. En d'autres termes, ils représenteront alors autant les idées nouvelles qu'ils représentent encore, en partie, les idées anciennes". L'organisation, la "force par la joie" (Kraft durch Freude), liée au Front du travail, et l'Institut allemand de l'éducation publique furent les principaux organismes de l'éducation populaire. Ford estime à plus de 60 000 le nombre d'institutions rattachées à l'Institut allemand; ces institutions s'occupaient d'organiser des conférences dans les usines, les villes et les villages; elles organisaient des excursions et des expositions éducatives. En 1936, d'après les chiffres fournis par Hitler lui-même en 1938, ces institutions atteignirent plus de 10 000 000 de personnes ¹². Ces institutions furent, autant, sinon plus, des instruments de propagande que des organismes d'éducation. De fait, le Troisième-

¹⁰ Giese, Dr. Gerhardt, *Staat und Erziehung, Grundzuege einer politischen Paedagogik und Schulpolitik*, Hamburg, 1933, Einleitung.

¹¹ Hitler, *Mein Kampf*, op. Cit., p. 475-476

¹² Ford, Guy Stanton, *Dictatorship in the Modern World*, University of Minnesota Press, second edition, 1939, p. 259.

Reich demeura extrêmement sceptique quant à la possibilité d'éduquer les adultes. Pour "mettre en forme" la partie adulte de la nation, il s'en remit avant tout à la propagande et à la violence.

C'est vers la jeunesse, promesse du destin à venir, que le national-socialisme se tourne avec sollicitude : qui a la jeunesse, a le futur (Wer die Jugend hat, hat die Zukunft). "Notre jeunesse, déclarait Hitler le 2 décembre 1938, sera éduquée à penser et à agir en Allemands. Après avoir été formés dans les organismes du parti, les jeunes recevront le poli final dans l'armée. À leur retour de l'armée, il réintégreront la S.A., la S.S. et nos autres organismes de telle sorte qu'ils ne nous échapperont plus. De fait, ils ne seront plus jamais libres tant qu'ils vivront". Étant parvenu à éduquer la jeunesse en conformité avec la conception national-socialiste, le Troisième-Reich pourra envisager l'avenir avec confiance. S'adressant dans son discours du 6 novembre 1933 à ses adversaires, Hitler déclarait : "Quand un adversaire dit : "Je me refuse à aller à vous et vous ne m'aurez pas de votre côté", je réponds calmement : votre enfant déjà nous appartient. Un peuple vit éternellement. Qu'êtes-vous? Vous passerez. Vos descendants, cependant, se tiennent maintenant dans le camp nouveau. Dans peu de temps, ils ne connaîtront rien d'autre que cette nouvelle communauté".

La nouvelle conception de l'éducation impliquait une réforme des institutions traditionnelles d'enseignement. Cette réforme cependant n'entraînait pas une rupture totale avec le système d'éducation, et c'est pourquoi elle s'opéra avec facilité. À certaines périodes de l'histoire allemande, comme au dix-huitième siècle, l'élément classique et universel influença profondément l'idéal de l'éducation mais, contrairement à ce qui advint en France, il ne fut jamais fusionné d'une façon organique avec l'idéal national de sorte que classicisme devins synonyme de cosmopolitisme. Certes, même aux époques où le nationalisme marqua le plus profondément la conception de l'éducation, on continua de dispenser l'enseignement classique mais les valeurs classiques cessèrent dans une large mesure d'influencer l'élaboration de l'idéal social et civique.

Avant 1933, il existait un nombre considérable d'écoles libres, la grande majorité d'entre elles étant confessionnelles, surtout catholiques. La majeure partie des écoles étaient cependant publiques, sous le contrôle administratif de l'État (Land). La dépendance administrative des institutions d'éducation vis-à-vis l'État, explique l'ingérence politique, traditionnelle en Allemagne, à tous les niveaux

éducationnels. Cette ingérence eut ses avantages puisqu'elle se traduisit sous la forme d'assistance matérielle et financière à l'éducation, d'octrois, de bourses, de soutien d'organismes de recherche telle la société "Kaiser Wilhelm" pour le progrès de la science. Mais elle eut aussi des inconvénients. Un candidat qui ne répondait pas aux critères sociaux ou politiques en vigueur ne pouvait enseigner. Ainsi, sous Guillaume II, l'ostracisme frappait la grande majorité des social-démocrates et des Juifs non chrétiens.

Possédant le contrôle du système d'éducation, l'État se servit traditionnellement des écoles pour assurer l'allégeance des jeunes générations au régime politique existant. L'idéal vers lequel tendirent l'éducation, le curriculum, les méthodes d'enseignement, fut élaboré de façon à assurer la fidélité à l'État et la loyauté à l'Empereur. La réforme, en plaçant l'éducation sous le contrôle des princes absolutistes, introduisit le principe : l'éducation pour l'État. Luther, qu'on considère comme l'initiateur de l'éducation civique, développa une conception aristocratique et platonicienne de l'éducation, conception qui resta en vigueur durant tout le régime impérial, et dont l'objectif était de donner à chacun, selon qu'il était noble, bourgeois ou membre des classes inférieures, une éducation conforme à son statut (Stand). Les "Buergerschulen", nées au seizième siècle, mais qui périclitèrent bientôt avec le déclin de la bourgeoisie pour être restaurées au dix-huitième siècle avec le réveil de la classe bourgeoise, introduisirent, grâce à l'influence de la bourgeoisie française, un élément nouveau dans la conception traditionnelle de l'éducation : l'éducation du citoyen. Chez Johann Bernhard Basedow et Friedrich Gabriel Resewitz, deux des plus grands éducateurs de cette période, on voit l'influence du cosmopolitisme et de l'humanisme universel quoique, même chez eux, le patriotisme allemand demeure extrêmement vivace. La Prusse, qui devait par la suite donner le ton au système allemand d'éducation, connu, sous Frédéric le Grand, une systématisation et une centralisation complètes de l'administration scolaire; Christian Daniel Voss et Heinrich Stephani, qui furent les éducateurs prussiens les plus influents de cette époque, concevaient l'éducation comme un moyen d'assurer la loyauté et l'obéissance absolues au monarque ¹³.

¹³ Resewitz, F.G., *Die Erziehung des Buergers* (1773),
 Voss, D.C., *Versuch ueber die Erziehung fuer den Staat*, (1799)
 Stephani, H., *Grundriss der Erziehungswissenschaft* (1797)
 Voir: Kosok, *op. cit.*, p. 148 et suivantes

La défaite de la Prusse et l'état de prostration dans lequel tomba l'Allemagne par suite des guerres napoléoniennes, qui affectèrent profondément la fierté nationale, devaient faire surgir des formes exaspérées de nationalisme dont l'influence se fit sentir profondément sur l'éducation. Schelling, Fichte, Hegel, qui avaient été cosmopolites dans leur jeunesse et qui avaient salué la révolution française comme un jour de libération humaine, firent de la philosophie idéaliste le support intellectuel du monisme nationaliste bourgeois et conçurent l'éducation nationale comme un moyen de régénération spirituelle. Au lieu de faire comprendre à l'enfant la nature de l'âme humaine, l'éducation devait initier celui-ci aux mystères de l'âme allemande (*Dis deutsche Seele*). Les éléments du cosmopolitisme antérieur furent graduellement expurgés de l'idéal civique fourni par l'éducation. La tentative bourgeoise de ré-introduire l'élément classique dans l'éducation civique avorta par suite de l'échec de la révolution de 1848 et de la victoire de la réaction. Les circonstances qui accompagnèrent l'unification politique de l'Allemagne et la victoire prussienne de 1870 sur la France transformèrent un nationalisme d'autodéfense en un nationalisme d'agression et en un pangermanisme qui pénétrèrent profondément l'idéal de l'éducation. En même temps que la loyauté à l'empereur, l'éducation civique devait protéger, en conformité avec la conception de l'"Urvolk" de Fichte, les valeurs proprement germaniques par opposition surtout à la civilisation latine. Le "Kulturkampf", que mena Bismarck, constitue le point culminant de cette orientation. Avant la guerre de 1914, la dépendance de l'éducation par rapport à la politique était reconnue comme normale par la majorité des philosophes et des éducateurs allemands. Dans un essai, publié après sa mort, sur la pédagogie, Dilthey écrivait : "Les vérités de la pédagogie dépendent des vérités de la politique... Le point de départ doit être une constitution donnée d'existence du Volk, à partir de laquelle se développent les conditions, les besoins et les idéaux" ¹⁴

La défaite militaire et le traité de Versailles, qui provoquèrent la fin du régime impérial, introduisirent la confusion dans les bases traditionnelles de l'éducation. Il n'y eut pas de transformation fondamentale dans l'inspiration générale de l'éducation. La presque totalité des instituteurs et des professeurs qui avaient servi sous l'Empire demeurèrent en fonction. Il faut pourtant reconnaître que la Répu-

¹⁴ Dilthey, *Blaetter fuer deutsche Philosophie*, Heft 2, 1934, cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 317.

blique, sous l'instigation, en particulier, du ministre prussien de l'éducation, Carl Heinrich Becker, s'efforça d'infuser l'esprit libéral dans la conception de l'éducation; elle espérait se concilier facilement la jeunesse, qui depuis le fameux festival de Wartburg, tenu un siècle auparavant en protestation contre le congrès de Vienne et le réactionnisme de Metternich n'avait cessé de revendiquer plus de liberté pour les étudiants. Tout en n'abolissant pas complètement le caractère de classe des institutions d'éducation, le gouvernement, dans l'intention d'entraîner une certaine fusion des classes sociales, introduisit quatre années scolaires communes obligatoires (Grundschule). Plus que sous l'Empire, l'éducation devait tendre à développer chez l'étudiant le sens de la liberté et de la personnalité, à lui faire estimer comme un droit inaliénable la liberté d'opinion et d'expression. Le moment n'était pas favorable et les intentions républicaines furent créditées, par les étudiants, au compte du défaitisme et du pacifisme. La fierté nationale blessée comme jamais auparavant dans l'histoire allemande, une vague de nationalisme submergea le rêve séculaire de liberté, chez les étudiants; le réactionnisme gagna la mentalité étudiante et l'opposa à l'intention républicaine, laquelle, pourtant, signifiait la promesse d'une satisfaction des revendications de Wartburg. Un des premiers gestes du "Deutsche Studentenschaft", créé en 1920, fut une protestation véhémement contre l'acceptation du traité de Versailles. Les étudiants, comme d'ailleurs la majorité de la population et la presque totalité des groupes de l'intégrité de l'âme allemande et du Reich allemand. Devant l'apathie ou le mépris général, la République, afin de gagner à elle les étudiants, ré-introduisit progressivement dans l'idéal de l'éducation les anciens motifs nationalistes. La république de Weimar se fondait à l'origine sur la tradition cosmopolite; en mettant de plus en plus l'accent sur son caractère allemand elle perdit progressivement son caractère républicain. Mais la réaction de droite avait déjà gagné le cœur des étudiants, particulièrement dans les universités où la majorité des étudiants venaient des classes moyennes, c'est-à-dire des groupes qui avaient été le plus durement frappés par la défaite et la crise économique.

Bien avant 1933, l'"Union des étudiants allemands" favorisait officiellement la cause du national-socialisme. Devant l'esprit qui l'animait, le gouvernement républicain en entreprit la dissolution, à la grande colère des étudiants. Le "Deutsche Hochschulring", un organisme étudiant extrêmement antisémite et nationaliste, groupait les éléments les plus réactionnaires parmi les étudiants. La célèbre et

traditionnelle "Deutsche Waffening", organisme étudiant au sein duquel la pratique du duel était institutionnalisée, favorisait fanatiquement la réaction. Alors que les étudiants favorables à l'ordre républicain constituaient une minorité, on évalua, à la fin de 1932, à plus de la moitié le nombre d'étudiants sympathiques au national-socialisme ¹⁵. Beaucoup d'instituteurs et de professeurs étaient national-socialistes dans l'âme. La République échouait dans la tâche d'imposer un idéal d'éducation doué d'une puissance d'attraction suffisante pour assurer la fidélité des étudiants à l'ordre social démocratique qu'il était, à l'origine du moins, de son intention d'instaurer.

La révolution de janvier 1933 fut acclamée par les étudiants comme l'accomplissement de leur rêve séculaire ¹⁶. Le motto orientant leur action était : "Avec l'État contre les professeurs". Durant les mois qui suivirent la prise du pouvoir (Machtuebernahme), les étudiants se livrèrent à des scènes de violence contre les professeurs juifs, contre ceux qui s'opposaient au nouveau régime ou ceux simplement qu'ils détestaient. Parmi les professeurs attaqués, Hartshorne mentionne : Gerhard Husserl, Comm et Hoeber. Les étudiants adressèrent des ultimatums aux principaux des écoles et aux recteurs des universités. Ils participèrent fiévreusement durant le printemps aux autodafés des livres "subversifs" et des effigies des hommes anti-allemands (Undeutsche) ayant usurpé leur célébrité. Le régime national-socialiste permit pendant quelques mois ces scènes de désordre qui favorisaient son emprise sur les étudiants mais le rôle révolutionnaire de ceux-ci allait bientôt être institutionnalisé. Le 3 mai 1933, le ministre prussien national-socialiste de l'éducation, Rust, publia dans la "Deutsche Allgemeine Zeitung" une déclaration dans laquelle, réprouvant l'anarchie prévalant dans les milieux étudiants, il disait que la reconstitution du personnel enseignant était la tâche du gouvernement de l'État ¹⁷. Le 18 mai 1933, l'"Union des étudiants allemands" fut reconnue officiellement et, par la loi prussienne du 12 avril 1933, étendue un an plus tard à toute l'Allemagne, l'"Union" fut intégrée au parti. La chemise brune et les divers symboles du régime nouveau se substituèrent aux symboles traditionnels du corps étudiant allemand et même la "Deutsche Waffening" dont la

¹⁵ Kosok, *modern Germany*, op. cit., p. 185.

¹⁶ Hartshorne, Jr, Edward Yarnall, *The German Universities ans National-Socialism*, Cambridge, Harward University Press, 1937, p. 57 et suivantes.

¹⁷ Hartshorne, *ibid*, p. 59 et 60.

presque totalité des éléments était, depuis plusieurs années, des fanatiques partisans du national-socialisme, fut supprimée comme non conciliable avec le style de vie conforme à l'idéal national-socialiste de l'éducation. Dans le régime national-socialiste, il ne pouvait prévaloir d'autre état d'esprit que le suivant : la discipline, en vue de l'action ordonnée et sous la direction de l'État.

Les réformes administratives de l'éducation se firent dans le sens de la centralisation, de la standardisation, de l'intégration et de l'autoritarisme. En 1934, le ministère prussien de l'éducation, dirigé par Rust, devint le "Reichs und Preussische Ministerium fuer Wissenschaft, Erziehung und Volksabildung", rendant ainsi possible un contrôle absolu de l'éducation à tous les degrés. Le 31 mars 1934, le contrôle administratif de l'éducation était entièrement transféré des "Laender" au Reich.

Dans le domaine de l'éducation comme dans toutes les sphères de l'activité sociale, le principe inspirateur et organisateur est le principe du chef (Fuehrerprinzip), qui se substitue à l'ancienne conception aristocratique déclarée désuète. Les éducateurs sont des Fuehrer, dans leur domaine particulier; ils sont responsables vis-à-vis de la série hiérarchique des Fuehrer, allant des principaux des écoles, jusqu'au Fuehrer de l'éducation, le Reichsminister Rust, lui-même responsable au Fuehrer suprême. Le principal, maître absolu dans l'école, a la responsabilité d'appliquer les règlements émanant du ministère de l'éducation. Les instituteurs sont responsables devant le principal auquel ils doivent une obéissance inconditionnée.

En plus de fournir l'instruction comme par le passé, ils sont, en outre, au sein de l'école, des chefs de la jeunesse étudiante. L'association national-socialiste des instituteurs (Nationalsozialistischem Lehrerbund), formée en 1927, a joué un rôle important dans la propagation de l'idéal nouveau de l'éducation. Une école normale spéciale (Hochschule fuer Lehrerbildung) fut constituée, au sein de laquelle on infusa au futur instituteur l'esprit militariste et racial et dans laquelle on lui enseigna l'athlétisme et la Weltanschauung national-socialiste. Les écoles allemandes furent en l'espace d'un an complètement soumises au nouveau régime du point de vue administratif. Les écoles libres virent leur statut menacé. Les réformes cependant, surtout du point de vue de l'inspiration idéologique et du curriculum, se poursuivirent durant les douze années du règne national-socialiste. La principale fut celle de 1938 qui tendait à donner une signification concrète au

principe qu'il fallait "alimenter l'instinct plus que l'intellect". L'étude de la loi de la race devenait la matière principale au programme. Les institutions éducatives devinrent, selon l'expression de Hartshorne, "une vaste agence de sélection en vue du dressage de la nouvelle race et de la nouvelle classe de chefs pour l'État". On s'efforce de développer, par tous les moyens, l'existence communautaire, pour stimuler l'enthousiasme et, ainsi, remédier aux conséquences "désastreuses", chez les jeunes, de l'individualisme républicain des années antérieures. Des associations de parents et d'instituteurs (Schulgemeinde) furent formées afin de permettre la discussion de problèmes communs et de coordonner le mieux possible l'école et la famille. Liés par un serment de fidélité au Fuehrer, membres affiliés au parti, devant éduquer une jeunesse déjà rendue fanatique par suite de l'influence sur elle de la "Hitler-Jugend", soumis au contrôle constant de la part de leurs principaux, eux-mêmes responsables au Fuehrer de l'éducation, la quasi-totalité des instituteurs allemands servirent le régime avec fidélité et contribuèrent à graver dans l'esprit de la jeunesse la nouvelle mentalité idéologique.

Le régime national-socialiste exerça une emprise administrative et idéologique absolue sur l'enseignement supérieur : "La liberté académique absolue dans les universités est un non-sens absolu... L'université est elle-même un organe du tout, et, par conséquent, tire son être, comme tout autre organe, directement au nom du tout et par le droit du tout. Il s'en suit que le tout, représenté dans l'État, doit voir à ce qu'aucun membre doué d'auto-gouvernement ne se sépare de la totalité, du but sacré de l'unité raciale et de la Weltanschauung"¹⁸. Les universités continuèrent à être appelées "des corps autonomes" mais, en théorie comme en pratique, le ministère central de l'éducation exerça sur elles un contrôle absolu.

Les professeurs, traditionnellement considérés en Allemagne comme des fonctionnaires de l'État, ont été, dans les mois qui suivirent la prise du pouvoir par les national-socialiste, l'objet d'une enquête approfondie. Puisque sur eux, en particulier, reposait la responsabilité de former, sous la direction de l'État, l'élite intellectuelle de la nouvelle conception du monde, ils devaient être l'objet d'une épuration impitoyable afin que seuls les éléments de confiance aient le droit d'enseigner dans les universités. L'épuration (Umschulung) elle-même n'entraîna pas de grandes difficultés. Après les représailles massives et arbitraires du début,

¹⁸ Cité par Shuman, *The Nazi Dictatorship*, op. cit., p. 370

elle s'opéra de façon plutôt progressive et ordonnée. De larges sections du corps professoral étaient déjà gagnées au national-socialisme, qui semblait devoir réaliser, contre la conception mécanique de la vie, la révolution spirituelle tant attendue par la majorité des intellectuels allemands. Durant le semestre d'hiver de 1932 et surtout au lendemain du 30 janvier, la majorité des hésitants à la recherche de la sécurité passèrent au national-socialisme. Avant même que la machine dictatoriale ne s'appesantit sur eux, la presque totalité des intellectuels allemands avaient placé leur science et leur cerveau au service du Troisième-Reich. Le courage de quelques-uns fut rendu inutile, non certes du point de vue humain mais du point de vue social, par la peur, la conformisme du grand nombre. On attribue, en général, le peu d'opposition des principaux groupes sociaux et des intellectuels en particulier devant la cristallisation du national-socialisme à la longue habitude de soumission inconditionnée à l'autorité établie que la morale et l'éducation traditionnelles avaient développée. C'est là, sans doute, une explication partielle de l'acceptation par la nation allemande des pires vexations de la part de l'autorité avant même l'imposition définitive de la dictature. Il faut pourtant reconnaître que la révérence de l'autorité établie, comme un principe sacré et inviolable, est une attitude profondément ancrée dans la mentalité de l'homme moderne comme de l'homme archaïque. L'histoire moderne démontre le peu de résistance de l'individu devant tout ce qui est revêtu du sceau de collectif organisé : l'adhésion individuelle au tout social apparaît à la conscience engluée comme l'ordination naturelle du contingent au transcendant. La rupture des liens intimes qui unissaient jadis l'individu à des communautés primaires organiques a entraîné la désintégration de l'homme et l'a exposé à succomber sous le poids énorme du collectif organisé dont le joug, sous une modalité ensemble religieuse et politique, s'appesantit sur la personne humaine avec une efficacité terrifiante : la représentation que se fait l'homme moderne du collectif organisé, qui possède le monopole de techniques dont le pouvoir de contrôle est de plus en plus gigantesque, constitue une image mythique d'une énorme puissance de subjugation mentale et existentielle. La facilité et la rapidité avec lesquelles s'établit la conformisation (*Gleichschaltung*) sous la pression du collectif organisé, qui se présente toujours comme la sphère de l'authenticité existentielle, révèle la fragilité de l'enveloppe protectrice du moi. Ce n'est que par une lutte constante que la personne parvient à soustraire à la puissance uniformisante du collectif organisé une sphère autonome de conscience. Cette lutte exige beaucoup de courage, parfois de

l'héroïsme. Dans l'Allemagne du Troisième-Reich, seuls quelques intellectuels osèrent protester contre le viol de l'intégrité spirituelle, intellectuelle, physique, bref humaine, qui, dès les premiers mois, prostitua l'Allemagne. Le 28 avril 1933, dans une lettre ouverte, le professeur Wolfgang Koehler fit part de sa réprobation de la conduite des étudiants allemands; le même jour, le professeur Eduard Spranger démissionnait, Hartshorne évalue à 58 le total des démissions volontaires de professeurs pour la période allant de 1933 à 1937; sur ce nombre, il y eut une proportion élevée de résignations forcées officiellement déclarées volontaires, dans le but de ménager l'opinion publique. La grande majorité des professeurs continuèrent à dispenser leur enseignement, le modifiant, le cas échéant, de façon à le rendre conforme à la nouvelle vérité collective : les uns, en se rendant à l'évidence du grand principe tribal qu'un seul ne peut avoir raison contre tous; les autres, en justifiant un renoncement aux prétentions égoïstes de leur moi individuel au nom du bien commun, c'est-à-dire, afin d'assurer leur propre sécurité. Même beaucoup de ceux qui avaient raison de craindre qu'ils demeureraient toujours, aux yeux du nouveau régime, des éléments subversifs, cherchèrent désespérément à trouver leur bonne volonté à servir la société national-socialiste comme ils avaient servi la République. Ainsi, la lâcheté générale assurant sa cristallisation, le Troisième-Reich fut bientôt en mesure d'imposer une dictature arbitraire et de pratiquer en toute sérénité l'épuration idéologique qu'il jugeait nécessaire, obligeant ainsi un grand nombre, qui n'avaient pu choisir librement la voie de l'héroïsme, à s'y engager malgré eux.

L'Épuration avait pour but de remplacer les professeurs indésirables par des hommes de haute qualité raciale et de caractère moral sain, c'est-à-dire par des serviteurs fidèles du régime. Les principaux motifs invoqués furent les raisons raciales, politiques et parfois, religieuses comme dans le cas de quelques professeurs catholiques et protestants qui, contrairement à la plupart de leurs collègues co-religionnaires, furent incapables de concilier les valeurs religieuses avec les valeurs idéologiques. À partir de 1936, on invoqua de plus en plus le motif de simplification de l'administration. Durant la période allant du semestre d'hiver de 1933 au semestre d'hiver 1936 et en prenant comme point de comparaison le nombre total du corps professoral pour le semestre d'hiver 1934-1935, Hartshorne établit à 16,09 le pourcentage des professeurs atteints par l'épuration (1.145 sur 7.116). Le pourcentage pour les facultés de médecine, de science physique, de

droit et de sciences sociales s'établit entre 15 et 21. Dans les facultés de droit, où la population des professeurs non-aryens s'établissait à 17,5 du total, 78,5 % des renvois furent justifiés par des raisons raciales. Le pourcentage lui-même varie largement d'une université à l'autre, allant de 50 % pour l'Académie médicale de Duesseldorf à 1,6 % pour l'Université de Tuebingen.

En même temps que se poursuivait l'épuration idéologique du corps professoral, s'opérait la centralisation administrative des universités, toujours conformément au "Fuehrerprinzip". L'appareil tout entier de représentation et de gouvernement des facultés fut transféré au recteur de l'université lui-même nommé, non plus par les facultés selon le mode de l'élection comme auparavant mais par le Fuehrer de l'éducation, envers lequel il était exclusivement responsable. Les vice-recteurs et les doyens des facultés étaient nommés par le ministre de l'éducation à la suggestion du recteur. Deux nouveaux postes furent créés : celui de direction du personnel enseignant (Leiter der Dozentanschaft) et celui de directeur du corps étudiant (Leiter der Studentenschaft); le premier était nommé par le ministre de l'éducation à la suggestion du recteur conjointement avec le Gaufuehrer de la ligue de l'enseignement supérieur national-socialiste (Nationalsozialistischer Dozentenbund); le second, par le ministre de l'éducation conseillé par le recteur et le Gaufuehrer de la ligue des étudiants national-socialistes (Nationalsozialistischer Studentenbund).¹⁹

Les conditions pour l'obtention de la "venia legendi" et du titre de "Privatdozent" furent modifiées de façon à empêcher les indésirables d'accéder à un poste universitaire. La loi préliminaire du 18 octobre 1933 dit : "Seulement celui qui se sent intérieurement attaché à la communauté de son peuple et qui révèle ses sentiments dans ses actions, peut devenir un professeur d'université." La procédure de "l'habilitation" introduite le 13 décembre 1934 établissait une série de tests connus sous le nom de "Dozentur". Pour obtenir la "venia legendi", il fallait, après l'obtention du doctorat académique, suivre durant deux ou trois ans le programme donnant droit à "l'habilitation", laquelle ne s'obtenait qu'après la preuve par le candidat de sa descendance aryenne et de celle de sa femme, la soutenance d'une thèse et l'épreuve d'un examen oral. "L'habilitation" permettait de poser sa candidature en vue de la "Dozentur".

¹⁹ Fessan, François, *Voici Adolf Hitler*, Paris, Flammarion, 1936, p. 142

Pour obtenir la "Dozentur", un candidat devait : subir le test moral de caractère que constituait une certaine période de temps passée sous surveillance, dans un centre communautaire, suivre des cours spéciaux à l'Académie des professeurs (Dozentenakademie); discourir durant une heure sur un ou plusieurs sujets déterminés par les examinateurs; montrer ses qualifications devant le recteur et des représentants du corps professoral qui, en outre, examinaient ses qualités personnelles; atteindre, enfin, l'opinion des autorités politiques locales sur son cas. Ce n'est qu'après plusieurs années et une longue série d'épreuves et d'examens, que le droit d'enseigner était enfin accordé. Avant d'entrer effectivement en fonctions, le futur Dozent prêtait le serment des fonctionnaires : "Je jure de garder la foi en Adolf Hitler, Fuehrer du Reich et du peuple allemand et de remplir mes devoirs officiels avec conscience. " Encore n'était-ce pas là la fin, mais bien, plutôt, le début du contrôle quotidien et absolu auquel les éducateurs de la nation, qui pourtant avaient fourni toutes les garanties possibles de leur orthodoxie idéologique, étaient soumis.

Si l'université était ainsi, de toutes les façons possibles, placée sous le rayon visuel de l'"œil officiel", c'était dans le but de garantir la pureté et l'authenticité de l'éducation supérieure et en vue d'assurer une formation adéquate de la future élite politique et intellectuelle de la nation. Comme pour les professeurs, un mode spécial et rigide de sélection des étudiants fut élaboré. Depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle, par suite des "conséquences désastreuses de l'accès au peuple de l'éducation" (Nietzsche), les universités allemandes étaient surpeuplées, entraînant la formation d'un véritable prolétariat intellectuel. Le régime national-socialiste, persuadé que seulement une petite élite était apte à accéder à l'éducation supérieure et désireux d'accroître le nombre de spécialistes dans l'industrie et le génie, décida d'orienter une forte proportion de candidats aux études supérieures vers les écoles techniques. Cette décision explique dans une large mesure la diminution très sensible du nombre des étudiants et des inscriptions aux universités durant la période du Troisième-Reich. Il faut cependant retenir que par suite des effets de la dépression économique et du faible taux des naissances durant la guerre de 1914-1918, le nombre des étudiants avait déjà décliné légèrement durant le semestre d'été de 1932. Par rapport à l'année académique 1931-1931/2 la diminution totale du nombre des étudiants pour l'année 1934-1934/5 était de 31,14 % et le pourcentage de la diminution des inscriptions aux

universités était de 58,19 %. D'après Hartshorne, le pourcentage des diminutions était à peu près uniforme dans les principales facultés, sauf dans les facultés de théologie catholique dans lesquelles il y eut une légère augmentation. À partir du semestre d'été de 1934, on commença à appliquer le système des quotas, prévoyant un maximum de 15,000 étudiants. De fait, durant ce semestre, le nombre de nouvelles inscriptions fut seulement de 11,774. La conception national-socialiste du rôle social de la femme exerça une influence profonde sur la diminution du nombre absolu et même relatif des étudiants. Pour l'année académique de 1931-1931/2, les étudiantes constituaient 20 % du corps étudiant; en 1934-1934/5, elles ne formaient plus que 10 % du total.²⁰

En plus de la méthode quantitative des quotas, une série de tests qualitatifs furent utilisés de façon à assurer que l'élite exclusive qui aurait désormais accès à l'université fut sélectionnée parmi les meilleurs éléments du Volk. Ces tests, qu'on appliquait à partir de l'école élémentaire, s'établissaient selon des critères physiques et raciaux, politiques et moraux, et, enfin, intellectuels. L'étudiant désireux d'accéder à l'université devait transmettre sa demande, accompagnée d'un certificat de maturité²¹ décerné par le directeur de son école, d'un certificat de la H.J. (Jeunesse hitlérienne) ou, le cas échéant, de la B.D.M. (ligue des jeunes filles allemandes), d'un certificat de la S.A. ou de la S.S. s'il y avait lieu et, enfin, d'un certificat prouvant son ascendance. La demande et les certificats constituaient un dossier officiel qui était soumis au directeur (Oberpraesident) de l'éducation supérieure du ministère provincial qui décidait, conjointement avec le Gauleiger de la N.S.D.A.P. de la valeur politique du candidat. Officiellement, la proportion des étudiants non-aryens admis à l'université devait correspondre à la proportion non-aryenne de la population. De fait, croit Hartshorne, le pourcentage fut beaucoup plus petit et on encourageait par tous les moyens les étudiants non-aryens à étudier à l'étranger et à s'y fixer en permanence. De plus, par une série de décrets, les étudiants non-aryens se virent refuser l'accès aux examens officiels dans cer-

²⁰ Hartshorne, *op. cit.*, p. 74 et suivantes.

²¹ Le certificat de maturité est, en Europe Centrale, l'équivalent du baccalauréat français. "Maturité" signifie simplement : mûr pour les études supérieures. Ici encore, le national-socialisme a resystématisé une institution traditionnelle.

tains domaines, tels le commerce, la médecine vétérinaire, la médecine générale, l'odontologie.²²

Le curriculum académique fut modifié en accord avec le décret du 24 novembre 1934 : "C'est la tâche des universités allemandes de placer la recherche scientifique dans la relation la plus étroite possible avec les besoins politiques nationaux de notre peuple. " En général, la pratique eut le pas sur le spéculatif et la culture physique fut tenue en haute estime. Durant les deux premiers semestres de son stage universitaire, l'étudiant approfondissait le fondement racial de la science. Il suivait des cours d'anthropologie, de pré-histoire et d'histoire politique de l'Allemagne. Même les domaines les plus spécialisés et les plus techniques ne devaient pas être enseignés d'une façon objective et neutre.

Durant le semestre d'hiver de 1935-1935/6, on pouvait lire sur les tableaux officiels de l'université de Berlin, l'extrait suivant du discours que Hitler avait prononcé au congrès du parti, au mois de septembre, à Nuremberg, devant 50,000 membres de la jeunesse hitlérienne : "Je veux que le garçon allemand soit aussi vite qu'un lévrier aussi résistant que le cuir et aussi dur que l'acier Krupp. " Le Fuehrer résumait ainsi les qualités fondamentales de la mentalité soldatesque à venir et devant être acquises par la jeunesse actuelle. Comme chez les plus jeunes, on encourage chez les étudiants d'université la vie communautaire et le travail d'équipe. Pour développer l'esprit d'équipe, on organisait des concours nationaux portant sur des sujets idéologiques et auxquels participaient des groupes d'étudiants sous la direction de professeurs. Du point de vue des relations entre les professeurs et les étudiants, le régime national-socialiste fit beaucoup pour combler la distance traditionnelle qu'il y avait entre eux. On favorisa, on imposa même, une plus grande intimité selon le modèle des relations entre un chef de "Stosstruppen" et ses hommes, entre un Fuehrer S.S. et le membre S.S. ou entre un leiter et ses subordonnés.

À cause du climat social prévalant, du mode de sélection auquel elle était soumise, de son incorporation à l'association des étudiants intégrés au parti, du curriculum académique et de l'organisation de la vie universitaire, la jeunesse étudiante acquit rapidement la mentalité idéologique. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que la nouvelle conception de la vie satisfaisait certains désirs frustrés,

²² Hartshorne, *ibid*, p. 75 et suivantes

certaines aspirations inassouvies et la jeunesse, tels le besoin d'action, de vie commune, d'idéal et de direction. Certains jours de l'année, l'enthousiasme et le fanatisme atteignaient une intensité spéciale. Ainsi, les célébrations étudiantes qui avaient lieu pour commémorer la prise du pouvoir, donnaient lieu à des réjouissances exceptionnelles. Les étudiants et les professeurs de l'université de Berlin organisèrent pour le 30 janvier 1936 une cérémonie à caractère religieux au cours de laquelle des chœurs chantaient des hymnes où le nationalisme sentimental, le racisme aveugle, la noblesse d'âme, l'esprit de sacrifice et la foi fusionnaient comme pour constituer une prière. L'hymne final traduisant le caractère agressif et total de la jeunesse se formulait ainsi : "Patrie sacrée! À notre heure de danger, nous, tes fils, nous nous pressons autour de toi... Témoins de notre serment sont les étoiles; celui qui gouverne les étoiles entendra notre appel. Avant que l'étranger ne viole ta couronne, nous mourrons pour toi, Allemagne, homme après homme... Patrie sacrée, nous pouvons tous passer, tu demeureras." ²³

Devant 50,000 jeunes, au congrès du parti à Nuremberg en septembre 1935, Hitler déclara : "Nous devons éduquer une nouvelle espèce d'homme, afin que notre peuple ne succombe pas aux tendances dégénératrices de l'âge. " Les institutions traditionnelles d'éducation, ré-orientées conformément à l'idéal national-socialiste, contribuent à former l'espèce d'homme de l'avenir. Mais, devant continuer à exercer leur fonction normale de dispensatrices de l'instruction et, en outre, chargées d'un passé qui les fixe dans une forme acquise, elles ne sauraient être suffisamment resystématisées pour promouvoir à elles seules l'éducation de l'espèce nouvelle d'homme.

Aussi, bien avant son ascension au pouvoir, le national-socialisme avait commencé à grouper la jeunesse dans une association spéciale, la jeunesse hitlérienne (Hitler-Jugend), qui fut, peut-être, l'association la mieux organisée et la plus intégrée du genre qu'eût jamais connu l'histoire.

Une des raisons du succès du national-socialisme est d'avoir compris la mentalité et les problèmes de la jeunesse d'après-guerre. Dès le début, le mouvement chercha à canaliser les aspirations des jeunes et à attirer à lui cette génération des années d'avant-guerre qui ne pouvait être réconciliée avec le monde dans lequel elle était née. La mentalité qui avait donné naissance aux Wandervoegel » trouva

²³ *Ibid*, p. 144 - 152

dans le national-socialisme un lieu de cristallisation et l'espérance qu'elle cherchait. Sans se définir exclusivement comme un mouvement de jeunesse, le national-socialisme fut le seul mouvement politique d'après-guerre à se présenter comme résolu à donner justice aux principales revendications de la jeunesse allemande. Au sein du mouvement se développa une mystique de la jeunesse et s'élabora une apothéose de ses qualités : de sa grâce, de son enthousiasme, de sa force, de sa beauté, de sa pureté. « La jeune génération, devait écrire par la suite von Schirach, est la porteuse du style national-socialiste ». ²⁴ « La jeunesse a toujours raison » disait Goebbels. Dans le national-socialisme, elle vit la promesse d'un grand destin. La jeunesse fut associée à toutes les manifestations du mouvement; le grand Fuehrer de l'Allemagne future lui témoignait une affection sans bornes et, dans des discours qui lui étaient spécialement destinés, lui révélait sa mission. La jeunesse trouvait enfin des aînés qui, ayant eu la même expérience qu'elle, la comprenaient et lui proposaient un idéal si semblable au sien qu'elle pouvait croire que cet idéal avait été élaboré pour elle. Pour cette jeunesse, le national-socialisme signifiait la reconquête de son âme, de la joie de vivre et l'enthousiasme dans l'action créatrice : coude à coude, elle pourrait marcher vers le but en chantant : « Nous avons vaincu la peur; pour nous ce fut une grande victoire. Nous continuerons notre marche, même si tout devait s'écrouler; car aujourd'hui nous appartient l'Allemagne et demain le monde entier » (Denn heute gehort uns Deutschland und morgen die ganze Welt).

Les origines de la H.J. (Hitler-Jugend) remontent au 18 mars 1922, alors que Hitler fonda la « Ligue de la jeunesse national-socialiste (Dar nationalsocialistischer Jugendbund). Démembrée à la suite du Putsch de Munich, cette organisation fut reconstituée le 26 février 1925, sur l'ordre du Fuehrer, par Kurt Gruber, sous le nom de « Mouvement de la jeunesse germanique » (Grossdeutsche Jugendbewegung). Par suite d'une proposition de Julius Streicher, ce mouvement prit le nom de « jeunesse hitlérienne ». Le 29 octobre 1931, Baldur von Schirach, un jeune homme fanatique dévoué à Hitler, remplaça Kurt Gruber à la direction du mouvement et, en juin 1933, fut nommé « Reichsjugendfuehrer », titre qui plaçait toutes les organisations de jeunesse sous son contrôle. Dès les premiers mois après la prise du pouvoir par les national-socialistes, l'ordre de dissolution

²⁴ Von Schirach, Baldur, *Die Hitler-Jugend, Idee und Gestalt*, Berlin, 1934, p. 83 et 84.

de toutes les associations de jeunesse autres que la jeunesse hitlérienne fut donné et leurs membres furent sollicités de l'incorporer au mouvement national de jeunesse. Par le décret du premier décembre 1936, « toute la jeunesse de l'Allemagne...est intégrée dans la jeunesse hitlérienne. Toute la jeunesse allemande doit être éduquée...physiquement, mentalement et moralement dans l'esprit du national-socialisme ». En principe, l'entrée à la jeunesse hitlérienne demeura libre. Cette liberté était illusoire car, à partir de 1935, la seule voie d'accès au parti et, par conséquent, au prestige social et à l'exercice des principales fonctions politiques et professionnelles, fut la jeunesse hitlérienne. En 1937, sur 10 000 000 de jeunes environ en Allemagne, plus de 7 000 000 étaient déjà intégrés à la jeunesse hitlérienne.

Le principe d'organisation de la jeunesse hitlérienne, tel que défini par Hitler, était celui que les « Wandervoegel » avaient revendiqué au début du siècle : la jeunesse doit être dirigée par la jeunesse (Jugend muss von Jugend gefuehrt werden). Les « Gruppanfuehrer » furent choisis parmi les jeunes en raison de leur aptitude à commander, de leur caractère et de leurs qualités morales et raciales. Von Schirach était un jeune homme et les jeunes le revendiquaient comme un des leurs. De fait, le principe de la direction autonome (Selbstfuehrung) impliquait, dans une société fondée sur le « Fuehrerprinzip », la reconnaissance inconditionnée de chaque autorité supérieure, de sorte que la totalité du mouvement fut placée sous l'autorité ultime du « Reichsjugendfuehrer » et par conséquent sous le contrôle ultime et direct du parti dont il fut un organisme intégré.

Le jeune garçon et la jeune fille étaient membres du « jeune peuple » (Jungvolk) de 10 à 14 ans. De 14 à 18 ans, le jeune homme faisait partie de la H.J. proprement dite; de 14 à 21 ans, la jeune fille était incorporée à la ligue des jeunes filles allemandes (Bund deutscher Maedel).

Von Schirach a défini la H.J. comme une « force créatrice de toutes les sphères de la vie ». Il la définissait aussi comme une « communauté de vie » qui exige le « service (Dienst) et le sacrifice (Opfer). Et « qui marche avec la H.J. n'est pas un numéro parmi des millions, mais le soldat d'une idée. ». L'idée dont chaque membre de la H.J. est le soldat est l'idée du Fuehrer. « En mettant chaque jeune Allemand au service de la personne du Fuehrer qui a assez souvent prouvé au monde entier de façon expressive sa volonté de paix, on s'assure de ce que, pour tout l'avenir aussi, la politique de paix d'Adolf Hitler sera la politique du peuple

allemand. Voilà l'esprit de l'éducation corporelle et spirituelle de notre jeunesse ». ²⁵ Pour concrétiser cette « volonté de paix », on s'efforça, par tous les moyens, de développer l'esprit militant chez la jeunesse; on organisât le mouvement selon le modèle d'une armée, comprenant des corps, des divisions, des bataillons, des compagnies et des escouades; l'esprit et la discipline militaires imprégnaient le jeu et le travail au sein de la H.J.; on enseignait aux jeunes filles de la B.D.M. que la destinée de toute femme allemande était d'être la mère de soldats.

Afin de permettre à la H.J. de remplir pleinement son rôle éducatif, on créa, le 20 avril 1933, les écoles Napoli (Nationalpolitische Erziehungsanstalten) dans lesquelles les jeunes de 10 à 13 ans recevaient une formation spéciale. En 1938, on comptait 15 écoles Napoli, la plupart établies en Prusse. Le but de ces écoles, d'après von Schirach, était de préparer les garçons, possédant des aptitudes spéciales pour le commandement, à leur fonction future dans le domaine politique et militaire et dans les sphères qui exigent le sens de la responsabilité. Le programme, élaboré en conformité avec la conception de l'éducation du Fuehrer, visait d'abord au développement de corps sains et robustes, supportant avec patience l'effort et la fatigue, la chaleur et le froid; à l'entraînement physique se rattachait la formation du caractère, de la volonté, du sens de la responsabilité et du commandement; l'instruction générale ne venait qu'en dernier lieu et n'avait qu'une importance relative. Le Reichsminister de l'éducation Rust a écrit au sujet des écoles Napoli : « Nous avons conçu ces écoles comme des institutions pour expérimenter nos idées. Dans ces pensionnats, nous pratiquons une nouvelle éducation nationale, sociale et économique. Nous développons l'éducation du caractère en formulant de sévères exigences du côté physique, sans renoncer à la formation intellectuelle générale ». ²⁶

Une autre institution dont on attendait énormément pour la formation du corps et du caractère fut le service du travail (arbeitsdienst) dont le protagoniste fut le Reichsleiter du front du Travail le Dr Robert Ley. Pour les enfants de 14 ans, on avait organisé un service de quelques mois. Le service du travail était obligatoire pour les jeunes gens de 18 ans, ayant terminé leur stage dans la H.J. et devant

²⁵ *Ibid*, p. 139 et 140

²⁶ Rust, *Internationale Zeitschrift*, IV, 1935, cité par Kneller, op. Cit., p. 65.

commencer leur entraînement militaire, à 19 ans. Le service du travail était lié au grand organisme d'éducation populaire et de propagande « La force par la joie » (Kraft durch Freude), pendant allemand du « Dopolavoro » italien. Le service du travail avait pour but d'intégrer la jeunesse à la grande communauté du travail et de développer chez elle la mystique du travail. « Le travail ennoblit » : il fait accéder pleinement les jeunes à la conscience de la communauté nationale dans l'esprit du national-socialisme. Cette expérience dans les mines, sur les fermes, etc., enseigne aux jeunes à respecter le travail et à y découvrir des « valeurs réelles ».

Afin d'assurer la relève de l'élite national-socialiste, on créa les « Écoles Adolf Hitler » (Adolf Hitlers Schulen), qui devaient réaliser l'idéal platonicien de d'éducation de l'élite. Après avoir subi l'ensemble des tests exigés par la H.J., le garçon aux environs de 12 ans, était admis à l'école aux frais du parti, pour une durée de 6 ans. À l'âge de 18 ans, l'élève se trouvait, du point de vue académique, dans la situation d'un finissant du cours secondaire. À l'âge de 25 ans, s'il était marié et s'il était membre du parti, il avait le privilège exclusif de faire sa demande d'entrée à l'« Ordensburg ». Une fois restaurés les quatre châteaux historiques où devaient se préparer les chefs de demain, on croyait pouvoir admettre à l'« Ordensburg » environ un quart des anciens des écoles Adolf Hitler. Cette élite poursuivrait sa formation au commandement durant encore quatre ans. Après ce stage de quatre ans, on envisageait une nouvelle sélection afin de préparer la formation des nouveaux aristocrates, des chefs de chefs.

Tout membre de la jeunesse hitlérienne, qu'il appartînt à une institution affiliée ou non, dirigeait sa vie conformément à une série de dogmes auxquels il avait solennellement promis son adhésion au cours de la cérémonie d'initiation :

1. Le chef a toujours raison.
2. Ne viole jamais la discipline.
3. Ne perd jamais de temps en babillage inutile, si en appréciations élogieuses de toi-même. Tiens bon et sois secourable.
4. Sois fier mais non arrogant.
5. Le programme est ton dogme. Il demande ta soumission complète à la cause.

6. Tu as un représentant du parti; gouverne conformément ton apparence et ta conduite.
7. La loyauté et l'altruisme sont les premiers commandements.
8. En bon national-socialiste, tu dois être un réel camarade.
12. Tout ce qui sert l'intérêt du mouvement et, à travers lui, l'Allemagne et le peuple allemand est juste. ²⁷

Les millions de jeunes qu'intègre la H.J. se trouvent placés dans les circonstances les plus favorables pour développer au plus haut degré les qualités morales et raciales du peuple allemand. Dans ses discours à la jeunesse, Hitler a beaucoup parlé de ces qualités et particulièrement de la discipline, de la force, du courage, de la fidélité, de l'obéissance, de l'honneur, de l'ascétisme, de la fierté, de la détermination... Baldur von Schirach mentionne en outre, comme qualité du jeune membre de la H.J., le désintéressement : Des millions de jeunes... ne poursuivent pas leurs intérêts mais le bien de la nation. Vit en eux la volonté du Fuehrer, qui leur a donné ce mot d'ordre afin qu'ils y conforment leur conduite : « rien pour nous, tout pour l'Allemagne » (Nichts fuer uns, alles fuer Deutschland). ²⁸ Une dernière qualité de la H.J., d'après von Schirach, est la foi en Hitler. « La vie des jeunes Allemands, écrit-il, appartient exclusivement à Hitler ». Afin de donner à cette foi un caractère inaltérable, chaque jeune signait au cours d'une cérémonie solennelle de consécration de la H.J. à Hitler, une formule contenant le serment suivant :

« Je promets de faire mon devoir en tout
temps par amour et fidélité au Fuehrer et
à notre drapeau. »

Au moment de la grande prostration nationale d'après guerre, la jeunesse allemande répétait ces vers écrits pour elle :

« Nous avons froid et nous souffrons ;
N'arrêtons pas notre marche ;

²⁷ Brennecke, F., *Handbuch fuer die Schulungsarbeit...*, op. Cit., p. XXIII et XXIV

²⁸ Von Schirach, *op. cit.*, p. 79.

Nous portons dans notre cœur qui bat

La foi en Allemagne. »

Dans le national-socialisme la jeunesse vit le signe de la rédemption. Avec enthousiasme et confiance, elle fit sienne la conception du monde national-socialiste qu'elle accueillit comme une révélation. Son besoin frustré d'action et d'idéal, elle crut le satisfaire au sein de la H.J. dans laquelle elle était formée en vue de la tâche qui l'attendait, parfaire le règne intérieur et politique du Troisième-Reich. Débordante d'énergie et d'enthousiasme, elle se soumettait à la dure discipline qui devait faire d'elle une espèce nouvelle d'hommes. Les parades, les démonstrations massives, la pratique du sport, les chants patriotiques, le déploiement des drapeaux et des couleurs, provoquaient en elle des sentiments intenses de piété et de foi ; l'idéologie national-socialiste était vécue par elle comme une religion et, dans une ferveur juvénile, elle remettait sans condition sa vie et son cœur à la cause qu'on lui apprenait à servir. Pour elle et pour elle seule, le national-socialisme sous tous ses aspects fut une expérience originale, Dans la majorité des cas, les parents qui demeuraient sceptiques au sujet de la conception national-socialiste ou même qui en étaient des adversaires durent renoncer à exercer sur leurs enfants une contre-influence qui eût été désastreuse pour l'équilibre mental et moral de ceux-ci. Afin de ne pas les scandaliser par leurs idées hétérodoxes, afin aussi d'éviter d'être dénoncés par leurs propres enfants, la majorité des parents que le national-socialisme n'avaient pas définitivement convaincus se virent contraints d'adopter un comportement contraire à leurs sentiments intimes. Afin que les tout petits ne furent pas trop ignorants à leur rentrée à l'école et qu'ils ne fussent pas en butte aux railleries et aux persécutions de leurs maîtres et de leurs camarades, pour éviter que la suspicion ne les atteignît eux-mêmes, ces parents, comme s'ils avaient été gagnés par le fanatisme idéologique, leur enseignaient, dès l'éveil de leur intelligence, les rudiments de la Weltanschauung national-socialiste, puisés dans « Mein Kampf », livre sacré.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Quatrième partie. Les moyens de rayonnement
de l'idéologie national-socialiste.

Chapitre II

La propagande

[Retour à la table des matières](#)

Dans son livre fameux « Le viol des foules par la propagande politique », Serge Tchakhotine, divisant, sur la base de recherches poursuivies en Allemagne, une population en passifs ou hésitants et en actifs ou enthousiastes, évalue approximativement la proportion entre les deux groupes à 9 : 1. Les premiers, dit-il, succombent à la propagande ; les seconds « sont psychologiquement capables de résister à l'emprise d'autrui sur leur psychisme ». Distinguant entre les adhérents, d'une part, c'est-à-dire les sympathisants d'un mouvement et les partisans, d'autre part, c'est-à-dire les membres de l'organisation d'un mouvement, Hitler déclare dans « Mein Kampf » : « Le nombre des adhérents ne peut être assez grand ; les partisans (ou membres actifs) peuvent plutôt être trop nombreux que trop peu... Quand la propagande a imprégné tout le peuple d'une idée, l'organisation peut facilement déduire les conséquences avec une poignée d'hommes ». Et « la tâche de la propagande est de s'attirer des adeptes (adhérents), celle de l'organisation est de capter des partisans, des affiliés au parti ». La propagande vise donc les neuf-dixième d'une population adulte environ. Quant au dernier dixième, il se répartit entre les partisans que Tchakhotine appelle les « optimistes actifs » et qui constituent la puissance dynamique d'un mouvement, et les adversaires ou « pessimiste actifs »,

inaccessibles à la propagande, et que seule la violence peut réduire. Un mouvement qui cherche à attirer à lui les passifs ou les hésitants, c'est-à-dire la masse du peuple, n'a pas d'autre recours possible que la propagande. Dans un discours prononcé au congrès de Muremberg en septembre 1936, Hitler déclarait : « La propagande nous a menés vers le pouvoir, la propagande nous a permis de conserver depuis le pouvoir, la propagande encore, nous donnera la possibilité de conquérir le monde ». ²⁹

La propagande, telle que conçue par Hitler, vise la grande masse qui n'a pas d'idées arrêtées et qui est susceptible d'être influencée par la suggestion. Dans « Mein Kampf », Hitler insiste sur le caractère impulsif, émotionnel et irrationnel de la masse : « Dans sa grande majorité, le peuple se trouve dans une disposition et un état d'esprit à tel point féminins que ses opinions et ses actes sont déterminés beaucoup plus par l'impression produite sur ses sens que par la pure réflexion ».

Ayant pour objectif de façonner l'esprit de la masse de façon à produire l'effet désiré, la propagande est définie par Hitler comme un art. Elle est « l'art essentiel de guider politiquement les grandes masses ». Elle est « une arme terrible dans les mains de celui qui sait s'en servir », La propagande, dans le national-socialisme, était considérée comme le moyen le plus efficace pour faire pénétrer l'idéologie dans le peuple et pour le gagner aux grands objectifs poursuivis. Ses effets furent gigantesques. Utilisant dans la quatrième édition de son livre les travaux de Domenach, Driencourt, de Felice, Geiger, Reiwald, Muenzenberg et autres, Tchakhotine a fait une analyse complète de la nature, du fondement, des formes et des techniques de la propagande hitlérienne. Il reconnaît en Hitler et Goebbels deux des plus grands tacticiens de la propagande de toute l'histoire. De façon magistrale, Hitler, particulièrement, dans « Mein Kampf, a retracé les principaux mécanismes psychologiques et physiologiques humains qu'une technique appropriée de propagande peut déclencher à la façon d'un réflexe conditionné. Le succès de la propagande national-socialiste est aussi dû au fait que les arguments, les motifs utilisés pour justifier un objectif poursuivi se rattachaient à une idéologie fondée elle-même sur l'« instinct ». De la sorte, l'impulsion émotionnelle devenait le fondement mental prépondérant de la vie sociale, facilitant ainsi la tâche d'une

²⁹ Cité par Tchakhotine, *op. cit.*, p. 359.

propagande conçue, dans le national-socialisme, de façon à annihiler complètement la réflexion et la faculté de jugement. De plus, la propagande national-socialiste sut exploiter et nourrir avec un art extraordinaire le ressentiment général que les conditions objectives faisaient surgir. Une dernière raison de son succès est qu'elle semblait inspirée par une foi sincère en l'Allemagne et dans le peuple allemand et qu'elle tentait de faire naître une foi commune chez ceux auxquels elle était destinée. L'histoire démontre que tous les grands succès de propagande furent associés à un mythe puissant. De fait, aucune propagande ne saurait être pleinement efficace sans être soutenue, inspirée par une foi, du moins une foi apparente.

La propagande, sous ses grandes modalités religieuse et politique, a été utilisée depuis des temps immémoriaux pour propager une idée ou un mouvement. Divers facteurs se sont conjugués durant les deux derniers siècles pour accroître l'efficacité de la propagande à un degré tel que sa nature et sa fonction sont devenues bien différentes de ce qu'elles étaient dans le passé. Les facteurs sont de trois ordres principaux : technique (presse populaire, radio, cinéma, etc.) ; social (acquisition de la conscience politique par la bourgeoisie et par la classe ouvrière) ; scientifique (progrès de la psychologie).

En Allemagne, comme ailleurs en Europe, l'établissement et le développement de la presse populaire sont liés à la montée de la bourgeoisie. Le journal le plus ancien, le « Muenchen-Augsburger Abendzeitung », fondé en 1609 et continuant d'exister encore aujourd'hui, avait comme objectif la protection des intérêts commerciaux de la bourgeoisie. Périclitant durant le dix-septième siècle au moment de la décadence de la bourgeoisie, la presse devint très florissante au dix-huitième siècle alors qu'elle fut utilisée pour défendre les intérêts politiques et culturels de la bourgeoisie révolutionnaire dans sa lutte contre la noblesse. Les autorités, en Allemagne comme dans les autres pays, virent bientôt le danger que représentait pour elles la presse bourgeoise. En Prusse, Frédéric-Guillaume I prohiba la publication des journaux car, croyait-il, il n'était pas bon que le peuple apprit à « raisonner » ; par la suite, il toléra certains journaux mais en les soumettant à la plus stricte censure. Frédéric Le Grand fut le premier à se servir systématiquement de la presse comme moyen de propagande officielle. Pour se concilier l'opinion publique, il écrivait lui-même des articles en faveur de sa politique extérieure. À la fin du dix-huitième siècle, la bourgeoisie allemande adopta, pour fin

de propagande, les principaux symboles de la révolution bourgeoise, symboles qui avaient eu en France un succès foudroyant ; la répression et les conséquences des guerres napoléoniennes neutralisèrent en Allemagne l'effet de ces symboles et marquèrent un déclin de la presse bourgeoise comme instrument de propagande révolutionnaire. La tentative révolutionnaire de 1848 s'accompagna d'une activité intense de propagande par la presse, activité à laquelle participa Marx, mais comme en 1789, la bourgeoisie se contenta de reproduire les grands motifs de la propagande révolutionnaire française. Déjà, l'utilisation de la propagande tournait à l'avantage du socialisme ; par sa situation et sa psychologie, la classe ouvrière était plus susceptible de se laisser influencer par la propagande que la bourgeoisie et certains chefs socialistes, tels Marx et Engels, s'avérèrent des maîtres dans l'art de la propagande. Sous le Second-Empire, Bismarck utilisa avec grand succès les techniques de propagande que l'époque mettait à sa disposition et il réussit partiellement à empêcher la social-démocratie de répandre auprès du prolétariat une propagande opposée au régime impérial. Durant toute cette période, la bourgeoisie allemande, qui n'avait jamais manifesté une grande habileté dans l'art de manier la propagande et qu'au surplus Bismarck avait réussi à réconcilier à l'ordre existant, ne mit en œuvre qu'une propagande pangermaniste. Le rôle effectif de la propagande, comme arme tactique, au cours de la guerre 1914-1918, a été grandement exagéré. De l'aveu des chefs militaires et politiques allemands tels Ludendorff et Rinderburg, la propagande de guerre anglaise aurait complètement démoralisé l'Allemagne. Hitler, par la suite, a dénoncé la faiblesse de la propagande de guerre allemande, confessé son admiration pour la propagande anglaise et prétendu que l'expérience acquise par lui durant la guerre avait joué un grand rôle dans l'élaboration de sa propre conception de la propagande. En réalité, la propagande anglaise n'aurait pu « démoraliser » l'Allemagne dans le blocus et sans l'intervention américaine. L'argument avancé par Hitler et par plusieurs chefs militaires et politiques allemands doit être considéré avant tout comme un élément d'un complexe psychologique de défense en vue de prouver que l'Allemagne avait militairement gagné la guerre. Ce n'est certes pas dans la propagande de guerre alliée qu'il faut chercher l'explication de la découverte, par Hitler, de la magie de la propagande et de l'utilisation qu'il a faite de cette arme.

La période d'après-guerre vit se dérouler en Allemagne la lutte de la propagande la plus intense et la plus efficace, peut-être, de toute l'histoire. Il faut noter

que la bourgeoisie, qui avait plus que tout autre groupe la responsabilité de la cristallisation de l'ordre républicain, continua de manifester son impuissance à mettre sur pied une organisation efficace de propagande : la foi instigatrice et militante l'avait désertée depuis longtemps et l'utilisation, comme arme populaire, des techniques modernes de propagande lui répugnait. Durant la période weimarienne, on vit à l'œuvre quatre organisations principales de propagande : l'organisation réactionnaire de Hugenberg ; l'organisation national-socialiste ; le Front rouge et le Front d'airain.

Hugenberg détenait un contrôle imposant des organes de transmission des nouvelles et des renseignements de « l'union télégraphique » (TU) ; de la corporation publicitaire Ala (Ala Anzeigen Gesellschaft) ; de plus de 50 % de la presse « neutre » ; de l'Ufa, la plus grande compagnie allemande d'après-guerre de production et de distribution cinématographiques. Hugenberg, qui favorisait les intérêts des grands industriels et des Junkers, ne réussit pas à donner à sa propagande le caractère populaire sans lequel une propagande politique ne saurait être efficace dans les sociétés modernes.

L'organisation de la propagande national-socialiste, comme méthode d'agitation politique, remonte aux origines mêmes du mouvement : discours enflammés ; affiches aux couleurs agressives annonçant les meetings ; parades et démonstrations de rue ; déploiement de force et recours opportun à la violence ; utilisation de la presse et de la radio ; popularisation de la mystique du *Fuehrer* dans une société qui avait traditionnellement cédé au prestige de l'autorité personnelle ; port d'insignes, d'uniformes et utilisation de symboles concrets simples, suggestifs et facilement reproductibles ; invention de quelques grands motifs de propagande, en rapport étroit avec la situation objective et la mentalité de l'époque, tels l'antisémitisme, le racisme, l'anticommunisme, l'anti-parlementarisme, susceptibles, en étant utilisés avec habileté et soutenus par un ton agressif, d'exercer une action intense sur les masses ; tous les procédés furent employés en vue de faire connaître, de répandre le mouvement, d'imposer une présence de tous les instants du national-socialisme au sein de la nation allemande et de se frayer, de façon imperceptible mais sûre, l'accès aux cœurs et aux esprits.

L'organisation communiste de propagande, liée au Front rouge (Rote Front), après l'échec coûteux subi en 1919, ne fut vraiment montée qu'à partir de 1929. Inspirée par la conception léniniste de la propagande en utilisant, naturellement,

les grands motifs exposés dans le Manifeste communiste, le Front rouge s'attachant avec succès à gagner au communisme la classe ouvrière et, avec moins de succès, le prolétariat agricole. Mais il ne réussit pas à détruire l'impression défavorable créée en Allemagne par les conséquences de la révolution russe qui fut, du point de vue de la propagande, un motif puissant aux mains des républicains et des réactionnaires dans leur lutte contre le communisme allemand.

À partir de 1930, s'organisa le Front d'airain (Eiserne Front), qui réunissait la « Reichsbanner » pro-républicaine et les syndicats sociaux-démocrates. Cette organisation tenta de neutraliser la propagande national-socialiste et de répandre une propagande républicaine et socialiste efficace. Tchakhotine qui, en 1932, fut nommé chef du Front d'airain, relate la lutte intense de propagande et de symboles qui se livra durant les derniers mois précédant la chute de la République et l'accession au pouvoir du national-socialisme. Utilisant en conformité avec la théorie de Pavlov les signes (trois flèches), les slogans (Freiheit !), les symboles (poing tendu), les techniques de façon à déclencher les réflexes physiologiques et les mécanismes psychiques dans un but défini, le Front d'airain obtint des succès appréciables qui se traduisirent par quelques victoires électorales. La propagande du Front d'airain joua un grand rôle dans la victoire de Hindenburg sur Hitler lors de l'élection présidentielle, qui marqua néanmoins, du point de vue psychologique, une victoire morale d'une grande importance pour le national-socialisme. Organisé trop tard, au moment où les forces républicaines devaient se retrancher sur la défensive, le Front d'airain n'eut pas le loisir d'élaborer une propagande positive qui eut en outre supposé une foi idéologique républicaine totalement absente à ce stade. De plus, la grande majorité des chefs sociaux-démocrates, ne comprenant pas l'importance des nouvelles méthodes de propagande et préférant le recours aux arguments doctrinaires traditionnels, empêchèrent le Front d'airain de se lancer pleinement dans la bataille. Ainsi, de l'aveu de Tchakhotine, la lutte fut perdue, sur le plan de la propagande, à cause du manque de foi idéologique et de la sous-estimation de la puissance de l'arme mise à la disposition des forces républicaines.

Ayant utilisé avec succès la propagande comme arme d'agitation politique, le national-socialisme, une fois victorieux, s'en servit comme moyen de conserver le pouvoir, d'éduquer le peuple, de propager les grands motifs idéologiques et d'assurer l'adhésion de la nation aux objectifs poursuivis. Le fait que le ministère

de la « propagande et de l'éducation populaire », institué par décret dès le 13 mars 1933 et placé sous la direction de Goebbels, fut le premier ministère national-socialiste à être organisé, démontre l'importance que le Troisième-Reich accordait à la propagande. On trouve dans « Mein Kampf » l'idée d'un tel ministère. Dans son journal intime, en date du 22 janvier 1932, c'est-à-dire un an environ avant la prise du pouvoir, Goebbels écrit : « L'idée était celle d'un ministère d'éducation populaire, au sein duquel le cinéma, la radio, les institutions éducatives nouvelles, l'art, la culture et la propagande, seraient placés sous une administration unique... Un office révolutionnaire, dirigé à partir d'un centre, qui prendrait parti en termes non ambigus pour l'idée unitaire. C'est un projet énorme, qui, sous son espèce, n'a jamais encore été réalisé. Je commence dès maintenant à dresser les plans de ce ministère. Son but est de fournir le fondement intellectuel et spirituel et notre pouvoir et de capturer, non seulement l'appareil du pouvoir, mais l'ensemble du peuple »³⁰. Ce ministère, nouveau Parthenon connu sous le nom de « Kulturge-meinde » comprenant sept « Kulturkammern », couvrit toutes les activités culturelles de la nation et contrôla, non seulement tous les moyens d'information, mais aussi tous les véhicules de la culture. Le ministère fut doté de sommes énormes, atteignant, en 1935, 500 millions de R.M. Telle était l'activité « productrice » qui régnait dans ce ministère qu'on aurait pu le comparer à un cerveau gigantesque secrétant la pensée pour tout un peuple. Peu après, Goebbels pouvait écrire : « Nous sommes devenus les maîtres souverains et la critique et nous pouvons dire que l'unanimité s'est faite au sujet du droit à la critique »³¹. Et ailleurs, il ajoute : « que ceux qui ne sont pas contents le disent s'ils n'ont pas peur de finir leurs jours dans un camp de concentration ».

Tous les véhicules que la technique moderne met à la disposition du propagandiste furent placés sous la surveillance du ministère central de la propagande. Parmi ces véhicules, la presse, le cinéma, la radio, se tiennent au premier plan aussi bien dans la dimension du public qu'ils sont susceptibles d'atteindre que par l'efficacité de leur influence. En général, comme organes d'information et de distribution des nouvelles, la presse, la radio, le cinéma sont étroitement interdépendants de sorte qu'une publicité par la presse signifie souvent une publicité par la

³⁰ Goebbels, Joseph, dans *Von Kaiserhof sur Reichskanzlei: eine historische Darstellung in Tagebuchblättern*, seconde édition, 1934, p. 28.

³¹ Goebbels, J., *Weisen und Gestalt des N. S.*, op. cit.

radio et par le cinéma. Mais chacun de ces organes s'adresse aux sens de façon diverse et exige un degré différent d'attention et de concentration de la part du public.

La presse, qui s'est vue supplantée aujourd'hui par la radio comme moyen d'information le plus efficace, n'en continue pas moins à exercer une influence considérable dans la formation et l'orientation de l'opinion publique. Un mouvement auquel la presse refuserait toute publicité ne pourrait atteindre les proportions d'un mouvement de masse. « La presse, écrit Goebbels, façonne l'opinion publique et comme telle elle exerce dans l'État moderne une fonction vitale » ³². Reprenant le mot de Napoléon, il écrit que « la presse est la septième grande puissance ».

Dès les premières années du national-socialisme, le « Voelkischer Beobachter » fut fondé pour appuyer et faire connaître le mouvement. Pendant longtemps, on chercha vainement à s'attirer la publicité dans la grande presse allemande. Le procès qui suivit le Putsch de Munich et, en particulier, les deux grands discours que Hitler y prononça, occupèrent les manchettes des journaux et pour la première fois, le national-socialisme força l'attention générale. Hitler disait qu'il importait peu de voir les adversaires se moquer du mouvement : « l'essentiel c'est qu'ils parlent de nous, qu'ils s'occupent de nous ». Le problème était d'être mentionné à quelques reprises dans les journaux, après, tout irait bien. À partir de 1929, le national-socialisme devint rapidement le thème à sensation dans les journaux allemands, et devant les succès financiers que leur valait cette publicité, les journaux eurent recours à tous les effets d'impression possibles pour mettre en évidence les nouvelles se rapportant au national-socialisme, les amplifiant en outre afin de frapper davantage l'imagination et l'attention ; les directeurs accroissaient ainsi la vente des journaux, et par conséquent, le profit mais, qu'ils le voulussent ou non, c'était le mouvement national-socialiste qu'ils contribuaient à répandre et à populariser. Peu à peu, d'ailleurs, une forte proportion des journaux, surtout parmi la presse neutre, favorisèrent la cause du national-socialisme. Au cours du printemps de 1932, en particulier, flairant que la victoire national-socialiste devenait imminente, les propriétaires et les grands actionnaires de plusieurs journaux forcèrent les directeurs hésitants à donner le coup de barre final vers le national-

³² Goebbels, *Der Angriff*, op. cit., p. 117

socialisme. Par cette manœuvre, ils pouvaient escompter de gros bénéfices et ils assuraient en même temps la bonne réputation de leur firme lors de l'avènement du Troisième-Reich. Qu'ils lui fussent ou non favorables, l'essor de l'idéologie national-socialiste leur importait peu comme d'ailleurs les motifs des « conversions tardives » importaient peu aux chefs nationaux-socialistes, pourvu que de part et d'autre l'effet désiré se produisit.

Ayant déjà, dans une large mesure, renoncé à son intégrité et à son indépendance, la presse ne put résister à l'ordre de conformisation qui fut donné dès les premiers mois du régime. Conformément à l'article 23 du programme, il n'exista bientôt plus de journalisme privé en Allemagne. Le « Reichspresskammer » devint l'agent exclusif de l'information. Possédant le monopole absolu de la presse, le Troisième-Reich en fit un puissant instrument de propagande pour défendre son idéologie et appuyer ses objectifs économiques ou politiques. Parmi les partisans du national-socialisme, se trouvaient un nombre considérable de journalistes et de littérateurs ratés de sorte qu'on disposait d'une relève abondante pour combler les vides que l'épuration dans les rangs du journalisme créa. La simplification et la centralisation de la presse entraîna une baisse considérable dans le nombre de journaux et de périodiques : en 1932, l'Institut allemand de la presse faisait rapport de 4.703 journaux et de 11.000 périodiques circulant en Allemagne ; en 1936, d'après Peter H.Odegard ³³, on ne comptait plus que 2.300 journaux et 8.687 périodiques. Si on tient compte, en outre, des quelque 600 journaux et 2.000 périodiques qui furent lancés de 1933 à 1935, il faut conclure que la proportion des cessations de publication en existence en 1932 s'élevait, en 1936, pour les journaux à 62,3 % et pour les périodiques, à 37,4 %. On ne doit pas attribuer cette diminution exclusivement à l'épuration ; elle est due dans une plus grande mesure à l'uniformisation des opinions et des sources d'information : l'abondante presse politique non national-socialiste, par exemple, n'avait plus de fonction après 1933. De 1932 à 1936, on enregistra en outre une diminution de 40 % dans le chiffre de circulation des journaux (3.000.000 par rapport à 5.000.000). Le pourcentage de la diminution ne cessa de l'élever par la suite. Cette baisse inquiétait beaucoup Rosenberg. Même son propre journal, le « Voelkischer Beobachter », en dépit d'une incessante publicité et des articles du philosophe officiel du régi-

³³ Odegard, Peter H., *Propaganda and Dictatorship*, in Ford, op. cit., p. 230 et suivantes

me, voyait le niveau de son tirage diminuer d'année en année. On peut attribuer cette baisse à plusieurs facteurs dont les principaux sont les suivants : la centralisation des sources de nouvelles et l'uniformisation des opinions rendaient inutile l'abonnement à deux ou trois journaux différents ; la régimentation de la presse entraînait la monotonie et, dans le public, le doute sur son objectivité ; enfin, l'importante accordée dans le Troisième-Reich, au mot parlé, diminua considérablement l'influence des journaux.

La propagande sonore par la radio exerça une influence plus considérable que la presse. Avant 1933, la radio était presque entièrement une propriété de l'État de sorte qu'il fut facile d'en faire un véhicule technique de la conception du monde national-socialiste. De 1933 à 1936, le nombre de postes récepteurs augmenta dans des proportions inouïes : en 1936, on comptait 7.000.000 de postes récepteurs en Allemagne, c'est-à-dire un poste pour dix personnes environ, une des proportions les plus élevées au monde pour la période. En outre, une attention spéciale était accordée à la réception publique de certains programmes et, en particulier, des discours de Hitler. Des radios et des haut-parleurs étaient placés dans les halls d'hôtel, les usines, les places publiques, les grandes artères, les écoles, les églises, les magasins, etc. Quand Hitler parlait à la T.S.F., toute activité cessait et la nation entière se tenait devant un poste récepteur ou un haut-parleur. De plus, toutes les précautions étaient prises pour que les discours du Fuehrer furent retransmis sur ondes courtes à travers le monde : abandonnant leurs occupations, interrompant leurs loisirs, leur sommeil, leur prière, leurs études, les grandes masses humaines se pressaient autour des postes récepteurs : ceux qui ne comprenaient pas l'allemand, souvent, n'attendaient pas la traduction pour brancher leur appareil, car la voix de Hitler importait autant que le contenu de ses discours. Aucun homme jusque-là n'avait occupé autant l'attention universelle et, servi par le véhicule technique le plus formidable que le génie humain ait encore inventé, c'était le monde et non seulement l'Allemagne qu'il cherchait à influencer et à concilier, par tous les moyens et les effets de son art, à ses objectifs.

Le 14 juillet 1933, le cinéma était placé sous le contrôle de l'État. Excellent depuis l'avènement du cinéma sonore, le film allemand, après s'être maintenu quelque temps encore à un haut niveau, tomba progressivement, malgré les efforts officiels, dans le marasme. Parmi les facteurs expliquant cette décadence, il faut mentionner : le recours perpétuel aux thèmes primitifs du sang et du sol, mystique

que le cinéma avait pour mission de propager ; la disparition des meilleurs producteurs et scénaristes par suite de l'épuration raciale qui atteignit des proportions énormes puisque les Juifs détenaient à Berlin un quasi-monopole du cinéma ; l'absence de liberté, d'initiative et d'expression qui entraînait la monotonie et l'uniformité dans les films ; la brutalité d'une propagande qui ne sut pas comprendre le jeu des mécanismes psychiques et des réflexes physiologiques du spectateur de cinéma. Le film « Der Jude Suess », par exemple, monté à grands renforts de subventions de l'État et sur lequel on escomptait beaucoup du point de vue propagande antisémite est relativement facile, connurent un grand succès. Ford évalue à 376.000.000 le nombre de spectateurs qui ont vu ces films en 1937, soit une moyenne approximative de 7,5 visites pour chaque Allemand âgé de 15 ans et plus, chiffre qui pour l'époque et pour l'Europe continentale est très élevé.

Dans ses relations avec l'étranger, l'Allemagne utilisait les mêmes tactiques de propagande qu'à l'intérieur, fondées sur ce que Tchakhotine appelle la « pulsion combattive ». Cette propagande visait à pénétrer l'étranger de la conviction que l'Allemagne était unanime derrière son Führer et à l'intimider par une impression de force, par l'usage d'un langage violent et par le bluff³⁴. En même temps, à mesure que le mythe de l'Ordre nouveau européen prenait forme, une propagande fondée sur la pulsion affective faisait son chemin, nourrie par la cinquième colonne, visant à assurer à l'Allemagne une collaboration à l'extérieur au cas où la tactique de l'intimidation et de la guerre froide déclencherait un conflit armé. Le slogan, qui avait eu tant de succès en Allemagne durant les années de lutte pour le pouvoir : « Deutschland erwache ! » devint : « Europa erwache ! ». Europe, réveille-toi ! Prends conscience des dangers du bolchévisme russe et du capitalisme anglo-saxon. La Grande Allemagne qui, grâce au national-socialisme, a conjuré ces dangers à l'intérieur, s'offre à assurer le salut de l'Europe : collaborons et nous vaincrons ensemble ! Il ne faudrait pas exagérer l'influence de cette propagande. La démoralisation de l'Europe, au début de la seconde grande guerre, est due avant tout aux tactiques de la guerre éclair. Le mythe de la désintégration morale de l'Europe, et particulièrement de la France, est une création des communistes, désireux de faire oublier la propagande pacifiste et pro-allemande qu'ils ont eux-mêmes répandue au début de la guerre.

³⁴ Tabouis, Geneviève, *Chantage à la guerre*, Flammarion, Paris 1938.

Le lutte intense des symboles, de propagande et de contre-propagande qui se livra au cours de la seconde guerre mondiale a montré qu'une propagande ne peut être victorieuse que si elle est associée à une foi vive et à une force supérieure. La propagande de guerre vise à soutenir le moral des alliés et à démoraliser l'ennemi : comme arme tactique, elle peut atteindre une grande efficacité. Les Allemands ne comprirent pas l'état d'esprit ni la psychologie des populations occupées : la grossièreté, la lourdeur d'une propagande ou haineuse ou destinée à présenter le national-socialisme sous un jour favorable provoquaient ou le mépris ou la moquerie. Dès 1942, sur le front de la propagande, l'Allemagne fut réduite à la défensive : la puissance supérieure des postes émetteurs britanniques, qui diffusaient des appels à la persévérance, au courage et à la résistance, en plusieurs langues, permit à la propagande anglaise de pénétrer non seulement dans les populations soumises à l'occupation national-socialiste mais dans les populations allemandes elles-mêmes. On ne pouvait confisquer les postes récepteurs sans se rendre dans l'impossibilité d'utiliser soi-même ce véhicule de propagande ; les menaces de représailles ne pouvaient rien contre les espoirs profonds que suscitait le fait de brancher son poste sur la B.B.C. Dans son journal intime, Goebbels avoue son incapacité à empêcher les Allemands eux-mêmes d'écouter clandestinement la radio anglaise. Même les ministres désobéissaient selon lui, aux ordres les plus stricts qui émanaient du ministère de la propagande, prohibant la syntonisation des programmes anglais. À mesure que la guerre se déroulait, Hitler eut de moins en moins de loisir, la capacité physique et, sans doute, l'envie de parler à la radio et son influence personnelle sur la population allemande se fit de moins en moins sentir d'une façon effective quoique son prestige demeura grand jusqu'à la fin. À partir de 1943, les alliés commencèrent à utiliser une technique nouvelle de propagande : la distribution de tracts par avions parmi les populations civiles. Durant la guerre de 1914, cette technique avait été employée sur une échelle restreinte et, à cause du faible rayon de vol des avions, elle n'avait atteint, dans la majorité des cas, que les armées au front. Les millions de tracts qui tombèrent ainsi dans les pays occupés et en Allemagne et qui furent lus avec avidité, furent une assistance précieuse aux bombes dans leur œuvre de démoralisation. La contre-propagande allemande s'avéra extrêmement malhabile et malgré tous les efforts elle ne sut pas neutraliser l'effet pernicieux d'une propagande visant à dissocier l'Allemagne d'avec le national-socialisme et d'avec Hitler. Vers la fin de la guerre, en reproduisant de façon plastique le symbole originellement graphique du « V », Chur-

chill créait un signe visuel d'une telle puissance du point de vue propagande que les Allemands cherchèrent à l'utiliser pour leur propre compte en peignant le « V », entouré d'une couronne de lauriers, sur leurs tanks, camions, avions, etc., révéralent ainsi, à leur insu, que la guerre était perdue pour eux, même sur le front de la propagande. La lutte de propagande qui s'est livrée au cours de la guerre prouve en outre que quelle que soit sa valeur intrinsèque, une propagande ne saurait triompher si elle n'est associée à une force spirituelle et physique supérieure. Durant la « drôle de guerre », la propagande allemande avait pu paraître irrésistible ; lorsqu'ils furent eux-mêmes dans l'impasse, les Allemands succombèrent à la propagande adverse.

Le succès de la propagande national-socialiste, en Allemagne, repose avant tout dans l'habileté avec laquelle les grands motifs idéologiques furent associés aux aspirations secrètes et aux besoins profonds du peuple allemand au cours de cette période. On a dit avec raison que si Hitler a si bien su trouver le chemin de l'esprit et du cœur de la masse allemande, c'était parce que sa naissance et les circonstances de sa vie l'avaient marqué dans son corps et dans sa conscience des caractères communs à cette masse.

L'expérience personnelle de la peur existentielle qu'avait vécue Hitler face à la société dans laquelle il était né, son incapacité de trouver son chemin dans l'existence, avaient provoqué chez lui une conscience aiguë de la dépendance de l'homme par rapport au collectif organisé. Il a vu la puissance irrésistible de l'instrument qui pouvait être façonné en utilisant la peur comme moyen de domination de l'homme. Une propagande agressive était susceptible d'aboutir à deux résultats différents mais d'une égale efficacité, chez la grande masse, en permettant la libération d'impulsions latentes refoulées et par la possibilité d'autosatisfaction qu'elle laisserait entrevoir, la propagande agressive créerait un exutoire pour sa peur et son ressentiment chez le petit nombre, capable de résister suffisamment à la peur pour ne pas être amené à renoncer à son autonomie de conscience, l'atmosphère paralysante de violence latente que la propagande agressive ferait planer entraînerait la diminution de la puissance de décision et d'action et provoquerait la soumission extérieure. Bref, l'efficacité des techniques et des méthodes agressives de propagande que Hitler utilisa et qui inspirèrent Goebbels par la suite est due beaucoup moins à une pénétration psychologique intuitive qu'à sa propre expérience d'une situation qui conditionnait la vie de millions

d'hommes, à sa capacité de mettre cette expérience au service de son insatiable volonté de puissance et à son intelligence des moyens à prendre pour transformer l'état de dépendance et d'insécurité dans lequel se trouvait la masse allemande en une force irrésistible qui ferait d'un homme à l'ascendance douteuse, d'un peintre sans travail hantant les refuges de nuit, d'un soldat inconnu, le Fuehrer d'un grand pays.

Le succès initial et l'échec final de la propagande allemande extérieure peuvent s'expliquer de même en tenant compte des mécanismes psychiques et des réflexes physiologiques qu'une propagande fondée sur la « pulsion combattive ! » est susceptible de déclencher.

Comme en Allemagne, le succès de ce type de propagande à l'étranger est dû au fait que l'homme est rempli d'angoisse face à puissance incontrôlable du collectif organisé qui exerce sur lui le même effet déprimant que le déchaînement fortuit des éléments naturels sur les peuples archaïques : pour se concilier cette puissance humaine à laquelle il prête une intention, il l'adore comme une divinité ou encore il tente de se faire ignorer d'elle en se pliant à ce qu'il croit être sa volonté. Alors qu'en Allemagne, la majorité chercha à participer à la divinité du collectif organisé en s'intégrant son essence, à l'étranger, des missions tentèrent de la conjurer en abandonnant à son appétit vorace, en guise de sacrifices propitiatoires, des victimes impuissantes. La technique agressive de propagande, cependant, ne peut être utilisée que si la réserve de violence collective à sa disposition apparaît, semblable à la foudre pour la mentalité magique, comme douée d'intentionnalité, comme ayant la faculté d'éclater quand et où elle veut, ou de se dissiper. Une fois que ceux-là même qui l'ont déchaînée ne peuvent plus la contrôler, comme dans le cas d'une guerre, la violence collective se dépouille de son caractère apparent de divinité capricieuse pour devenir un phénomène opaque, un objet vis-à-vis duquel on doit prendre position en ayant recours au principe de réalité. Par son contact direct et inéluctable avec la violence, l'homme apprend à la connaître, il en évalue l'intensité et la puissance d'action, il en étudie les processus, les modalités et les lois, et, comme devant la foudre, il meurt en homme sous son coup et il la domine. Bref, la propagande fondée sur la pulsion combattive n'est utilisable que dans la mesure où l'homme consent à être le jouet impuissant de la violence collective au lieu de s'en faire l'observateur critique. « Cette tactique, a écrit Hitler lui-même, qui est basée sur une juste évaluation des

faiblesses humaines, doit conduire presque fatalement en succès, si le parti adverse n'apprend pas à combattre les gaz asphyxiants par les gaz asphyxiants ». Dans une guerre de longue haleine, la propagande agressive perd son fondement psychologique et existentiel et le seul moyen de parvenir aux fins souhaitées est un déchaînement supérieur de violence brutale.

Ayant, durant la période d'avant-guerre, imposé à l'étranger ses objectifs impérialistes grâce à une propagande agressive, le national-socialisme échoua, lorsque, le recours à cette tactique ne donnant plus de résultats appréciables par suite de la guerre, il lui fallut utiliser de plus en plus dans sa propagande d'autres types de pulsion que la pulsion combattive, telle la pulsion affective. Il s'agissait de faire surgir et d'alimenter une haine universelle pour le communisme et le capitalisme et une sympathie générale envers le national-socialisme. Les motifs de cette haine et de cette sympathie ne pouvaient être puisés nulle part ailleurs que dans l'idéologie. Sous leur aspect négatif d'anticommunisme et d'antisémitisme, les grands motifs idéologiques étaient susceptibles d'exercer et ils exercèrent effectivement, du moins auprès des populations occupées, une influence favorable ; sous leur aspect positif de race, Volk, Gemeinschaft et Reich (« Ordre nouveau »), ils étaient absolument inadéquats pour soutenir une propagande efficace. Les maîtres du national-socialisme n'ont pas vu que les conditions de succès d'une propagande fondée sur la pulsion affective étaient bien différentes à l'intérieur de l'Allemagne et dans les territoires occupés parce que les touches de résonance affective n'étaient pas les mêmes. Ils ont surtout surestimé la valeur intrinsèque de l'arme de la propagande qui ne peut être qu'un instrument au service d'une force spirituelle et physique et dont l'efficacité dépend de cette force.

Le mépris profond de la conscience humaine qui sous-tend la conception national-socialiste de la propagande fait violemment contraste avec la divination idéologique de l'âme du Volk. L'expérience vitale de la substance humaine que Hitler et la majorité de ses principaux partisans ont éprouvée fut, pour eux, la seule école où ils aient puisé leur notion de l'homme. Dans les nombreuses pages du « Mein Kampf » où Hitler raconte son enfance et ses premières années de vie d'homme, se traduit, en termes non voilés, la haine qu'il ressentait pour ses compagnons d'infortune. C'est pourtant à cette « racaille », ces « gueux », ces « souteneurs », ces « demi-juifs », ces « sous-humains » au corps et à l'âme sales qu'il devait s'identifier dans son grand discours du 10 décembre 1940 pour les assurer

qu'il avait jadis placé en eux sa confiance, qu'il les avait soutenus et qu'il désirait, en s'appuyant sur eux, leur façonner un monde dans lequel il ferait meilleur vivre. La volonté de puissance qui l'animait, en l'engageant dans une lutte qui le sortirait lui-même du bas-fond où il se trouvait enlisé, le confirma dans sa conception de l'homme. Cette conviction lui permit de transformer la peur qui le hantait en confiance en soi. « Pour gagner les masses, dit-il, il faut, en proportions égales, compter sur leur faiblesse et leur bestialité ». Et encore : « Il faut abaisser le niveau intellectuel de la propagande d'autant plus que la masse humaine que l'on veut atteindre est plus grande ». Hitler, parvenu au sommet de la puissance continue de voir l'homme comme il le voyait lorsqu'il errait lui-même dans les rues de Vienne et de Munich, sans pain, sans gîte et sans travail. La tragédie de Hitler est d'avoir identifié les traits de cet homme avec la substance humaine.

Le succès de la propagande hitlérienne constitue une nouvelle preuve de la facilité avec laquelle la personne humaine peut être violée par l'utilisation de techniques qui provoquent le dégagement d'impulsions surgies du niveau inférieur du psychisme et échappant, dans une large mesure, au contrôle de la conscience parce qu'elles sont liées aux états somatiques, inconscients de l'être humain. Ce succès démontre la fragilité de l'enveloppe protectrice de la personnalité – frange supérieure et étroite du psychisme – encore mal dégagée du social d'où elle a lentement surgi et au sein duquel elle demeure engluée. Par son action directe sur la partie sociale, mal intégrée à la personnalité, du psychisme, le collectif organisé, sous quelque modalité qu'il se présente, est en mesure, lorsque l'homme lui concède les attributs les plus élevés de la personnalité, de subjuguier la personne humaine. C'est toujours au nom des valeurs morales, sous le prétexte de protéger la « personne humaine dans son authenticité », que le collectif organisé s'efforce de détruire ces valeurs, cette personne, dans la seule sphère où elles soient susceptibles d'exister. L'expérience allemande a démontré une fois de plus que le nombre de ceux qui sont physiologiquement et psychologiquement capables de résister à la violence du collectif organisé sur leur psychisme est très restreint. Et comme on trouve toujours une proportion élevée de ces derniers qui, remplis de la volonté de puissance, systématisent le mythe du collectif organisé et s'efforcent d'imposer sa domination absolue, le nombre de ceux qui se consacrent effectivement à la protection de la personne humaine, dont la substance est sans cesse menacée en eux et autour d'eux, est si restreint qu'ils sont en péril de succomber

sous la pression massive et enveloppante du grand nombre. La propagande fondée sur la pulsion combattive est susceptible, lorsque les conditions sont favorables, d'agir sur les esprits comme un poison, dont les doses répétées et savamment calculées peuvent entraîner l'annihilation complète de la conscience humaine. Le viol des consciences, par la propagande, constitue, aujourd'hui, la menace la plus grave pour l'intégrité de l'homme : elle est une arme terrifiante au service du collectif organisé, auquel l'homme moderne, semblable à l'homme archaïque face aux éléments naturels, attribue une puissance surhumaine, puissance qu'il s'efforce de conjurer et de se rendre favorable en se pliant à la volonté capricieuse qu'il lui prête et à travers laquelle agissent quelques hommes remplis d'orgueil, d'ambition et de cynisme.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Quatrième partie. Les moyens de rayonnement
de l'idéologie national-socialiste.

Chapitre III

La Violence

[Retour à la table des matières](#)

La propagande, telle que conçue et pratiquée par le national-socialisme, se définit comme une sorte de violence psychique destinée à opérer la synchronisation idéologique de la grande masse de la population allemande adulte trop fixée dans l'ancienne mentalité pour intérioriser profondément les nouveaux idéaux que l'éducation tend à faire prévaloir. La violence proprement dite, la violence physique, a pour but de réduire les individus physiologiquement et psychologiquement capables de résister à la violence directe de la propagande sur leur psychisme et les ennemis « naturels » de la nouvelle conception du monde.

La coercition physique, forme plus objective et plus opaque de violence que la violence par la propagande, représente un danger moindre pour l'intégrité du psychisme : la conscience, en effet, est davantage capable de se garantir contre les effets éventuellement démoralisante de la souffrance physique que contre les atteintes directes à sa substance par suite d'un maniement savant de mécanisme psychologiques et de réflexes physiologiques qui la conditionnent étroitement.

La violence a joué et joue encore un rôle important dans les sociétés humaines. De tout temps, elle a eu ses apologistes et ses adversaires. « Rien ici-bas ne mérite d'être acheté au prix du sang » écrivait Jean-Jacques Rousseau à l'Ivernois,

le 29 janvier 1768. Le plus grand apologiste moderne de la violence, Joseph de Maistre, écrit du bourreau qu'il est « la pierre angulaire de la société » : « Toute grandeur, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur ; il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible, dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment, et la société disparaît. Dieu qui est l'auteur de la souveraineté l'est donc aussi du châtiment : il a jeté notre terre sur ces deux pôles ; car Jéhovah est le maître des deux pôles, et sur eux, Il fait tourner le monde ». Dans le premier entretien des « Soirées de Saint-Petersbourg », dans une vision grandiose, il aperçoit le bras du bourreau s'abaissant sur sa victime au nom de Dieu et « la terre entière, continuellement imbibée de sang, autel immense où tout ce qui vit doit être immolé, jusqu'à la consommation des choses, jusqu'à la mort de la mort ». Sans faire comme de Maistre l'apologie de la violence, Hitler en reconnaît la nécessité : « La première condition du succès, écrit-il dans « Mein Kampi », réside dans l'application uniforme de la violence ».

Quelle que soit la justification ou la réprobation morale dont on l'entoure, la coercition extérieure exerce une fonction morale et sans doute nécessaire dans une société. Toutefois, son intensité et ses modalités sont susceptibles de varier d'une époque à l'autre et d'une société à l'autre. La coercition extérieure a pour but primaire de protéger les sentiments sociaux forts contre les tendances adverses. On distingue deux modalités générales de coercition extérieure : la violence proprement dite et la contrainte légale. Le critère distinguant la violence de la contrainte légale est le rapport entre la part d'arbitraire et la part de légalité qui existe dans la fixation des délits à réprimer et dans l'application des mesures répressives. Si la part d'arbitraire est considérable, le mode de répression se définit comme violence ; si au contraire, la part de légalité est prépondérante, il se définit comme contrainte légale. Toutes les sociétés modernes s'efforcent de revêtir la répression d'un caractère légal. Même le régime fasciste, qui pourtant affirmait la valeur primordiale de la violence a, dans la pratique, légalisé, du moins d'une façon rétroactive, l'administration des doses d'huile de ricin et l'application de mesures plus graves dues au zèle idéologique de la police fasciste. Le code pénal possède dans toutes les sociétés actuelles une grande uniformité quant aux délits criminels qui se commettent normalement dans une société, quelle que soit l'idéologie politique prévalante. Le caractère arbitraire devient plus grand, et cela

dans toutes les sociétés, à mesure qu'il s'agit de fixer les délits idéologiques proprement dits et de déterminer la nature des sanctions punitives à appliquer. Ce caractère arbitraire est plus apparent et plus vexatoire pour la personne humaine dans une société où règne une conception totalitaire de la politique, parce qu'alors la notion même de politique est à la fois plus imprécise et plus anglobante. Enfin, il est important de retenir que la proportion de violence et de contrainte légale dans les mesures de coercition employées est susceptible de varier grandement dans toutes les sociétés selon le moment historique qu'elles traversent : l'utilisation prépondérante de la contrainte légale est un signe de santé et d'équilibre social ; le recours à la violence apparaît davantage aux périodes de crise sociale intérieure (durant les époques révolutionnaires) ; aux périodes de menace extérieure (au moment des guerres) ; et dans la période actuelle, par suite d'une guerre froide établie, semble-t-il, en permanence.

Quel que soit le jugement porté sur la nature intrinsèque du national-socialisme, il restera toujours vraie que la naissance, la croissance et la cristallisation du national-socialisme se sont accompagnées d'un dégagement de violence caractéristique des périodes révolutionnaires. Comme tous les mouvements de protestation surgis en Allemagne dans l'après-guerre, le national-socialisme chercha à canaliser le ressentiment général provoqué par la défaite. Scheler a montré comment le ressentiment, en tant que disposition psychologique haineuse, inhibitrice et impuissante à trouver une issue normale sur le plan de la réalité, doit nécessairement se manifester dans un débordement de violence visant à la destruction des formes d'existence auxquelles l'homme attribue la cause de sa situation. La « Stosstrupp Hitler », qui défilait dans les rues de Munich au cours de la période aboutissant au Putsch de novembre 1923, offre un exemple parfait d'une tentative de désintoxication psychologique par un dégagement de violence. Hitler et ses partisans virent clairement que l'échec de cette tentative était dû à la méconnaissance du caractère contraignant du principe de réalité pour quiconque désire s'exprimer sur le plan social. Aussi développèrent-ils une stratégie qui leur permettrait d'obtenir le pouvoir politique par les moyens institués par la société pour canaliser la concurrence entre des factions rivales et une tactique fondée sur la propagande agressive et la violence. Le recours à la violence devait, à l'avenir, servir une fin bien définie et l'expérience prouva, surtout à partir de 1929, que la violence, utilisée de façon opportune, pouvait devenir une arme tactique efficace.

Une atmosphère de terreur anonyme plana sur l'Allemagne durant les dernières années de la République, accentua le discrédit dans lequel celle-ci était tombée et fit passer des sections de plus en plus nombreuses de la population dans les rangs du national-socialisme qui se présentait comme seul doué d'une force et d'une énergie suffisante pour rétablir l'ordre. Un grand nombre d'adversaires du national-socialisme s'étaient finalement réconciliés à l'idée de son accession au pouvoir dans l'espoir qu'en lui abandonnant les moyens institutionnels du gouvernement ils l'engageraient dans la voie de la légalité.

Les épurations et les actes de violence qui accompagnèrent l'établissement de la dictature démontrèrent leur erreur : la violence, comme arme tactique, continuerait d'être utilisée dans la période de consolidation du régime comme elle l'avait été durant la période de la lutte pour le pouvoir. Seulement, au cours de la seconde période, le national-socialisme, utilisant les moyens et les véhicules dont dispose l'État moderne, put, d'une part, accroître l'intensité et l'efficacité de la violence et, d'autre part, par l'instauration de la dictature, lui donner une caractère institutionnel. Ce processus culmina avec la purge intérieure du parti. La soudaineté et l'implacabilité de la purge jetèrent la nation dans la stupeur ; la légalisation, par un simple discours de Hitler au Reichstag, des actes du 30 juin fit surgir la terreur. Dorénavant la nation savait qu'un tribunal secret de dernière instance comprenant, comme la Sainte-Vehme du moyen-âge, sa police, ses juges et ses bourreaux, siégeait en Allemagne ; au sentiment de sécurité associé à la définition légale des délits et des sanctions, se substituait le règne de la peur découlant de la menace de poursuites et de sentences arbitraires et imprévisibles contre lesquelles il n'existe aucune protection légale : le coup qui frappe aujourd'hui un parent, un ami, un voisin, peut demain s'abattre sur soi. La terreur elle-même est d'autant plus intense que la force au service de la violence est plus grande et que la surveillance de l'individu est plus étroite. Quand l'agent de la violence dispose du monopôle de la force collective et que l'individu se sent constamment surveillé dans son travail, dans les associations dont il fait partie, et jusque dans l'intimité de la vie familiale, la terreur paralyse toute volonté de résistance et entraîne la soumission extérieure absolue.

Plus que l'influence de l'éthique traditionnelle stipulant l'obéissance à l'autorité établie, le sentiment d'impuissance de l'individu devant l'atmosphère de suspicion générale que fait planer la dictature explique l'absence de toute opposi-

tion organisée, à l'intérieur de l'Allemagne, contre le régime national-socialiste. Goerlitz et Quint ont montré que la rébellion d'une partie de l'état-major, en juillet 1944, c'est-à-dire à un moment où la puissance de la machine dictatoriale était profondément ébranlée, a échoué à cause de l'influence paralysante que la menace de répression violente exerçait encore sur les adversaires du régime.

La violence est susceptible de prendre ses formes les plus exaspérées quand elle est associée à une idéologie qui, comme dans le cas du national-socialisme, définit la force brutale comme une vertu morale. En outre, la cristallisation sociale de l'idéologie national-socialiste, étant donné sa nature totalitaire, exigeait nécessairement l'application constante de la violence pour assurer la réalisation du mythe nouveau dans toute sa pureté. Dans leur justification de la violence suscitée par la cristallisation du national-socialisme, les maîtres du Troisième-Reich auraient pu s'appliquer cette parole de Chasterton : « La tolérance est la vertu des peuples qui ne croient à rien ». Le 4 mars 1933, Goering, alors chef de la police prussienne, s'écriait : « Je n'ai pas à faire régner la justice, mais à extirper et à exterminer » ³⁵. Et Himler, dans son message à la population allemande du premier janvier 1934, disait : « Une des tâches les plus urgentes qui nous incombe est de découvrir tous les ennemis déclarés ou cachés du Fuehrer et du national-socialisme, de les combattre et de les anéantir. Pour accomplir cette tâche, nous sommes prêts à verser, non seulement notre sang, mais aussi celui des autres » ³⁶. Le 29 novembre 1929, dans un discours prononcé à Munich, Hitler déclarait : « Toutes les mesures sont justifiables qui apparaissent nécessaires pour préserver la substance du peuple ».

Une « lutte à mort » fut déclarée à tous les ennemis politiques, raciaux et autres du régime. Les ennemis politiques furent, en général, les anciens adversaires impénitents du national-socialisme ou ceux qui, parmi les national-socialistes, tombaient en disgrâce ; aux ennemis politiques étaient associés les témoins de Jéhovah, les adversaires philosophiques et religieux, les ennemis de l'intérieur, c'est-à-dire, les personnes prises en flagrant délit d'écouter la radio étrangère, les défaitistes de toute sorte, et, durant la guerre, ceux qui, parmi les populations oc-

³⁵ Cité par Kogon, Eugen, *Der S.S. – Staat, Das System der deutschen Konzentrationlager*, Duesseldorf, 1946. Traduction française : l'Enfer organisé, ec. La Jeune Parque, p. 25.

³⁶ Cité par Kogon, *ibid*, p. 25

cupées, résistèrent à l'ordre nouveau. Les Juifs furent les principaux ennemis « naturels » du national-socialisme du point de vue racial ; à ceux-ci, on adjoignit, pendant la guerre, les populations tziganes et certaines populations slaves. En plus de ces deux catégories fondamentales d'ennemis, on établit plusieurs autres catégories comprenant les criminels, vrais ou définis comme tels, les asociaux (pick-pockets, paresseux, etc.) et les homosexuels.

Il était dangereux, sans doute, d'appartenir à l'une ou l'autre de ces catégories mais ce n'était nullement fatal. Le caractère essentiel définissant la violence, c'est-à-dire la part d'arbitraire qui entre dans la répression, ne fut, peut-être, nulle part aussi évidente que dans le Troisième-Reich. Il ne faudrait pas considérer, par exemple, la persécution juive exclusivement d'après le programme de février 1920 (particulièrement les points, 4, 5, 6, 7, 8, 23) et d'après les lois discriminatoires de Nuremberg. La discrimination officielle, c'est-à-dire découlant de dispositions constitutionnelles ou légales, est barbare certes, mais la victime de ce type de discrimination, même si elle doit consentir à l'aliénation d'une partie définie de ses droits, sait ce qui l'attend et elle a la possibilité, en se conformant aux lois, de sauvegarder un minimum de sécurité personnelle. Mais si la faible protection légale qui subsiste est en réalité inopérante, il n'existe plus aucune sécurité existentielle ; la terreur s'empare des esprits. La distinction entre Juifs utiles et Juifs inutiles introduite au début du régime pour des motifs économiques, et la classification en purs Juifs, demi-Juifs, quart-Juifs, introduisirent une grande part d'arbitraire dans la répression suivie. De purs Juifs traversèrent toute la période national-socialiste sans être sérieusement inquiétés alors que beaucoup de gens qui ne possédaient qu'un faible pourcentage de sang suif, et cela même souvent à leur insu, furent molestés et jetés dans des camps de concentration. Une protection opportune pouvait signifier le salut ; une dénonciation, précipiter la perte. Plusieurs périrent en dépit de la meilleure protection alors que d'autres survécurent aux dénonciations. La persécution était loin de sévir toujours et partout avec la même intensité. Un événement fortuit et dont les victimes n'étaient aucunement responsables pouvait la déchaîner. La différence entre le salut et la perte pouvait être le fait de se trouver ou non à tel endroit à tel moment, d'adopter telle attitude, de prononcer tel mot, d'être remarqué ou de passer inaperçu. On pourrait croire, en lisant les œuvres de Koestler, Kogon, Gheorghiu, Rousset et de tous les auteurs qui ont décrit l'ère de violence que l'Europe vient de traverser, qu'en donnant sa

foi au destin, le Troisième-Reich lui confiait le soin de lui désigner ses victimes. Une fatalité implacable semblait poursuivre des innocents et des individus anxieux de se bien comporter alors que des ennemis véritables du régime continuaient de vivre en liberté. Ou plutôt ne serait-ce tout simplement qu'une conséquence normale de toute ère de violence ?

L'agent redoutable de la répression national-socialiste fut la Gestapo (Geheime Staatspolizei). Organisée par Goering au sein de la police prussienne en 1933, la Gestapo fut par la suite incorporée dans la S.S. et n'admit dans ses rangs que des S.S. soigneusement choisis. Par suite de l'assassinat de 155 chefs S.S. par les « vengeurs de Roehm » (Raucher Roehms), Himmler organisa en 1935 le S.D. (Sicherheitsdienst). Le service de sécurité, dont les membres demeuraient anonymes, devint le cerveau démoniaque de la Gestapo. Il était chargé de dépister les suspects, de mener des enquêtes et de livrer à la Gestapo les ennemis du régime qu'il avait découverts. La Gestapo fit planer sur l'Allemagne une atmosphère d'inquisition. Rien n'échappait à sa vigilante attention. Invisible, mais toujours présente, elle frappait vite et soudainement. Le suspect voyait étaler devant lui, par la police, sa vie passée, ses actes, ses attitudes, ses paroles et jusqu'à ses pensées intimes. Il ne lui restait plus qu'à fournir le jalon qui manquait pour établir sa culpabilité et la Gestapo portait la complaisance jusqu'à lui suggérer ce jalon. Les procédés brutaux de cette police à la fois criminelle, politique et raciale sont demeurés tristement célèbres. Quoique la grande majorité des Allemands ne soient jamais venus en contact direct avec la Gestapo et qu'un grand nombre n'eurent jamais l'occasion de voir seulement un membre de cette police, on doit dire que l'ensemble de la population allemande fut mentalement subjuguée par la terreur que la seule pensée de cet organisme policier produisait.

L'œuvre de répression politique fut grandement facilitée par l'empressement qu'une partie de la population mit à dénoncer l'autre partie. Le zèle idéologique et la peur ne peuvent suffire à expliquer cette conduite. À la faveur du règne de la terreur, dans lequel il suffit d'être suspect pour être reconnu coupable, plusieurs assouvirent leurs intérêts, leurs ambitions, leurs inimitiés personnelles en dénonçant comme ennemis du national-socialisme ceux dont ils désiraient la perte. Parfois, ceux-là mêmes qui étaient considérés comme ennemis du régime, loin de se solidariser dans l'épreuve, dénonçant leurs camarades ou leurs frères avec la fausse espérance de se mériter pour eux-mêmes le pardon officiel. Dans une telle at-

mosphère de suspicion générale, toute opposition organisée est impossible parce qu'il n'y a plus de confiance mutuelle. Or, pour créer cette atmosphère paralysante et déprimante, il suffit d'un petit groupe de dénonciateurs : dans l'absence d'un ordre de droit, cette proportion est facilement atteinte.

Une autre modalité de répression qui ouvre l'accès à l'arbitraire est l'administration sommaire de la justice par une foule déchaînée. Au cours d'une période révolutionnaire, en particulier, le lynchage permet le dégagement d'émotions et de sentiments refoulés et il doit être considéré comme une manifestation objective du ressentiment. Les actes collectifs de violence, dont les communistes, les sociaux-démocrates et les Juifs furent victimes au lendemain de la prise du pouvoir, et qui ne furent pas officiellement réprimés, frappèrent indistinctement des milliers de gens sans même qu'on eût dressé contre eux une preuve sommaire. L'assassinat à Paris, le 7 novembre 1938, du diplomate allemand Ernst von Rath par le jeune Juif Gryszpan déclencha une vague d'atrocités anti-juives. Au moment de « l'Anschluss » de l'Autriche, les 12 et 13 mars 1938, de nombreux Juifs autrichiens furent victimes du déchaînement de la fureur populaire. Bon nombre de Juifs autrichiens, dit-on, se réfugièrent en Allemagne ! Par la suite, et surtout durant les dernières années du régime au cours desquelles les communistes et les Juifs furent tenus responsables de la mauvaise tournure des événements et furent même accusés d'avoir provoqué la guerre, une atmosphère de lynchage latent plana sur l'Allemagne. On est facilement porté à exagérer l'importance de ces manifestations spontanées de violence auxquelles la grande majorité de la population ne prit pas part. Il n'en est pas moins vrai que le Juif qui reposait chez lui ou vaquait à ses occupations était susceptible d'être traîné inopinément dans la rue, de se voir soumis aux pires vexations, d'être battu sur la place publique, de voir sa maison saccagée ou son magasin pillé.

La guerre provoqua le recours à des formes de répression dans lesquelles la violence manifesta au plus haut degré son caractère arbitraire. Parmi ces formes de répression, il faut mentionner les opérations d'extermination massive des populations de l'Est par les « Linsatzgruppen », les carnages d'Oradour et de Maine en France, de Bydostecz et de Wawer en Pologne, où les villages furent totalement rasés et les populations entières, hommes, femmes, enfants, massacrées ; les rafles d'habitants paisibles sortant du métro, des magasins ou des églises ; la réquisition forcée de travailleurs pour les usines de guerre allemandes. Ces diverses mesures

qui frappèrent arbitrairement des millions de personnes avaient pour but de répandre la terreur parmi les populations occupées de le les empêcher d'attaquer isolément les soldats allemands sans défense ou de l'organiser en vue d'une résistance collective. La sauvagerie et la disproportion des représailles s'offraient comme la seule garantie de la sécurité de l'occupant. Néanmoins, les nécessités de la guerre et l'état de légitime défense ne sauraient excuser les atrocités commises dans les pays occupés. Les procès de Nuremberg ont révélé que les principales justifications étaient d'ordre idéologique : un peuple de race supérieure a le droit, voire le devoir moral, d'exterminer ou d'assujettir les peuples de race inférieure afin de protéger l'existence des vertus les plus élevées de l'humanité. Du point de vue racial, les enfants constituent, pour l'avenir, un danger égal à celui de leurs parents et c'est pourquoi, l'Ordre nouveau, qui cherche à assurer la sécurité de l'avenir, a le devoir de les exterminer. De plus, comme l'a déclaré Ohlendorf au cours de son procès « étant des enfants de parents mis à mors, (ils) constitueraient (si on les laissait vivre) un danger aussi grand que celui des parents » ³⁷. Il est évident que le recours aux justifications idéologiques avait pour but d'empêcher l'accès à la conscience d'un terrible sentiment de culpabilité.

On évalue entre six millions et demi et sept millions le nombre de Juifs détruits par le national-socialisme (population mondiale en 1933 : 17.000.000 en 1945, 10.500.000 à 11.000.000). On ne saura jamais le nombre total des victimes de la violence national-socialiste en Allemagne et dans les pays occupés à l'Ouest et à l'Est de l'Europe. Il s'élève à plusieurs millions.

Les maîtres de l'Allemagne, conscients d'avoir échoué dans leur vaine tentative de se concilier l'amitié du monde ou même de l'Europe, virent que seule l'intensification de la violence pouvait permettre la survivance du Troisième-Reich. L'Ordre nouveau devint l'univers de la violence déchaînée. En date du 2 mars 1942, Goebbels note dans son journal intime : « Goering sait parfaitement ce qui nous attend si nous montrons quelque faiblesse dans cette guerre. Il n'y a pas d'illusion à ce sujet. Sur la question juive, spécialement, nous avons pris une position d'où il n'y a pas d'issue » ³⁸. Le principe démoniaque qui s'était introduit subrepticement dans la substance idéologique allait peu à peu conduire les Alle-

³⁷ Déposition de Ohlendorf, cité par Bayle, *op. cit.*, p. 470

³⁸ Goebbels Diaries, *op. cit.*

mands à se faire, comme par nécessité, les bourreaux de l'Europe. De plus en plus la violence perdait son caractère intentionnel pour devenir une irruption collective incontrôlable et purement destructrice, frappant à la façon d'un cataclysme naturel, aveugle et sans conscience.

Ce cataclysme, déchaînement des éléments de l'univers idéologique à l'intérieur duquel des millions et des millions d'hommes, bourreaux et victimes, étaient forcés de vivre, ne pouvait prendre fin qu'avec le démembrement de cet univers. Lui qui devait être un ciel peuplé d'anges et de bienheureux jouissant de la vision béatifique de la divinité raciale, se transmua en enfer avec ses démons, ses maudits et ses chaînes sous le regard haineux de la divinité qui, voyant sa fin approcher, s'était transformée en bourreau des esprits et des corps. L'univers idéologique devint, pour reprendre l'expression de Davis Rousset, un univers concentrationnaire.

De par son dynamisme propre, tout univers mental et social totalitaire devient un univers concentrationnaire. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau dans l'histoire, quoique sous sa nouvelle modalité massive, à la fois religieuse et politique, il soit susceptible de prendre des dimensions inconnues jusqu'à maintenant. Les centaines de millions d'êtres humains qui virent s'imposer à eux le règne de l'idéologie totalitaire national-socialiste furent introduits dans un univers concentrationnaire dont les dimensions temporelles, spatiales et spirituelles enfermèrent l'homme dans sa totalité. Et, de cet univers, tant qu'il subsista, il n'y eut pas d'issue. Prisonnier volontaire ou forcé, l'homme se voyait dans la nécessité de respirer l'atmosphère idéologique et de s'alimenter de sa substance. Entre douze et treize millions d'êtres humains furent détruits. Les camps de concentration allemands, dont au moins dix millions d'homme, de femmes et d'enfants virent refermer derrière eux les grilles fatales et dont huit millions ne les virent jamais s'ouvrir de nouveau devant eux, constituent, dans leur opacité, la forme, sinon la plus pernicieuse, du moins la plus morbide et la plus révoltante de l'univers concentrationnaire. Ils représentent, selon l'expression du traducteur français du livre de Kogon, « l'enfer organisé » nécessaire à l'existence du ciel idéologique. Sous la forme qu'ils ont prise dans l'univers idéologique totalitaire du national-socialisme et dans d'autres univers idéologiques totalitaires, les camps de concentration constituent un phénomène sans parallèle dans l'histoire.

Leur origine en Allemagne remonte au début du Troisième-Reich. Schaefer, qui fut le commandant du premier camp à Oranienburg près de Berlin, confié à la S.A., en fixe l'établissement au 22 mars 1933 ³⁹. Le but des camps de concentration, d'après Schaefer, devait être l'éducation au national-socialisme par l'apprentissage du travail ⁴⁰. Les premiers camps de concentration, par leurs dimensions restreintes et par le fait que la pratique de la cruauté bestiale n'était pas encore organisée de façon systématique, furent bien différents des grands camps construits en 1936. Il semble toutefois qu'une légende peu enviable s'était déjà élaborée autour d'eux puisque Schaefer s'est cru obligé, dans son livre, de démentir les rumeurs voulant que d'indicibles cruautés s'y commettaient et de citer des statistiques officielles à l'effet que les prisonniers étaient au contraire si bien traités que nombre d'entre eux avaient pris jusqu'à quinze kilogrammes de poids en l'espace de trois à quatre mois. Les premiers grands « K.Z. » à être organisés, furent Dachau près de Munich, Duchewald près de Weimar et Sachsenhausen près de Berlin. Quelques camps, tel Dachau, furent construits par leurs victimes. Peu à peu, d'autres camps s'ouvrirent. Le début de la guerre provoqua un accroissement considérable des camps de concentration en dimensions et en nombre. Fin 1939, on en comptait plus de cent ; le chiffre total des détenus s'élevait à plus d'un million ; les grands camps contenaient chacun plus de cent mille prisonniers. Créés à l'origine pour les Allemands, les camps de concentration prirent une extension énorme lorsque les malheurs de la guerre y amenèrent, par wagons surchargés, des millions de victimes de toutes nationalités.

On distinguait trois degrés de camps de concentration : le premier degré, le camp de travail (Arbeitslager) présentait des conditions relativement douces ; au deuxième degré, les conditions de vie et de travail s'aggravaient (Verschaerfung der Lebens und Arbeitsverhaeltnisse) ; le troisième degré était appelé « moulin à os » (Knochenmuehlen) : de ceux-là, il était difficile de sortir vivant ⁴¹. À partir de 1936, l'administration et la garde des camps de concentration furent confiées à des sections spéciales de S.S. Totenkipf.

³⁹ Sturmbannfuehrer, *Konzentrationalager von S.A.*, Berlin 1934, p. 25.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 71.

⁴¹ Kogon, ed. française, *op. cit.*, p. 32 (les expressions allemandes sont tirées de l'édition originale allemande).

Les camps de concentration visaient quatre buts principaux : la répression de l'opposition au régime et la suscitation d'une salubre terreur préventive ; l'épuration du peuple allemand par la ségrégation des hommes inférieurs ; la création d'une main-d'œuvre servile travaillant « pour la communauté de notre peuple dans les carrières, pour permettre au Fuehrer de construire ses grands bâtiments »⁴² et pour procurer à la S.S. les fonds dont elle était avide ; la formation d'un centre d'entraînement spécial et d'expérience pour la S.S. Une fiction maintenue auprès de la population faisait des camps de concentration une sorte « d'instituts de redressement » par le travail. La grande porte du camp de Dachau portait cette inscription : « Le travail, c'est la liberté ». Himmler s'est prononcé à plusieurs reprises sur la nature de l'éducation dans les camps de concentration : « Dans l'ensemble, disait-il dans son discours de janvier 1937, l'éducation est constituée par l'ordre qui y règne, mais jamais par l'enseignement d'une quelconque conception du monde, car ces internés ont pour la plupart une âme d'esclave, et, parmi eux, il y en a très peu à posséder un caractère véritable. Ces âmes d'esclaves simuleraient tout ce qu'on leur demanderait. Ils répéteraient tout ce qui est écrit dans le « Voelkischer Beobachter », mais en réalité, ils resteraient les mêmes ». D'après Kogon, si le but primaire des camps avait vraiment été la répression de l'opposition active au régime, les camps de concentration auraient dû être bientôt abolis. Dans son discours du 14 octobre 1943 à Bad Schachen, Himmler confirme lui-même qu'en 1941, le Reich a enregistré le plus petit nombre de depuis sa fondation. De plus en plus, les camps de concentration serviront à nourrir la S.S. et à lui permettre de pratiquer, comme à Auschwitz, ses expériences bestiales. « Ce qu'on trouve dans les camps de concentration, assure Himmler, c'est l'écume du crime, ce sont des êtres manqués. Il n'existe pas de démonstration plus vivante de la réalité des lois raciales qu'un camp de concentration. On y trouve des hydrocéphales, des gens qui louchent, des individus difformes, des demi-Juifs, un nombre considérable de personnes inférieures du point de vue racial ». Aussi, fut-il facile de justifier moralement les expériences médicales pratiquées par des médecins S.S. sur des milliers de détenus.

L'envoi dans un camp de concentration était décidé par le Service de police criminelle (R.K.P.A.), qui confiait à la Gestapo le soin d'opérer l'arrestation du futur concentrationnaire. Les arrestations se faisaient d'ordinaire la nuit et

⁴² Himmler, H., *discours* à Metz du 7 septembre 1940

l'inculpé ignorait souvent la raison de son incarcération. Il ne lui était pas permis d'avertir ses parents et ses amis, ni de consulter un avocat pour préparer sa défense. Après avoir passé quelque temps dans un poste de police, le détenu devait signer le billet rouge fatidique qui signifiait son envoi dans un camp de concentration. Même si aucun tribunal de justice ne s'est prononcé sur la culpabilité du suspect, Himmler affirme : « Soyez d'abord convaincus que dans les camps, personne n'est interné à tort (von denen sitzt keiner zu unrecht). Un grand nombre d'individus étaient arrêtés à titre préventif, c'est-à-dire sans être accusés d'avoir commis un délit. La durée du séjour forcé dans les camps était fixée d'une façon arbitraire ou n'était pas fixée du tout. Personne ne connaissait le jour où il serait remis en liberté. De fait, c'était là une des plus grandes sources de déséquilibre psychologique pour les détenus. Comme le disait Kogon, « La mort fixait généralement un chiffre plus proche que celui de la Gestapo ». D'après Kogon encore, deux cent mille détenus seulement ont été remis en liberté pendant les douze années du régime national-socialiste, cette mise en liberté étant toujours provisoire, sous la surveillance de la Gestapo, et devant être méritée par une conduite exemplaire, c'est-à-dire par le silence et parfois par la pratique du métier d'agent secret.

Dans les camps, les prisonniers étaient répartis en catégories, selon leur nationalité et le motif de leur détention, et chacun portait les couleurs, les signes et les insignes appropriés à sa catégorie. « On voyait même, certaines fois, écrit Kogon, apparaître de magnifiques arcs-en-ciel : tel détenu qui portait les insignes de juif, de fondamentaliste, de « souilleur de race », avec le rond noir des compagnies disciplinaires et la cible rouge et blanche des suspects d'évasion ! »⁴³ Une lettre indiquait en outre sa nationalité et, avec un tel amalgame de couleurs, d'étoiles et de triangles, il ne lui manquait plus que de se voir fixer sur la poitrine une pancarte avec ces mots : « Je suis idiot » (Ich bin blöd) ! Le mélange pervers des catégories avait pour but d'accroître la friction dans les camps et d'humilier les détenus politiques qui étaient traités comme des criminels.

L'administration et l'organisation des camps de concentration étaient très complexes⁴⁴ et seulement une infime fraction des détenus en possédaient une

⁴³ Kogon, op. cit., p. 42.

⁴⁴ Voir appendice E

connaissance approximative. L'impression de mystère et d'anonymat qui en résultait accroissait encore le sentiment d'angoisse chez les détenus. L'autorité suprême et la responsabilité des camps de concentration incombait à Himler. Au moyen de deux organismes spéciaux, l'office central de gestion économique et l'office central de direction, l'administration des camps de concentration était centralisée à Berlin. Chaque camp était organisé d'après le « Fuehrerprinzip » et la S.S. confiait même à des prisonniers une partie importante de la direction et de l'administration des camps, se réservant pour elle la vie de grands seigneurs, la supervision générale et le soin d'intervenir de façon plus immédiate selon son bon plaisir ou encore lorsqu'elle le jugeait nécessaire. En juin 1942, dans plusieurs camps, fut créée une garde du camp (Lagerschutz) composée de détenus. Tous ceux qui ont écrit leurs souvenirs d'existence concentrationnaire s'accordent à reconnaître qu'ils avaient peut-être plus à souffrir de la part des prisonniers promus au rang de surveillants que la S.S. elle-même. Les Kapos furent presque toujours les êtres les plus cruels et les plus redoutés des camps de concentration. Choisis par les S.S., en général parmi les criminels, désireux de plaire aux seigneurs du camp et de conserver les privilèges attachés à leur fonction, ils déployaient un zèle sans borne à léser et maltraiter leurs compagnons. Ainsi, les améliorations apportées au « chevalet » (Bock) sur lequel les délinquants étaient fouettés avaient été imaginées par un détenu qui avait même été chargé par la S.S. d'en parfaire la réalisation technique.

L'existence inhumaine et la psychologie anormale des prisonniers ont été souvent décrites. Bien peu eurent la force psychologique et physique de résister à l'atmosphère fatale du camp de concentration. Kogon a insisté sur la « vie de coq en pâte » des sections S.S. affectées à la surveillance des camps. De même que les chevaliers des Ordres moyenâgeux furent détruits par une existence facile, de même ces membres spécialement entraînés de l'« Ordre noir », ces « familiers de la matraque et du revolver », s'amollirent rapidement au sein de la vie luxueuse et dévoyée qu'ils menaient dans les camps. La complexité quasi-inextricable de l'administration et de l'organisation des camps de concentration permit à un grand nombre d'officiers S.S. de s'enrichir impunément des sommes qui devaient pourtant être remises « intégralement » au Reich, des envois de colis et d'argent aux détenus ou des vivres destinés à l'alimentation des prisonniers. La corruption s'était infiltrée à un tel point dans l'administration qu'une tempête, poursuivie en

en 1942, dut finalement être abandonnée devant l'ampleur des scandales. L'atmosphère concentrationnaire ne détruisit pas seulement les esclaves, elle abêtissait aussi les maîtres.

L'expérience du national-socialisme a prouvé que le recours à la violence, pour des fins idéologiques, aboutit fatalement à un déchaînement incontrôlable. On peut assigner un but particularisé à la violence mais celle-ci, de par sa nature et son dynamisme propres, fait accéder l'homme à un univers en soi, l'univers universel de la souffrance dont le principe est le corps, lieu opaque qu'habite l'esprit incarné et source à la fois de la grandeur et de la vulnérabilité de la conscience humaine.

La victime inaugure une lutte entre deux consciences – la conscience tortionnaire et la conscience souffrante. La supériorité apparente du bourreau découle de sa maîtrise du corps de l'homme, c'est-à-dire de la source vulnérable de la conscience ; la supériorité vraie de la victime vient de sa possibilité de transcender le corps comme enveloppe vulnérable de la conscience pour accéder à la pleine conscience de soi comme principe inviolable.

Ce n'est pas l'ingéniosité, l'imagination diabolique dont elle fait preuve dans le raffinement des supplices, c'est l'existence même de la conscience tortionnaire qui constitue le problème de la violence volontairement infligée. La violence de l'homme sur l'homme a toujours existé dans l'histoire; sous sa modalité collective, elle devient de plus en plus un déchaînement du principe démoniaque contre l'intégrité de la personne humaine. Rendre compte de ce déchaînement par la présence d'impulsions sadiques chez l'homme constitue une explication dénuée de toute validité. L'univers idéologique totalitaire se transforme toujours, indépendamment de la volonté, en univers de la souffrance. Ce qu'il y a de profondément tragique dans la situation de l'homme contemporain, c'est qu'indépendamment de tout choix individuel, il se trouve situé à l'intérieur de l'univers idéologique. Le choix idéologique est collectif et la conscience personnelle est dans une large mesure impuissante à résister à la pression du collectif organisé sur elle. Sans doute, comme tout univers de la souffrance, l'univers idéologique provoque le débordement d'impulsions sadiques et bestiales, mais l'expérience des camps de concentration a prouvé que de nombreuses victimes révélèrent des impulsions sadiques alors que de nombreux bourreaux torturaient sans haine et sans plaisir. Leur modalité d'être de bourreaux était une conséquence normale, encore que tragique, de

leur situation dans l'univers idéologique. Quelles qu'aient été ses impulsions profondes, le Juif individuel, par exemple, ne pouvait rien au fait que dans l'univers de la souffrance, il devait fatalement s'accepter comme conscience souffrante. De même, l'Aryen german, qui avait vu s'exercer sur lui la pression quasi-irrésistible du collectif organisé et dont la conscience avait été pénétré par la substance idéologique démoniaque, se voyait, par la situation où le plaçait l'existence, entraîné dans une modalité tortionnaire de conscience.

Rien ne serait plus erroné que de définir ce phénomène tragique comme un problème allemand. En réalité, c'est le problème de tous les hommes actuels soumis à la pression massive d'un collectif organisé conçu de façon mythique qui infuse dans leur mentalité le venin fatal de l'idéologie totalitaire. L'univers idéologique totalitaire fait surgir la forme la plus organisée, la plus révoltante qu'ait encore prise l'univers de la souffrance. Dans cet univers, la figure du bourreau individuel présente des traits d'autant plus tragiques et incompréhensibles qu'il ne s'est pas d'abord choisi librement comme bourreau et la situation de la victime est d'autant plus désespérée et inexplicable qu'elle doit, comme sous le coup d'une fatalité cosmique, s'accepter comme victime.

Introduit dans un nouvel univers de la souffrance par l'avènement de la mentalité idéologique totalitaire, l'homme, le bourreau tout autant que la victime, se trouve soumis aux lois intrinsèques de cet univers. Du point de vue de la conscience tortionnaire, une souffrance peu intense mais qui ne fait pas violence à la conscience de la victime est immorale parce qu'inutile alors qu'une souffrance intolérable qui provoque la capitulation de la conscience est morale puisqu'elle se justifie par la réalisation de l'objectif souhaité. Ainsi, le bourreau et la victime se trouvent engagés dans une épreuve de résistance dans laquelle le but particulier s'estompe devant le sens humain de la souffrance. Le recours aux souffrances les plus atroces et les plus perverses prouve à la fois la capacité illimitée de l'homme immolé de souffrir dans son corps et la fatale nécessité dans laquelle se trouve le bourreau de trouver la limite de cette capacité. Dans une large mesure, à cause de l'utilisation des techniques que le vingtième siècle met à la disposition de l'homme, la souffrance a cessé d'être individuelle pour atteindre arbitrairement et indifféremment des populations entières. Elle reçoit de plus sa justification dans le principe idéologique collectif. Jamais encore, peut-être, n'a-t-on vu si peu de sens humain dans la violence infligée et dans la violence subie. Rien cependant ne

pourra changer le fait que dans l'univers de la souffrance, il y ait le bourreau et la victime. Qu'ils soient légion de part et d'autre, il n'en reste pas moins, qu'en profondeur, c'est un homme qui inflige la souffrance et un homme qui la subit.

Par son caractère démoniaque, l'univers idéologique totalitaire provoque la formation d'un nouvel univers de la souffrance. Cet univers est nouveau dans sa modalité, non dans sa forme. Il s'agit toujours d'un univers qu'habitent deux types de conscience : le type de la conscience immolée et le type de la conscience tortionnaire. Comme tel, cet univers constitue un monde en soi, comportant son éthique propre et son sens de la justice. Dans cet univers se poursuit une lutte implacable, dont le champ est le corps mais dont l'enjeu est l'esprit, de deux formes opposées de reconnaissance humaine : la reconnaissance de l'homme comme esclave d'une puissance extérieure ou de l'homme comme libre en soi et maître de sa conscience.

Poussé par la peur et le sentiment d'insécurité, frustré dans ses ambitions démesurées, l'Allemand a conçu mythiquement le collectif organisé comme une hypostase à laquelle il a prêté une conscience et des attributs divins pour ensuite s'associer par participation à la puissance surhumaine ainsi créée. Cette puissance, surgie de l'esprit de l'homme allemand, adorée par lui et agissant à travers lui, devint pour lui un dieu exigeant au service duquel il plaça ses facultés mentales et physiques.

La violence qu'a déchaînée le national-socialisme, à travers le corps, visait à imposer la domination de la fausse idole d'un collectif organisé sur la personne humaine.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome I. (1954)

Cinquième partie

Les influences objectives de l'Idéologie National- Socialiste

[Retour à la table des matières](#)

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

Chapitre I

Le National-Socialisme et la Vie Économique

[Retour à la table des matières](#)

La situation instable de l'économie allemande d'après-guerre fut un facteur important dans le succès remporté par le national-socialisme. Dans sa préface au livre de Bettelheim : « L'Économie Allemande sous le Nazisme », David Rousset affirme que « le national-socialisme n'est rien d'autre que la garde plébéienne autour du capital monopoleur ». D'après John Strachey, le national-socialisme est un mouvement « pour la préservation par la violence, et à tout prix, de la propriété privée des moyens de production »⁴⁵. Pour Bettelheim, le national-socialisme exprime « un aspect de la décadence du capitalisme » luttant désespérément pour la survivance dans une période de contraction économique. Une telle interprétation, Bettelheim la reconnaît expressément⁴⁶, n'épuise pas les influences objectives dont les effets conjugués ont rendu possible l'accession du Troisième-Reich. C'est, dans une large mesure, sous l'influence de cette interprétation partielle que la théorie du national-socialisme comme contre révolution s'est accréditée.

⁴⁵ Strachey, John, *The Menace of Fascism*, N.Y., Covici Friede, 1933, p. 124

⁴⁶ Bettelheim, *op. cit.*, p. 23 et suivantes.

On doit reconnaître que les connexions psychologiques établies, dans l'esprit des Allemands, entre le national-socialisme et les conditions économiques étaient telles que plusieurs se bornaient à rechercher son influence possible sur l'orientation de l'économie. Une telle attitude ne constituait pas seulement une erreur théorique mais encore une faute lourde de portée pratique. En s'appuyant trop exclusivement sur le facteur économique, les uns, adversaires du système capitaliste, se contentèrent d'attaquer le national-socialisme comme offrant une solution de courte période et comme exprimant une orientation à rebours du mouvement « naturel » de l'économie : par là même ils contribuaient à conduire au national-socialisme la grande majorité des groupes sociaux qui, justement, ne désiraient pas s'abandonner à ce mouvement « naturel » ; les autres, satisfaits de voir que le national-socialisme paraissait en mesure de rétablir la stabilité économique et d'assurer ainsi la survivance du capitalisme ne s'aperçurent pas assez tôt, pour se prémunir efficacement contre lui, du germe spirituel toxique que cette idéologie recélait en elle-même. Cet aveuglement, qui révèle la nature élémentaire et contraignante du conditionnement économique, doit être considéré comme la cause principale des terribles désillusions que l'ère national-socialiste a suscitée chez un grand nombre.

Néanmoins, la méconnaissance de l'importance du facteur économique dans le triomphe de l'idéologie national-socialiste, exposerait à l'élaboration d'explications fantaisistes sur les événements qui se sont produits en Allemagne entre 1918 et 1933. En tenant compte particulièrement d'une situation politique davantage fonction, à cette période, du facteur économique que de tout autre facteur, un examen rétrospectif de la situation générale montre que la République ne pouvait survivre à l'instabilité économique : de fait, l'abolition effective du régime républicain date, non du 30 janvier 1933, mais du printemps 1932, au moment où les effets de la crise économique persistante se firent sentir avec le plus d'acuité. L'examen révèle en outre que, dans cette conjoncture de déséquilibre économique, étant donné la psychologie sociale que les groupes les plus influents de la nation s'étaient trouvés à développer sur la base de la situation générale et d'une cristallisation particulière de traditions et d'aspirations, il fallait prévoir le succès, non d'une révolution de gauche, mais d'une révolution de droite. Cette interprétation n'explique pas la forme et n'épuise pas la signification de la révolution allemande du vingtième siècle; cependant, aussi incomplète qu'elle soit, elle

dispense de recourir à des types frivoles ou abstraits d'explications comme, par exemple, l'interprétation psychanalytique ou l'interprétation fondée sur une conception déterministe de la culture et de la philosophie – conception aussi fausse et néfaste que celle qui postule un déterminisme économique des idéologies politiques.

Pour apprécier l'influence que le Troisième-Reich a exercée sur l'économie allemande, il faut se rappeler, en premier lieu, que l'immense majorité des partisans et plus encore des sympathisants national-socialistes espéraient que l'aspect économique de la nouvelle idéologie serait interprété et appliqué de façon à assurer la permanence des structures et des institutions sociales de l'Allemagne; en second lieu, qu'on croyait en général que dans la mesure où le national-socialisme répondrait à l'attente générale, il demeurerait soumis, du point de vue économique, aux processus et aux lois internes du capitalisme, tels qu'ils étaient susceptibles de se faire sentir au stage d'évolution atteint par le capitalisme allemand; en troisième lieu, que la collision des visées politiques impérialistes avec un objectif d'autarcie économique était susceptible de réagir fortement sur la base idéologique du national-socialisme, du moins dans la mesure où cette idéologie impliquait l'établissement d'un Reich germanique universel.

La grande majorité des partisans national-socialistes attendaient du mouvement qu'une fois au pouvoir, il stabilisât l'économie et réduisît le chômage. Hitler, en juillet 1933, affirmait que la résorption du chômage allait être l'objectif principal de la politique économique du Troisième-Reich : « Il ne s'agit pas à l'heure actuelle de programmes ou d'idées, mais d'assurer le pain quotidien à cinq millions de chômeurs. C'est en leur donnant du travail que nous acquerrons la plus forte autorité ».

Il ne faut pas conclure de cette déclaration que l'idéologie national-socialiste se révélait sur le plan objectif comme une mystification. Bien que son succès soit dû, dans une large mesure, au facteur économique, l'idéologie national-socialiste ne doit pas être considérée comme une idéologie économique. De fait, c'est grâce à l'absence de systématisation économique dont les intérêts économiques, sauf leur commun attachement à la propriété privée, étaient si divers. Du point de vue économique, le Troisième-Reich s'est attaché à intensifier un mouvement qui avait débuté en 1930 sous le chancelier Brüning. Il disposait cependant, lui, d'un pouvoir dictatorial alors que le chancelier républicain ne pouvait recourir aux dé-

crets gouvernementaux que pour certaines mesures d'urgence, ce qui, déjà, constituait une brèche à la constitution ultra démocratique de Weimar.

Les premiers théoriciens économistes du national-socialisme, tels Feder, Streicher, Strasser et même Goebbels, s'étaient orientés vers des variétés assez nuancées du socialisme, mais plusieurs d'entre eux se rencontraient dans leur réelle sympathie pour la classe ouvrière. Hitler étant absolument dénué de connaissances économiques, Feder fut l'inspirateur de l'aspect économique du programme de 1920 qui, de ce point de vue, était conforme aux théories du socialisme utopique traditionnel, théories dans une large mesure impraticables. L'esprit de Hitler, qui avait défini l'économie comme une donnée secondaire, demeura toujours étranger à ces thèses. Il vit cependant qu'une apparence de socialisme était nécessaire pour combattre le communisme. L'aspect socialiste du programme devait, grâce en particulier aux Strasser et à Goebbels, gagner au national-socialisme plusieurs sections de la classe ouvrière dans le nord de l'Allemagne et à Berlin, mais les tacticiens du mouvement, notamment Goebbels, virent tôt que ce n'était pas comme mouvement socialiste que le parti pouvait triompher. Dans la propagande auprès de la classe ouvrière elle-même, surtout après 1928, les grands motifs socialistes tombèrent dans l'oubli. La purge du 30 juin 1934, devait marquer la fin de l'intention socialiste dans le national-socialisme. Le Troisième-Reich, loin d'intensifier la socialisation de la vie économique, abandonna au contraire à l'initiative privée la presque totalité des secteurs de l'activité économique. En 1933, la propriété publique ne représentait que 5 % de la fortune nationale. La reprivatisation des entreprises rentables, dans le crédit comme dans les moyens de production, s'était opérée à un rythme de plus en plus accéléré pour atteindre toute son ampleur au cours de l'année 1936-1937. Comme le remarque Bettelheim, ce processus est conforme à l'expérience capitaliste qui « montre, depuis le dernier quart du dix-Neuvième siècle, que les périodes de crise sont des périodes d'étatisation, l'État se substituant à certains entrepreneurs défaillants, et les périodes de reprise économique des périodes de reprivatisation, l'État recédant aux capitalistes des entreprises à nouveau rentables ⁴⁷.

⁴⁷ Bettelheim, *op. cit.*, p. 134. Il est intéressant de remarquer que la politique économique du régime communiste soviétique révèle le processus interne : socialisation en période de prospérité et reprivatisation en période de crise de sorte que, dans une conjoncture de crise, le régime capitaliste et le régime

Ainsi, les thèses économiques les mieux développées furent justement celles qui ne reçurent aucune application concrète. Cette conclusion démontrée par l'attitude des classes moyennes à l'égard du national-socialisme. Les classes moyennes constituent, surtout en période de crise économique, le groupe le plus opposé au socialisme : si, d'une part, leur situation objective devient de plus en plus semblable à celle du prolétariat industriel, leur mentalité, d'autre part, demeure aux antipodes de la mentalité ouvrière. Or, les classes moyennes, plus que tout autre groupe social, permirent le succès du national-socialisme. La restauration de la stabilité économique, sans rupture avec les formes juridiques traditionnelles de la propriété, était sans doute l'objet principal de leurs revendications; mais leur survivance exigeait l'application de mesures étatiques destinées à mettre un terme à la domination, par le grand capital financier et la grande industrie, de la vie économique. Or, le national-socialisme, dans son programme et ses manifestes, proclamait bruyamment qu'il fallait libérer la nation du grand capital. Il est vrai qu'on s'empressait toujours de préciser qu'il s'agissait du grand capital « juif » et international comme si le grand capital et les « Konzern » allemands ne constituaient pas, eux aussi, une menace à l'existence des classes moyennes. Cette idée trouva dans la fameuse distinction de Feder entre capital producteur (*schaffendes Kapital*) et capital accapareur (*raffendes Kapital*) son expression classique. Certes, la prospérité des classes moyennes était un des objectifs fondamentaux de la politique économique du national-socialisme, mais ceci ne signifie pas que le national-socialisme se consacra à la protection du petit commerce et de la petite industrie contre le grand capitalisme. Sans doute, la fonction économique du Troisième-Reich étant d'assurer la survivance du capitalisme, il se devait d'endiguer la prolétarianisation progressive qu'engendre le grand capitalisme. Cependant, le régime ne créa aucune entrave au jeu des lois capitalistes de la concentration et de l'expropriation; au fait, l'influence directe la plus profonde que l'État exerça sur la vie économique – le développement de l'économie de guerre – fut défavorable aux classes moyennes. D'après les chiffres fournis par Bettelheim, dans la seule période d'avril 1936 à avril 1938, 104 000 artisans sont devenus des salariés. Le rythme de prolétarianisation devait s'accroître ensuite par suite d'un besoin croissant de main-d'œuvre dans les grandes industries de guerre.

tendent à développer des politiques économiques identiques alors que les différences se manifestent dans une conjoncture de prospérité.

Entre 1933 et 1939, plusieurs milliers de petites entreprises industrielles et commerciales disparurent. Ce mouvement atteignit son point culminant à la suite des mesures de « concentration provisoire ».

De même, la mystique du « Blut und Boden » qui signifiait, dans la pratique, que l'État devait se consacrer à la protection de la propriété paysanne parcellaire, se heurta aux exigences d'une économie fondée sur la volonté d'autarcie agricole. À la fête de la paysannerie allemande, à l'automne 1936, Darré déclarait : « La paysannerie doit comprendre clairement : à l'époque de la technique moderne, des transports modernes et des méthodes modernes de travail et d'économie, elle possède aussi peu de raison d'être économique que le voilier par rapport au bateau à vapeur. Au point de vue purement économique, la forme et la grandeur de l'exploitation paysanne ne sont pas rentables. La seule raison d'être de la paysannerie est le fait, que nous enseigne l'histoire : un peuple ne se renouvelle que par sa paysannerie, un peuple doit maintenir sa paysannerie pour maintenir sa propre existence » ⁴⁸. La grande loi en faveur de la paysannerie fut la loi sur les « fermes héréditaires » du 29 septembre 1933, complétée par le décret du 21 décembre 1936 mettant en vigueur l'institution de l'« Erbhof ». Par ce décret, « La petite propriété paysanne est érigée en un bien de famille incessible et insaisissable, transmis intégralement suivant un ordre de succession précisé par la loi » ⁴⁹. Cette législation n'atteignit pas son principal objectif qui était de freiner l'émigration paysanne vers les villes. De fait, près de deux millions de travailleurs ont quitté l'agriculture durant les six premières années du régime. Le besoin croissant d'une main-d'œuvre industrielle, la reconstitution d'une armée se sont avérés des facteurs plus puissants que les motifs idéologiques. Du point de vue de l'économie paysanne, la loi de l'« Erbhof » eut des effets désastreux : elle détruisit, en rendant leurs propriétés incessibles, le crédit dont les paysans pouvaient disposer. De la sorte, alors que la propriété agricole capitaliste (les fermes de plus de cent hectares) connut une mécanisation très intense, la petite propriété paysanne ne put sortir du marasme où la crise l'avait plongée. Le plan de quatre ans, qui visait à l'autarcie alimentaire du Reich, favorisa la grande entreprise agricole capitaliste au détriment de la petite paysannerie. En effet, ce plan reposait sur la mécanisa-

⁴⁸ Darré, W. *Berlin Tegeblatt*, 30 novembre 1936, cité par Bettelheim, note (1), p. 36.

⁴⁹ Bettelheim, *op. cit.*, p. 35

tion et la rationalisation qui ne pouvaient s'appliquer d'une façon avantageuse aux petites entreprises agricoles. Les prix agricoles étant fixés à un niveau très bas afin de ne pas mettre en danger la structure des salaires industriels, et la politique de fixation des prix favorisant exclusivement les grandes cultures au détriment de l'élevage ⁵⁰, la situation réelle des petits paysans demeura précaire. Plusieurs milliers de petites entreprises agricoles furent morcelées ou détruites par la construction de nouvelles industries, l'extension croissante des villes, la construction d'autostrades géantes, d'aéroports, de casernes, de fortifications et ainsi de suite, qui réduisirent le nombre d'hectares des superficies cultivées de près d'un million alors que seulement 500 000 hectares purent être récupérés pour l'agriculture durant la même période. En général, la politique économique de l'État favorisa l'industrie au détriment de l'agriculture. La dette de l'agriculture, d'après Sering, s'élevait en 1932-1933 à 12 milliards de R.M. En 1936-1937, Bettelheim l'évalue à 11,1 milliards de R.M. Le taux de suffisance de l'agriculture allemande, qui était de 81 % en 1933, ne s'élevait encore qu'à 83 % en 1933. Le faible gain était dû davantage aux restrictions nombreuses sur la consommation des denrées alimentaires qu'à l'augmentation de la production. La lutte pour la « suffisance agricole » se soldait par un échec.

Le national-socialiste s'était proclamé un mouvement ouvrier. Il s'était donné pour tâche non seulement de remédier à la crise du chômage mais encore d'améliorer la situation de la classe ouvrière.

La protection allemande contre les effets inhumains de l'industrialisme moderne semblait avoir enfin trouvé dans le national-socialisme un lieu de cristallisation. Des théoriciens national-socialistes avaient prôné, pour résorber le chômage, la restriction de l'usage des machines. Cependant, en dépit du stage avancé de mécanisation auquel l'Allemagne se trouvait parvenue déjà avant 1933, le machinisme connut un essor considérable sous le Troisième-Reich. De puissants objectifs idéologiques ont réconcilié le national-socialisme à la tendance, intrinsèque à l'économie moderne, de perfectionner constamment la technique. On prétendit réaliser les objectifs idéologiques par d'autres moyens, par exemple, en créant « la communauté du travail » et en faisant participer la classe ouvrière à des organismes particuliers, telle l'organisation « la force par la joie ». Le processus de prolé-

⁵⁰ Voir Bettelheim, op. cit., p. 219 et suivantes.

tarisation qui s'était intensifié entre 1925 et 1933 continua à s'accroître au cours des six premières années du Troisième-Reich. Bettelheim évalue la proportion du prolétariat ouvrier par rapport au total des groupes professionnels à 53,8 % en 1939 alors qu'elle était de 52,1 % en 1933 et de 50,2 % en 1925. Il estime que la proportion de la population exclue de la propriété des moyens de production continue de s'accroître, pendant toute cette période, pour atteindre 84 % de la population en 1939⁵¹.

Le national-socialisme a cependant remporté, dans la lutte qu'il a livrée contre le chômage, une victoire qui a étonné le monde. Alors que la plupart des pays à économie capitaliste libérale demeuraient aux prises avec un problème de chômage généralisé, l'Allemagne ne faisait part, fin juillet 1939, que de 38.379 demandes d'emploi, soit un peu plus de 0,0001 % du total de la population ouvrière – à comparer avec environ 20 % en 1933. Le manque de main-d'œuvre, qui avait commencé à se faire sentir au cours de l'année 1938, entraîna l'État à prendre des mesures pour accélérer le rythme de prolétarianisation de la population. Ainsi, le décret du 4 mars 1939 ordonnait que les artisans employés dans un travail « non productif » ou non conforme à leurs capacités soient utilisés à des travaux plus appropriés au bien commun. Par le décret du 7 mars de la même année, l'État décidait la suppression des entreprises non rentables ou dont le chiffre d'affaires ne dépassait pas un certain minimum variable selon les catégories d'activité. Le décret stipulait en outre que les personnes ayant perdu leur emploi par suite de cette mesure devaient se mettre à la disposition de la grande industrie avant le premier avril 1939⁵². Le manque de main-d'œuvre à l'intérieur du Reich stimula aussi l'ambition d'annexer des populations étrangères afin de procurer à l'Allemagne les bras dont elle avait besoin.

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour entraîner un retournement si radical dans la situation de l'embauchage en l'espace de quelques années : l'introduction du service du travail obligatoire, l'extension de la S.S., la reconstitution de la « Wehrmacht » et du service militaire obligatoire ajoutèrent leurs effets à la stimulation artificielle de la vie économique par la politique des travaux publics, des commandes de guerre et de l'autarcie⁵³. La plupart des économistes attribuent

⁵¹ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 32 et 33.

⁵² *Ibid.*, p. 114

⁵³ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 206.

surtout à la politique des travaux publics et des commandes militaires la résorption du chômage dans le Troisième-Reich. Durant toute cette période, en effet, l'indice de la production industrielle des biens de consommation ne s'accrut que de 13 % par rapport à 1928 et de 45 % par rapport à 1932, tandis que l'indice des biens de production avait dépassé de 47 % son niveau de 1928 et de 220 % celui de 1932; quant aux biens d'investissement, l'indice s'élevait à 152 par rapport à 1928 et à 444 par rapport à 1932 ⁵⁴.

On devrait normalement s'attendre à ce que l'économie national-socialiste – économie de suremplei – ait amélioré la situation des travailleurs industriels. Or, cette expectation ne se vérifie pas. D'une part, par suite de la dissolution forcée des syndicats, les ouvriers furent incorporés au nouveau Front du travail dirigé par Ley, organisme affilié au parti qui fut, non un instrument de revendication ouvrière, mais d'éducation populaire et de propagande. On informa les travailleurs industriels qu'ils ne devraient dorénavant n'avoir qu'un seul objectif : collaborer avec les patrons de façon à augmenter la productivité pour le bien général. D'autre part, l'organisation des « Groupes économiques » (« Wirtschaftsgruppen »), régie d'après la loi du 27 novembre 1934, n'eut de corporative que le nom et demeura sous l'influence exclusive des patrons et sous la supervision bienveillante de l'État. Privés du droit de grève, incapables de faire valoir leurs revendications, les travailleurs furent soumis à une dure exploitation de la part des patrons. L'État marque lui-même le degré de cette exploitation en fixant les échelles de salaires par décret. De façon concrète, les salaires étaient fixés non pas par des contrats collectifs mais par des contrats individuels établis par les patrons obligés de tenir compte de l'échelle officielle des salaires et de l'avis du Préfet du travail dont la principale fonction était d'empêcher les hausses de salaires, c'est-à-dire de prévenir la concurrence patronale dans un marché où la demande excédait l'offre. En 1938, le taux moyen des salaires horaires industriels se trouvait de 18 % inférieur au taux de 1929 et de seulement 9 % au-dessus de celui de 1932. En dépit d'une augmentation du nombre de travailleurs de près de trois millions par rapport à 1929 et de l'allongement de la journée de travail, le montant global des salaires, en 1938, demeurait encore inférieur à celui de 1929 ⁵⁵. Et, par rapport à 1932, en tenant compte d'une augmentation de 5% dans l'indice du coût de la vie, le reve-

⁵⁴ *Ibid*, p. 206 et 207.

⁵⁵ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 222.

nu total réel des salariés n'avait augmenté, en 1928, que de 20 % ⁵⁶ alors que pendant la même période les profits s'étaient accrus de 127 % ⁵⁷. La politique des salaires visait deux buts principaux : assurer l'exécution des plans de quatre ans et permettre aux produits allemands de concurrencer avec avantage les produits étrangers sur le marché international. En outre, cette politique était destinée à favoriser un accroissement des profits.

Le national-socialisme proclamait une conception nouvelle de la femme – conception qui se résumait dans les trois mots : « Kueche, Kirche, Kinder » (cuisine, église, enfants). Cette conception impliquait l'abolition du rôle professionnel de la femme. De fait, dans ce domaine comme ailleurs, les exigences de la vie pratique empêchèrent le Troisième-Reich de réaliser cet objectif idéologique. À cause de l'expansion constante de la grande industrie sous l'impulsion de la production de guerre et de la rareté croissante de main-d'œuvre, le pourcentage des femmes employées dans l'industrie, loin de décroître, continua à monter pour atteindre, en 1938, 32,8 % du total des ouvriers ⁵⁸. Ce pourcentage devait évidemment devenir encore plus considérable durant la guerre.

Tous les analystes du national-socialisme ont souligné que cette idéologie, dans la mesure où elle comportait un programme économique, était défavorable au grand capital, aux cartels, trusts et « Konzern ». De fait, les classes moyennes étaient trop pauvres et dépossédées pour prendre la relève de l'oligarchie industrielle et financière; une politique économique fondée sur elles aurait manifesté une absence complète de réalisme.

L'objectif national-socialiste de stabiliser et de résorber le chômage sans provoquer la désintégration des structures économiques traditionnelles de l'Allemagne, impliquait que le Troisième-Reich devait se mettre en mesure d'exercer une action décisive sur la vie économique. Il fallait stimuler la production nationale en créant, comme compensation à l'étranglement du marché intérieur allemand et du marasme du marché extérieur, de nouveaux débouchés, et accroître les profits industriels pour faire surgir des capitaux frais qui permettraient les investissements nécessaires à l'État. Or, cette influence décisive ne

⁵⁶ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 224.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 212.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 159.

pouvait être exercée que par l'intermédiaire de la force économique dominante et de la forme dominante de la propriété. En Allemagne, cette force économique était, depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle, représentée par la grande industrie contrôlée par les trusts et surtout par les « Konzern », et cette force de propriété était la grande propriété capitaliste. Dans l'hypothèse où l'État formulerait une politique économique en opposition aux intérêts du grand capital financier et de la grande industrie, non seulement il vouerait cette politique à un échec certain, mais encore, une forte proportion de la dette publique étant due au grand capital, il s'exposerait lui-même à la faillite ;. Les grands industriels et les grands financiers, qui commencèrent à favoriser le national-socialisme dès la période 1920-1923 et qui l'appuyèrent de plus en plus à partir de 1929, virent très bien qu'étant donné ses objectifs politiques, idéologiques et économiques, le mouvement, en dépit de certaines déclarations outrageantes dans son programme, serait fatalement entraîné dans leur orbite pourvu qu'il continuât à favoriser la propriété privée. Cette prévision devait se vérifier.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'Allemagne se trouvait engagée dans la phase capitaliste de concentration industrielle et financière. Comme le démontre Bettelheim, ce processus, loin de s'arrêter, s'est accéléré sous l'influence de la politique économique du Troisième-Reich. L'« aryanisation » de l'économie, les mesures prises pour permettre la spécialisation des « Konzerns » une législation visant de plus en plus à la prolétarianisation des petits industriels et des petits commerçants, furent autant de facteurs qui accélérèrent le processus de concentration. De 1932 à 1937, la diminution du nombre des entreprises fut de 31,598 unités, c'est-à-dire de 9 % du total. Cette concentration s'était opérée au bénéfice des grandes entreprises ⁵⁹. La concentration du capital bancaire et des compagnies d'assurance se poursuivit à un rythme accéléré durant toute cette période ⁶⁰. Ce mouvement vers la concentration économique, en plus d'exprimer un processus normal du capitalisme allemand, permettait à l'État d'exercer une influence plus immédiate et plus profonde sur l'orientation économique et le mettait en mesure de mobiliser la force productive de la nation en vue de la guerre.

⁵⁹ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 61 et 62.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 65 à 70, p. 72 et suivantes, p. 84 à 89, p. 92 à 111.

Abandonnant l'activité économique à l'initiative privée, l'État eut recours à plusieurs mesures pour stimuler la production industrielle.

La grande crise de 1929 avait provoqué l'effondrement du marché national et du marché extérieur. La politique économique du Troisième-Reich ne se donna pas pour objectif de reconstituer le pouvoir d'achat du marché intérieur, ce qui eût impliqué une hausse générale des salaires à laquelle l'industrie ne pouvait consentir sans diminuer les profits nécessaires pour compenser un financement depuis plusieurs années déficitaire et pour investir à l'État le capital destiné à réaliser son programme d'armements. De fait le pouvoir d'achat du marché intérieur allemand demeure à un niveau très bas, de sorte que l'industrie des biens de consommation ne fut que médiocrement stimulée. Le Troisième-Reich se présentait sur le marché international lui-même dans le marasme, dans une conjoncture nettement défavorable. La politique économique extérieure du Dr Schacht, ministre de l'économie, reposa sur l'équilibre entre les importations et les exportations. Comme les exportations ne pouvaient dépasser le bas niveau auquel la crise internationale les maintenait, il eut recours à une politique d'importations extrêmement avisée qui attribuait la préférence aux produits de matières premières sur les produits manufacturés. De la sorte, le marché intérieur n'avait plus à soutenir la concurrence des produits étrangers, et les exportations allemandes d'objets manufacturés, en faveur desquelles l'État intervenait de plusieurs manières, demeuraient possibles.

Néanmoins, étant donné la situation intérieure et la conjoncture économique et politique internationale, ces mesures ne pouvaient exercer une influence profonde sur l'activité économique allemande. La principale raison de la crise de l'économie allemande étant le bas niveau des investissements privés, l'État intervint par des investissements publics. Le recouvrement économique de l'Allemagne, sous le Troisième-Reich, est dû à l'influence de trois facteurs mis en œuvre par l'État qui en était, dans la plupart des cas, le bénéficiaire ultime. Le premier facteur fut la politique des travaux publics – construction d'autostrades, de ponts, de canaux, d'immeubles, travaux d'améliorations foncières et de colonisation, etc. qui s'élevaient, pour 1936, au total de 5.093 millions de R.M. Dès 1936, ces dépenses furent dépassées par les commandes d'armements. La grande industrie s'était orientée vers le national-socialisme surtout parce qu'ayant vu la nature belliqueuse de cette idéologie elle escomptait des commandes d'armements. Fonctionnant à une fraction de sa capacité normale, elle fut immé-

diatement disponible pour accepter les commandes qui commencèrent à affluer dès 1933-1934 et qui atteignirent après la première année du plan de quatre ans, 26 milliards de R.M., en 1937-1938, 42,7 milliards R.M. et en 1938-1939, plus de 108 milliards R.M., c'est-à-dire un quart du revenu national ⁶¹. Cependant, hormis l'éventualité d'une guerre, les dépenses d'armements se trouvent revêtues d'un caractère improductif qui exerce, si elles dépassent un certain niveau, une influence désastreuse sur une économie nationale. Le Troisième-Reich provoqua l'influence d'un troisième facteur : la politique d'autarcie et d'expansion territoriale. L'annexion de nouveaux territoires exigeait des dépenses élevées et ouvrait de nouveaux marchés. La mise sur pied d'une industrie d'ersatz a provoqué la construction de nouvelles usines et a ouvert de nouveaux débouchés. Mais, comme Hitler lui-même l'a exprimé dans son discours du 21 mai 1935, la politique d'autarcie, qui avait de bons résultats dans la période en cours, serait à la longue ruineuse pour la nation. Faute de trouver des débouchés internationaux, l'économie allemande, de par sa nature et son dynamisme propres, allait contribuer à précipiter le Reich dans la guerre, d'ailleurs souhaitée pour des motifs politiques et idéologiques.

Les profits industriels et commerciaux, auxquels participe le capital étranger investi en Allemagne, dépassaient, pour 1938, 15 milliards R.M., c'est-à-dire un accroissement de 127 % par rapport à l'année 1933. L'État draina, pour alimenter sa politique de travaux publics, d'armements et d'autarcie, de 85 % 91 % des capitaux frais qui s'offraient à l'investissement. Ce phénomène révèle à la fois la stagnation des investissements privés et la nature finalement improductive des investissements effectués.

D'une part, la reprise de l'activité industrielle et commerciale ne s'est pas opérée sans qu'une pression officielle ne s'exerçât sur les industriels. De fait, le contrôle de l'État sur l'embauchage, le choix des moyens de production, la nature de la production, les droits d'investissements, la fixation des prix de vente et des salaires, étaient dans une large mesure exigés par la situation précaire dans laquelle se trouvait l'industrie allemande. Dans la majorité des cas, en plus d'entraîner la « synchronisation » forcée de l'activité économique en vue de l'intérêt commun, ces mesures eurent pour résultat d'atténuer une concurrence que les indus-

⁶¹ Voir Bettelheim, *op. cit.*, p. 203.

triels eux-mêmes ne désiraient pas supporter. La guerre provoqua la militarisation complète de l'industrie mais elle accrut encore les profits – motif pour lequel les industriels sont souvent prêts à restreindre leur indépendance et leur initiative.

D'autre part, le rôle dominant de l'État dans l'économie s'accompagnait d'une certaine dépendance envers l'industrie et la haute finance. L'énorme dette politique accumulée durant les douze années du régime national-socialiste, étant donné la faible capacité d'épargne des classes moyennes et des groupes salariés, était due dans une proportion de 82,2 % à 93 % au grand capital financier. L'État devait compter sur un petit groupe de trusts et de Konzern pour la réalisation de son programme d'armements et de travaux publics.

En somme, il est plus juste de parler d'alliance que de dépendance et de conflit. L'État et l'industrie représentaient deux puissances qui ne pouvaient subsister que dans la coexistence. L'influence de l'État permettait à l'industrie, non seulement de fonctionner à plein rendement, mais encore d'accumuler des profits énormes; d'autre part, sans le concours de la grande industrie, la politique générale de l'État se serait avérée un fiasco. L'impérialisme politique trouvait un appui ferme dans l'impérialisme économique. La pénétration économique, dans la plupart des pays, précéda l'annexion politique. Cette alliance, une fois consommée, ne pouvait plus se briser tant étaient grands les intérêts engagés. L'économie allemande sous le national-socialisme était moins une économie dirigée qu'une économie octroyée. Elle était plus voisine de l'économie allemande durant la première grande guerre que de toute autre forme d'économie.

Le redressement économique de l'Allemagne a nécessité le recours à la formule dictatoriale. L'application de cette formule se fit avec une extrême facilité. En premier lieu, le traditionnel paternalisme patronal n'avait jamais cessé de faire sentir son influence à l'intérieur de l'usine; les ouvriers, quoique à un degré moindre que l'ensemble de la population, étaient prêts à subir une contrainte qui leur vaudrait de meilleures conditions d'existence. En second lieu, la formule dictatoriale en plus d'être revendiquée comme le seul remède à la désintégration nationale prévalant dans toutes les sphères d'activité et non seulement dans la sphère économique, faisait appel au dévouement envers la cause commune, au sens de la responsabilité et du devoir. Elle promettait la restauration de la grandeur nationale, restauration possible seulement si la classe ouvrière, oublieuse de ses intérêts immédiats mal compris, collaborait étroitement avec le patronat au rétablissement

de l'industrie allemande. La formule autoritaire, dans la vie économique comme dans les autres sphères, s'exprima dans le « Fuehrerprinzip ».

Dans « Mein Kampf », Hitler avait affirmé que les syndicats ne constituaient qu'un instrument dans la lutte des classes prévalant dans le capitalisme sous sa forme libérale anarchique. Puisque dans le « socialisme national allemand » il n'existe plus de conflits d'intérêts, tous les groupes ayant exclusivement en vue l'intérêt général, les syndicats sous leur forme traditionnelle doivent être supprimés pour faire place à un seul syndicat fortement unitaire : le Front du Travail constituait une corporation de droit public dont la fonction principale, la lutte des classes étant résolue, fut de faire « l'éducation » des ouvriers et de leur enseigner la noblesse et la beauté du travail. Le national-socialisme introduisit la conception raciale dans la notion même du travail. Dans un discours prononcé devant la chambre du travail, le 16 février 1938, le Dr Robert Ley, Reichsleiter du travail, incontestablement l'esprit le plus borné parmi les figures dominantes du Troisième-Reich mais qui, en revanche, était profondément attaché à Hitler, déclara : « L'idée de base doit être : il faut harmoniser le mouvement de la machine avec le rythme du sang. Ici on doit savoir ce qu'est le rythme du sang. Ainsi en vient-on au problème de la race. Un système approprié du travail ne peut être élaboré et appliqué que par un bon national-socialiste. Je dois être fidèle au problème de la race. Je dois savoir que le rythme du sang est différent pour chaque race, que le Nègre possède un tout autre rythme que l'Allemand et que le rythme du Français diffère de celui du Russe. Déjà ces différences se manifestent dans la danse. L'un danse le shimmy, l'autre le jazz, le troisième la valse... » ⁶². L'organisme « la force par la joie » (Kraft durch Freude) joua un rôle de propagande considérable. De 1934 à 1938, plus de 155 000 000 de personnes ont participé aux activités de cet organisme.

C'est dans l'entreprise elle-même que le « Fuehrerprinzip » reçut son application concrète. L'entreprise était définie comme un organisme comprenant une tête et des membres : l'entrepreneur, comme « Betriebsfuehrer », en était la tête; les ouvriers, comme « Gefolgschaft », en constituaient les membres. « La vie organique de l'entreprise, comme organisme autonome, écrit le Dr. W. Schuetz, trouva

⁶² Ley, Robert, Rede bei der Tagung der Berliner Arbeitskammer am 16 Feb. 1938, in : Die Wirtschaft Vor neuen Aufgaben.

son expression la plus élevée dans le principe du chef. Conformément aux notions présentes, l'entrepreneur est « Fuehrer » et les ouvriers constituent la « Geforgschft » ⁶³. Le travail fut considéré comme un service social. La communauté nouvelle de travail permettait la réalisation de la camaraderie allemande. L'activité professionnelle, comme toute activité, était conçue comme une manifestation de la valeur raciale. Comme entrepreneur, le « Betriebsfuehrer » faisait preuve d'une qualité raciale supérieure. Obéir à l'entrepreneur, c'était, pour l'ouvrier, se soumettre à la loi cosmique. Les exploités étant transformés en autant de Fuehrer, participant à l'essence du grand Fuehrer, les profits les plus exorbitants devinrent, selon l'expression de Renda, la « récompense des héros » ⁶⁴.

Le recours au « Fuehrerprinzip » dans la vie économique a non seulement eu pour effet d'empêcher la lutte des classes et de réduire la classe ouvrière en masse inorganisée pour la « galvaniser » ensuite en la plaçant sous la domination des entrepreneurs, mais elle accordait aussi à cette domination un caractère moral de permanence. Ainsi, chacun devait demeurer à la place qui lui assignait le destin sous peine de faillir à son devoir et à sa responsabilité. En profondeur, loin de marquer un terme à la lutte des classes, le « socialisme national », comme Kolnai le remarque, constituait une arme aux mains de l'oligarchie industrielle et financière en vue de reprendre la maîtrise (Herrschaft) dans cette lutte. Certains théoriciens du national-socialisme ont admis la normalité de cette lutte, puisque le conflit est la base de l'ordre social comme de l'ordre naturel : « Nous reconnaissons la guerre des classes, écrit Werner Best, mais non seulement la guerre des classes des forces montantes, mais aussi la guerre des classes par « en haut », menés par les maîtres contre la masse insurgée » ⁶⁵. C'est une admission brutale du fait que la rigidification des classes en castes (Der Staendische Aufbau) préconisée par le national-socialisme avait pour principal résultat d'assurer à un petit groupe la jouissance de privilèges fortement menacés. Si les capitalistes et les entrepreneurs encaissaient les profits que leur permettait généreusement l'Ordre nouveau, les ouvriers, en retour, étaient officiellement louangés et on attendait d'eux une attitude appropriée à leur nouvelle dignité de « nobles » du travail. Le Dr Robert Ley voyait pour eux l'avenir avec optimisme : « Le Fuehrer m'a dit

⁶³ Cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 323.

⁶⁴ O. Renda, cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 331.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 331 et 332.

une fois : le mécanicien ne peut plus prendre la pelle en mains car, s'il est un bon paysan, il ne peut être qu'un mauvais mécanicien. Cela est tout à fait clair, car ses doigts sont bien trop délicats. Le Fuehrer a dit : notre intention n'est pas que le travailleur, après son service, aille dans son jardin pour s'y fatiguer à travailler; au contraire, notre intention est qu'il regagne sa maison, qu'il prenne un bon bain et se lave proprement, qu'il noue sa cravate propre sur une chemise blanche, qu'il endosse un smoking et qu'ensuite il aille dans la « Force et la Joie (und dann in « Kraft und Freude » geht) » ⁶⁶.

La révolution nationale ne dégagait aucune forme nouvelle d'existence dans la sphère économique. Elle servait des fins essentiellement conservatrices. Elle assura la survivance du grand capitalisme allemand qui se trouvait placé dans une conjoncture défavorable, et elle réalisa selon l'expression de Geobbel, un « socialisme de soldats », fondé sur la hiérarchie et la subordination – socialisme que plusieurs philosophes et économistes allemands avaient défini comme le « socialisme vrai » et que le groupe de la revue « Die Tat » avait prôné au cours de la période d'après-guerre. La révolution nationale introduisit dans la sphère économique la mentalité « soldatesque » que la Prusse avait héritée de l'Ordre teutonique. L'usine devint une caserne et l'ouvrier industriel, un soldat soumis à une discipline rigoureuse. Le redressement de l'économie nationale que le national-socialisme opéra se fit au détriment d'abord des ouvriers soumis à une exploitation d'autant plus révoltante que l'État, après les avoir privés de tout moyen de faire valoir leurs revendications, la définissait comme la conséquence normale de la loi raciale. Les classes moyennes, qui avaient fondé dans d'espoirs dans la révolution nationale, furent protégées dans la mesure où leur existence était nécessaire comme tremplin entre l'amas prolétarienne et l'oligarchie possédante; mais leur destin fut abandonné au jeu implacable des processus du grand capitalisme industriel. Les petits paysans, nouvelle noblesse du sang et du sol, furent tirés par centaines de milliers de leurs campagnes et drainés vers les villes pour fournir aux industries les bras dont elles avaient un besoin de plus en plus pressant. Seule la grande industrie et la haute finance profitèrent directement de la révolution nationale. Néanmoins, même elles, étant forcées de prêter à l'état les profits qu'elles encaissaient, voyaient leur prospérité dépendante du destin de cet État.

⁶⁶ Ley, Robert, *ibid.*

Le national-socialisme, même au cours de la période antérieure à 1933, a toujours considéré la « question sociale » comme une question secondaire par rapport à la question politique. La révolution nationale, quoique conditionnée par la situation sociale et économique, n'est pas une révolution économique. La majorité des groupes sociaux allemands attendaient une révolution qui n'entraînerait pas de transformations radicales dans les structures sociales mais qui appliquerait des mesures politiques susceptibles d'améliorer les conditions d'existence au sein de ces structures. La révolution national-socialiste répondit à cette espérance en établissant la stabilité sociale et économique et en résorbant le chômage. En assurant la survivance des structures sociales, elle contribua à rétablir l'équilibre psychologique des groupes sociaux; mais elle ne modifia pas d'une façon sensible les conditions d'existence qui constituaient une conséquence directe de ces structures.

En refusant, comme certains motifs idéologiques l'auraient nécessité, de modifier l'alignement des groupes économiques, en leur donnant même une consécration de permanence, le Troisième-Reich obéissait à des motifs idéologiques différents et autrement impérieux.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

Chapitre II

Le National-Socialisme et le Droit

[Retour à la table des matières](#)

Le régime juridique de l'Allemagne avant l'avènement du Troisième-Reich puisait aux mêmes sources de droit que les régimes juridiques des autres pays européens continentaux. Les Germains furent le premier peuple barbare qui se vit imposer le droit romain – droit que le Vieux-Reich perpétua. Le droit canonique, lui aussi exerça au moyen-âge, une influence considérable sur le droit allemand. La dernière influence étrangère à s'exercer sur celui-ci fut le Code Napoléon qui marque l'introduction en France du droit romain.

En dépit de la longue pénétration du droit latin en Allemagne, on voit, à tous les tournants de l'histoire de ce pays, surgir une vague de protestation contre ce droit qu'on qualifie d'individualiste, de matérialiste, d'abstrait, d'universel, de rationnel et de formel, bref de destructeur de l'âme allemande. On lui oppose constamment le droit germanique fondé sur l'ancienne coutume communautaire. La révolution allemande du vingtième siècle permit à cette protestation d'acquiescer enfin une signification concrète. Le nouveau droit, en effet, « ne contient pas de droits individuels et pas de système formel rigide de droit garantissant la normalité, la continuité et l'orientation de la vie civile; à leur place, (il substitue) un ordre

concret de communauté, une expression de justice concrète, confiée au soin d'interprètes tout-puissants » ⁶⁷.

La nouvelle mentalité juridique, qui visait à « rajeunir » le droit, manifesta son mépris envers le droit formel et abstrait en omettant de substituer de nouveaux codes de droit aux codes antérieurs. Ainsi, les codes de droit privé et de procédure, en vigueur dans le Troisième-Reich, demeurèrent, comme durant la période républicaine, ceux du Second-Empire. Les codes de procédure civile (Z.P.C.), le code civil du 18 août 1896 (D.G.B.), le code de commerce (H.G.B.) du 10 mai 1897, n'ont pas été abolis. Cependant, la nouvelle conception du monde entraîne des changements profonds dans les codes existants. Ces changements s'accomplirent de trois façons différentes : par une révision partielle; par des lois spéciales et des décrets; par une réinterprétation jurisprudentielle des lois civiles ⁶⁸. Le 11 juillet 1934, une loi spéciale créa l'Académie du droit allemand. Aux termes de l'article 2 de cette loi, cet organisme a pour but « le soutien de la nouvelle création de la vie juridique allemande et la réalisation, en étroit contact avec les autorités législatives compétentes, du programme national-socialiste tout entier ». En outre de la révision des codes existants, cet organisme, qui groupait des juristes imbus de l'idée national-socialiste, avait pour fonction de reclassifier le droit. En pratique, la distinction entre droit privé et droit public tendit à disparaître. Comme la remarque Rheinstrom, par les lois raciales, hygiéniques, pédagogiques, commerciales, etc., le droit public s'est installé au sein du droit privé. Le droit national-socialiste refléta la tendance générale de tout régime totalitaire à supprimer la sphère privée d'existence. Une partie de plus en plus importante du droit fut incorporée au droit pénal, processus non moins normal dans ces régimes. Afin de rendre le droit plus concret, on tendit à classer les règles de droit en raison de leur objet et non plus en raison de leur contenu. Ainsi le « droit de famille », en plus de comprendre la législation sur le mariage, les enfants, l'adoption, etc., inclut également la stérilisation obligatoire, le droit pénal pour « souillure de race » et ainsi de suite. Ces diverses orientations introduisirent de grandes complications dans le droit, ouvrirent l'accès à l'arbitraire et diminuèrent fortement le sentiment de sécurité qu'accompagne un ordre de droit clairement défini.

⁶⁷ Lange, Heinrich, cité par Kolnsi, *op. cit.*, p. 303.

⁶⁸ Rheinstrom, H., *L'Influence du Régime National-Socialiste sur le Droit Privé Allemand*, Valiquette, Montréal, p. 7 et suivantes.

La source du nouveau droit est l'esprit du peuple (Volksgeist) et l'âme du peuple (Rassensee) qui s'incarnent dans les traditions dont l'origine est le sang et le sol. « La loi, écrit Frank, n'est pas une fin en soi... La communauté raciale est la base de toute loi... ni l'État ni la loi ne constituent des fins en eux-mêmes. Ils ne sont en réalité que des moyens en vue d'une fin (Mittel zum Zweck) : Le Volk... » ⁶⁹. Le droit ne fait qu'exprimer la volonté organique de la communauté du peuple (Volks-gemeinschaft). « Les fondements d'un nouveau droit sont posés partout où la vie réelle du Volk du temps présent surgit. Le droit vivant, en pratique, commence à se cristalliser dans les lois non écrites de camaraderie parmi les formations de S.A. et de S.S., ou dans les nouvelles coutumes de vie qui s'élaborent dans les rangs de la jeunesse hitlérienne » ⁷⁰.

Les conflits traditionnels en Allemagne entre une conception transcendantale et une conception positive de la justice (Rechtspositivismus) se sont finalement résorbés dans le Troisième-Reich qui n'accepte plus l'ancienne conception de la justice. Puisque « le droit est ce qui est utile au peuple » (Reich ist, was dem Volke nuetse), « ce que des hommes aryens considèrent comme juste » ⁷¹ ou qu'il est, selon l'expression de Rosenberg, « la forme légitime de la défense vitale de la nation allemande à l'intérieur de l'État », la notion de justice a son fondement dans le bien commun du Volk que le droit, comme l'État, doivent servir.

Il en est ainsi de la moralité. La nouvelle conception du droit ne nie pas le caractère moral du droit. Seulement ce caractère n'est plus défini par rapport à un critère rationnel de moralité mais par rapport à l'instinct moral du Volk.

Puisque le droit ne se fonde pas dans la justice et la moralité, conçues comme notions transcendantes, il ne saurait être souverain. Tout droit est « Volksrecht ». Le droit est juste et moral seulement lorsqu'il se consacre à la préservation des valeurs du Volk et de la pureté raciale. « Toute loi doit servir la race et le peuple... Ce qui est utile au peuple est juste, ce qui nuit au peuple est injuste » ⁷². La loi juste est « la loi en harmonie avec l'essence du Volk » ⁷³. Le droit doit respec-

⁶⁹ Frank, Hans, *Nationalsozialistischen Handbuch fuer Recht und Gesetzgebung*, Muenchen, 1935, VII, XIII.

⁷⁰ Cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 301.

⁷¹ Rosenberg, *Der Mythos...*, p. 571.

⁷² Frank, Hans, *id.*, XXIV

⁷³ Wolf, Erik, cité par Kolnai, *id.*, pl. 301

ter et sanctionner partout la « synchronisation » du Volk, telle qu'elle s'exprime dans l'idéologie national-socialiste.

Le droit ne repose pas sur une notion juridique formelle du Volk. L'essence du Volk (Volkstum), en effet, ne saurait être exprimée d'une façon abstraite : elle est aussi insaisissable pour la raison que la vie elle-même. Le droit devra être près de la vie (lebensnah). Frank, le ministre de la justice, exige la substitution d'un droit vital au droit formel (Lebensrecht statt Formalrecht). « La loi, dit Lange, exprime l'ordre de la vie communautaire. Comme celui-ci, elle n'est pas rigide mais engagée dans un mouvement perpétuel » ⁷⁴. Il n'existe pas de droit acquis ou permanent : devant se conformer aux impulsions vitales et aux besoins changeants du peuple, le droit aura une grande souplesse. Ce qui est juste aujourd'hui peut être injuste demain. Ce qui est juste pour un homme âgé peut être injuste pour un homme jeune » ⁷⁵.

Le droit n'a pas pour but de protéger l'individu conçu comme une catégorie indépendante autonome, ayant des intérêts distincts de ceux de la communauté. La notion de droit subjectif ou individuel doit disparaître avec celle de droit privé. L'individu ne possède des droits qu'en tant que membre utile de la communauté du peuple : l'intérêt commun a toujours la prééminence. L'individu n'existe que comme partie d'un tout à l'intérieur duquel il se réalise et s'exprime. Il est membre d'une famille, d'une profession, d'un ou l'autre organisme du parti. Les rapports entre les individus à l'intérieur de ces tous se déterminent, non en fonction de l'individu, mais en fonction de la communauté du peuple. À la notion de liberté individuelle se substitue l'idée de service social; à celle d'égalité, le principe du chef; à celle, enfin, de fraternité, celle de camaraderie germanique.

Si le Volk est la source et le but du droit, s'il en est la créateur ultime, il ne saurait pour autant en être l'organe immédiat. Trop d'éléments étrangers, voire hostiles à sa substance, ont pénétré dans ses traditions pour que le véritable droit germanique se fonde exclusivement sur lui. Les organes immédiats du droit sont ceux qui concrétisent en eux-mêmes l'essence du Volk et qui en épousent les formes vitales. Les dirigeants du parti et de l'État et, en particulier le Fuehrer suprême, qui sont les garants de la pureté de l'idéologie surgie du Volk, sont aussi

⁷⁴ Lange, H., *ibid*, p. 304.

⁷⁵ Rheinstrom, *op. cit.*, p. 13.

les créateurs immédiats du droit nouveau, car eux seuls exprimes la saine conscience du peuple (*gesundes Volksempfinden*). En dernière analyse, tout le droit émane du Fuehrer et un arrêt du Tribunal suprême du Reich (*Reichsgericht*) a reconnu que « toute décision du Fuehrer, indépendamment de sa forme, a force de loi dans la mesure où celui-ci le veut » ⁷⁶. On voit ici le caractère contraignant et artificiel du droit rajeuni d'une société évoluée qui cherche à retourner à ses origines tribales par contraste au droit jeune, spontané, fondé sur une coutume réellement vécue et tenue pour sacrée. En réalité – comme le révèle le fonctionnement de l'appareil destiné à assurer l'exécution des règles de droit – loin d'émaner du peuple, le droit n'a jamais été si loin du peuple.

Tous les organes officiels que s'est donné le peuple : l'État, le parti, la S.S., la jeunesse hitlérienne, ont la responsabilité d'interpréter le droit au nom du peuple. Il en est de même des associations professionnelles. Les cours de justice demeurent les organismes spécialisés en vue de l'interprétation de la loi, de la création de la jurisprudence et du jugement légal. L'organisation judiciaire est demeurée, sous le Troisième-Reich, inchangée, mais les tribunaux du Reich ayant remplacé les tribunaux des pays (*Laender*), elle a été centralisée.

Le juge, sous le Troisième-Reich, était beaucoup plus libre qu'autrefois à l'égard de la loi. De fait, comme le remarque Rheinstrom, le juge n'était obligé que par les lois édictées depuis le 30 janvier 1933. Il pouvait ignorer les lois antérieures s'il estimait qu'elles n'étaient pas compatibles avec les principes du national-socialisme. De même, le juge jouissait d'un grand pouvoir de discrétion à l'égard des conventions des parties, surtout s'il s'agissait de conventions passées entre Juifs et Aryens. Par contre, si la liberté du juge à l'égard de la loi s'était accrue, sa dépendance à l'égard du parti et de l'État faisait de lui un supporteur du régime. L'article 102 de la constitution républicaine d'après lequel « les juges sont indépendants et uniquement soumis à la loi » n'a pas été abrogé. Mais les juges des tribunaux inférieurs et même ceux de la cour suprême du Reich (*Reichsgericht*) se recrutèrent de plus en plus parmi les avocats national-socialistes; les adversaires du national-socialisme, particulièrement dans les tribunaux inférieurs furent relevés de leurs fonctions. Schroeder, Helmut Nicolai et un grand nombre

⁷⁶ Arrêt du 23 février 1937, Z. AK. 1937, 656, Voir Rheinstrom, *op. cit.*, p. 25 et suivantes.

de juristes émettaient l'opinion que le juge était un représentant personnel du Fuehrer et que, par conséquent il pouvait être révoqué, même sans motif, par le Fuehrer ou ses organes d'exécution.

Pour assurer une bonne administration de la justice, la préparation professionnelle de l'avocat et du juriste fut complètement modifiée. La loi du 4 janvier 1939, qui sanctionna les mesures introduites antérieurement, déclare qu'un avocat ou un juge, avant d'être un spécialiste du droit, doit être « homme de caractère ». La formation du juriste, dit le préambule de la loi, doit saisir l'homme tout entier. Pour se présenter comme candidat aux examens, l'étudiant en droit « devra avoir vécu en communauté étroite avec des Allemands appartenant à toutes les classes; le cas échéant, il devra avoir accompli son service de travail et son service militaire; il devra, sinon « avoir mérité la médaille sportive, du moins s'être montré actif dans son éducation physique ». « Seul celui qui a appris à obéir, dit encore la loi, pourra par la suite commander, et le caractère d'un homme se forme uniquement dans la communauté ». Avant d'être admis au barreau, le jeune avocat accomplissait un « service d'essai » d'un an, puis servait au moins trois ans comme avocat stagiaire. Une soigneuse enquête raciale, politique et idéologique précédait la nomination d'un juge.

Les noms des avocats juifs, très nombreux, furent rayés du barreau, ce qui diminua le chômage parmi les avocats allemands. Comme la presque totalité des avocats étaient membres de l'association des avocats allemands affiliés au parti, et comme cette association défendait à ses membres de prendre des clients juifs, ceux-ci se trouvaient dans la quasi-impossibilité de se faire représenter en cour. Finalement, par le décret du 27 septembre 1938, un nombre infime de conseils juridiques non-aryens eurent le droit de plaider les causes des Juifs devant tous les tribunaux ⁷⁷.

La nouvelle conception du droit et du rôle du juge affecta profondément les procédures et le jugement. Même à l'égard des lois introduites depuis le 30 janvier 1933, lois dont la signification demeurerait souvent imprécise à cause du mépris des législateurs et des juristes national-socialistes envers le langage juridique traditionnel, le juge jouissait d'une grande discrétion. À la conception d'un jugement formel impartial et ne faisant pas acceptation de cas individuels, se substitua

⁷⁷ Arrêt du 23 février 1937, *op. cit.*, p. 36.

celle d'un jugement « existentiel ». Le juge, proclamait-on, doit connaître tous les faits, même ceux qui ne se rapportent pas directement à la cause elle-même, et trouver une solution qui soit en accord avec l'intérêt commun. Dans les causes civiles, par exemple, la race des parties, leur opinion politique, leur participation ou leur non participation aux organismes officiels de la nation peuvent exercer une influence décisive sur le jugement à rendre. En certains cas, le juge a la faculté de juger d'après son « instinct racial » en ne tenant pas compte des dispositions de la loi. Les principes du droit pénal : « *nullum crimen sine lege* » et « *nulla poena sine lege* » ont été remplacée, dans la pratique, par ceux de livre incrimination et de punition arbitraire. D'après le paragraphe 138 du code civil (B.G.B.), « un acte qui au moment de son accomplissement n'était pas immoral peut désormais être considéré comme nul s'il est en contradiction avec les bonnes mœurs du Troisième-Reich ». Dans la section 176a, introduite le 26 juin 1935, le code de droit allemand déclare que le procureur du Reich aura la faculté de déterminer, selon le cas, s'il faut condamner une conduite au sujet de laquelle aucune peine n'est prévue dans la loi écrite mais qui « mérite d'être punie selon le bon jugement populaire » ⁷⁸.

Le nouveau droit, fondé sur la race et le Volk, n'est pas un droit impartial ou neutre. Un droit neutre, en effet, ne pourrait accomplir sa fonction essentielle : la protection du Volk et de la race aryenne. Aussi, quoique devant sanctionner un ordre de justice et de moralité, est-il un droit essentiellement discriminatoire. La discrimination qui prévaut dans toutes les sphères de l'administration judiciaire trouve sa justification dans l'idéologie, bien suprême du Volk allemand. La discrimination s'exerce envers les étrangers, les ennemis de la conception national-socialiste, les Tsiganes, les criminels et les Juifs. En réalité, l'influence concrète du national-socialisme dans le droit, particulièrement dans le droit civil, s'est surtout exercée sous la forme de l'antisémitisme.

Les Juifs furent obligés, sous peine de sanctions rigoureuses, de porter l'étoile jaune, signe qui les exposait par ailleurs à toutes sortes de vexations. Jeunes ou adultes, ils durent prendre, après 1938, un prénom juif. Par contre, une loi du 5 janvier 1938 défendit aux Aryens de porter un prénom juif : « Le national-socialisme, déclare cette loi, a montré au peuple allemand les dangers éminents

⁷⁸ Kolnai, *op. cit.*, p. 309.

que représentent pour lui les Juifs, et cela non seulement dans les domaines politique et économique, mais aussi, et surtout, dans le domaine spirituel. Les intérêts du peuple allemand exigent catégoriquement que... tout danger d'un contact spirituel avec les Juifs soit étouffé dans le germe partout où cela sera possible. Or, lorsqu'un Allemand a un prénom typiquement juif, un premier point de contact est déjà là » ⁷⁹.

Le premier paragraphe du code civil aux termes duquel la personnalité juridique de l'homme commence au moment de la naissance accomplie fut modifié conformément à la conception raciale. Privés définitivement de leur droit de citoyenneté par la loi du 15 octobre 1935, qui faisait suite à celle sur l'acquisition et la perte de la citoyenneté par naturalisation du 14 juillet 1933, les Juifs furent soumis à une multitude de mesures discriminatoires contre lesquelles ils ne pouvaient en aucune façon se protéger. Outre le fait que ces mesures atteignaient une race « inférieure », elles avaient souvent pour effet de les empêcher d'entrer en concurrence égale avec les Allemands. Aussi ces mesures furent-elles bien vues par la population. La première de ces lois, celle du 7 avril 1933, contenait la clause aryenne excluant les Juifs du service civil; les lois sur la défense militaire du 21 mai 1935 et sur le service du travail promulguée en octobre 1935 refusaient aux Juifs le droit de servir activement la nation. Dès les premières années du régime, des lois spéciales exclurent les Juifs des professions libérales ou leur en rendirent l'accès plus difficile. Comme les Aryens étaient empêchés ou refusaient souvent de fournir des services professionnels aux Juifs, il s'en suivit, pour ceux-ci, une situation intenable. L'État dut intervenir par la suite pour prévoir un minimum de professionnels juifs dont la clientèle, bien entendu, devait se recruter exclusivement parmi les Juifs. La loi sur l'héritage du 29 septembre 1933, stipulait qu'« un paysan doit nécessairement être le sang allemand ». Les commerces juifs furent frappés d'une taxe spéciale et durent, obligatoirement, recruter leur clientèle parmi les Juifs. Par contre, il n'était pas défendu à un juif d'acheter dans un « magasin allemand » mais le marchand aryen pouvait refuser de lui vendre, droit qui était susceptible d'être utilisé arbitrairement, surtout dans une période de restrictions. Les règles de droit sur les contrats, les baux, les successions, etc. furent profondément modifiés. Un contrat passé entre un Aryen et un Juif crée une obligation juridique pour le juif mais n'engage pas le premier ou ne l'engage

⁷⁹ Cité par Rheinstrom, *op. cit.*, p. 37.

qu'en partie. Ainsi, les Aryens ont la possibilité de liquider leurs dettes envers les Juifs à un vil prix. Le testament d'un Aryen en faveur d'un Juif au détriment de sa famille aryenne est nul, mais le testament d'un Juif au profit d'un Aryen est valide.

Les lois raciales proprement dites, en particulier les fameuses lois de Nuremberg sur la protection du sang et de l'honneur allemands du 15 septembre 1935, atteignirent douloureusement les Juifs et, indirectement aussi les Aryens, dans l'exercice de leurs droits humains primaires. Cette loi fixe avec « précision » la proportion de sang juif qu'une personne doit avoir pour perdre son statut comme aryen. Le paragraphe 1 de la loi de Nuremberg déclare les mariages entre les Juifs et les Aryens nuls dans tous les cas. Ils ne peuvent même pas être considérés comme mariages putatifs en ce qui concerne les enfants : ceux-ci seront considérés comme illégitimes. Le paragraphe 5 déclare que de tels mariages constituent un crime, non seulement pour la partie juive mais aussi pour la partie aryenne. Les mariages conclus antérieurement au 15 décembre 1935 demeurent en principe valides mais sont indésirables. Aussi la loi prévoit-elle divers recours pour entraîner leur dissolution. Dans de tels cas on facilite le divorce. Ces mariages peuvent même être annulés pour cause d'erreur « lorsque l'époux aryen, tout en sachant que l'autre époux était juif, ignorait l'importance que cette différence de race pouvait avoir pour le peuple allemand » ⁸⁰. La femme divorcée aux seuls torts du mari perd la garde de ses enfants lorsqu'elle s'est remariée avec un Juif. Les contacts hors mariage entre Juifs et Aryens sont punis avec la plus extrême sévérité. Même avant ces lois, les maîtresses aryennes de Juifs (*Judenliebchen*) furent parfois exposées au mépris public, promenées les cheveux coupés, etc. ; quant aux Juifs coupables, ils étaient relayés dans les camps de concentration. Ainsi, les lois de Nuremberg ne purent que donner une expression objective à l'indignation morale de la conscience allemande.

Les relations juridiques des Juifs entre eux demeurèrent inchangées, ce qui montre bien que le seul objectif de l'ensemble de la nouvelle législation était d'entraîner la séparation complète entre les Allemands et les Juifs jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne. Elle atteignait aussi un autre but : forcer les Juifs à révéler publiquement leur statut social, les exposer à un opprobre pu-

⁸⁰ Rheinstrom, *ibid*, p. 42 et 43.

blic de tous les instants et les désigner comme victimes de la violence, ultime recours du Troisième-Reich pour « résoudre la question raciale ».

La législation national-socialiste modifia le droit de famille conformément à trois motifs idéologiques principaux : préoccupation d'ordre démographique, eugénique et éducationnel.

Devant la baisse croissante du taux de natalité, le Troisième-Reich, qui avait besoin pour réaliser ses objectifs d'une réserve nombreuse de population, entreprit, par l'introduction de diverses mesures, d'accroître le nombre des naissances. Les modifications apportées au droit de mariage visaient toutes à favoriser les naissances. Ainsi, le paragraphe 23 de la loi sur le mariage déclare nul un mariage conclu avec la seule intention de donner à la femme le nom du mari, c'est-à-dire sans avoir pour résultat la fondation d'une communauté de vie. Plusieurs clauses de divorces s'ajoutèrent à celles reconnues par le droit civil (particulièrement les paragraphes 48 et 53). Ces clauses étaient destinées exclusivement à favoriser la dissolution de mariages non susceptibles d'aboutir à la naissance d'enfants. L'avortement, toléré dans le cas des Juives, était considéré comme un crime grave lorsqu'il s'agissait d'Aryennes. Cette législation, ajoutant ses effets aux prestations pécuniaires données aux familles nombreuses et au prestige officiel accordé à la mère de famille, permit au Troisième-Reich d'accroître considérablement, en peu d'années, le taux de natalité (1933 : 14,7; 1940 : 20,4). Un prêt spécial était accordé aux jeunes gens désireux de se marier, et si le quatrième enfant naissait dans l'intervalle de quelques années ce prêt était automatiquement converti en don gracieux du Fuehrer. Une taxe spéciale (Kinderbeihilfe), dont le produit était destiné aux familles nombreuses, était prélevée auprès des célibataires.

La reconnaissance de l'importance fondamentale de la race conduisit le Troisième-Reich à adopter des mesures négatives et positives d'eugénisme qui se traduisirent par l'introduction de plusieurs lois nouvelles, affectant considérablement le droit traditionnel.

La conception de l'eugénisme appliquée aux êtres humains se développa au sein de la célèbre école du darwinisme social : Sir Francis Galton et Karl Pearson en sont les principaux représentants. Le mieux connu et le plus fanatique protagoniste de l'eugénisme humain est l'Américain Lothrop Stoddard qui, dans ses livres : « La marée montante de la Couleur » (*The rising Tide of Color*) et « La

révolte contre la Civilisation » (*The Revolt against Civilisation*), s'est révélé un sérieux supporteur des idéologues racistes du national-socialisme. Le point de départ des eugénistes est une vue pessimiste des conséquences « naturelles » de la lutte pour l'existence. Chez les êtres humains, en particulier, la sélection naturelle, loin d'entraîner une amélioration de l'espèce, provoque, au contraire, une diminution des qualités de l'espèce. L'erreur des darwinistes sociaux jusqu'aujourd'hui, disent les eugénistes, est de ne pas avoir reconnu que le croisement entre races animales de qualités différentes naturelles s'existe à peu près pas. Et, quand il existe, le descendant, comme dans le cas du mulet et du bardot, hybrides bien inférieurs à leurs procréateurs, est stérile. Par conséquent, une loi « naturelle » empêche les animaux de dégénérer racialement par hybridation. Or, les hybrides humains, non seulement procréent, mais transmettent à leurs descendants les germes du parent inférieur. « Les éléments inférieurs, dit Stoddart, sont instinctivement les ennemis de la civilisation » ⁸¹. Hitler, aussi pessimiste que Stoddart sur la conséquence des croisements de produits de races humaines inégales, développa une thèse qu'aucun eugéniste n'admettrait aujourd'hui : « Tout croisement de deux êtres d'inégale valeur sociale, écrit-il, donne comme produit un moyen terme entre la valeur des deux parents ». Même si les idéologues national-socialistes, plus au courant que Hitler des lois de la transmission des caractères héréditaires, n'admirent pas l'idée du « moyen terme », ils souscrivirent chaleureusement à la conclusion générale de l'auteur du « *Mein Kampf* » : un tel croisement produit « un abaissement de la race supérieure, une régression physique et intellectuelle et, par la suite, le développement d'une sorte de consommation dont les progrès sont lents mais inévitables ». De plus, les progrès constants de la médecine permettent la survivance d'individus de faible constitution organique qui transmettent à leurs descendants leurs tares biologiques et mentales. De cette conclusion pessimiste découle l'eugénisme que Hitler a prôné dans son livre et dans de nombreux discours comme le seul moyen d'empêcher la loi fatale des croisements humains d'exercer des effets désastreux. Si les développements de la science ont pu améliorer considérablement, en l'espace de quelques générations, certaines espèces animales, pourquoi ne pas faire bénéficier l'espèce humaine, elle-même menacée au surplus de déperdition qualitative constante par suite du rôle néfaste des races et des individus inférieurs ? L'éducation du caractère (*Zucht*, équivalent

⁸¹ Stoddart, Lothrop, *The Revolt against Civilisation*, p. 264.

du terme grec *Paideia*) en vue de former un type d'homme conforme à la norme du Volk, exige de l'État qu'il considère comme un impérieux devoir moral l'élaboration d'une politique appropriée d'eugénisme.

La législation anti-juive peut être considérée comme comportant une intention d'eugénisme quoiqu'elle dépassât largement ce but. D'autre part, la législation concernant les mariages entre un Allemand et une Japonaise ou une Nègresse ont manifestement une intention d'eugénisme. Le paragraphe 6 de la loi de Nuremberg déclare que de tels mariages ne sont défendus que s'ils peuvent mener à la naissance d'enfants.

La législation proprement dite sur l'eugénisme vise surtout les criminels, les faibles d'esprit et les personnes atteintes de maladies contagieuses. La loi du 14 juillet 1933, en vue d'empêcher l'accroissement des maladies incurables, prescrit la stérilisation volontaire, sinon obligatoire, de toute personne qui, par suite de maladies héréditaires sérieuses, peut, « suivant les expériences médicales, en toute probabilité, causer à ses descendants un dommage physique et mental sérieux ». La loi contre les criminels et habituels du 24 novembre 1933 prévoit la castration des délinquants contre la morale dans l'intérêt de la sécurité et du progrès. Le 18 octobre 1935, une loi rend obligatoire l'examen de santé pré-nuptial qui doit établir qu'aucun des futurs conjoints ne souffre d'une maladie l'exposant à la stérilisation, et rend nuls les mariages conclus au mépris de ces dispositions lorsqu'ils ont été célébrés à l'étranger ou lorsqu'une partie, pour obtenir le certificat de mariage, fait des déclarations sciemment fausses. Quelques jours plus tard, le 26 octobre 1935, une autre loi destinée à préserver la vigueur héréditaire du peuple allemand défend le mariage dans tous les cas où une partie révèle une maladie contagieuse, mentale ou héréditaire. Le paragraphe 52 de la nouvelle loi sur le mariage prévoit « comme cause de divorce, la contraction d'une maladie contagieuse ou répugnante dont la guérison (ou l'élimination du danger de contagion) n'est pas à prévoir dans un avenir rapproché » ⁸². Enfin, les considérations d'eugénisme jouent un grand rôle lorsqu'il s'agit d'obtenir l'annulation des mariages pour cause d'erreur. Par suite de ces mesures, les milliers de mariages furent dissous et un plus grand nombre encore furent empêchés.

⁸² Rheinstrom, *op. cit.*, p. 42 et suivantes.

La castration fut pratiquée sur des milliers de personnes, en particulier sur les « criminels » et les « malades mentaux » ; Loewenstein évalue à plus de 500 000 le nombre de personnes stérilisées et à 3 000 000 le nombre de celles « en traitement » ⁸³. Ces chiffres ne comprennent que les stérilisations « légales » ; en réalité elles sont beaucoup plus élevées.

Deux conclusions générales se dégagent de ces mesures négatives d'eugénisme : en premier lieu, à cause de l'imprécision des catégories qu'elles établissaient et du rôle important attribué au médecin, elles ouvraient l'accès à l'arbitraire : par exemple, rien n'empêchait un médecin de considérer un ennemi politique du régime comme un fou ou un Juif comme un criminel. Il est à remarquer qu'aucune loi ne prévoyait de sanctions contre les personnes qui auraient cherché à pratiquer injustement la stérilisation. En second lieu, les expériences médicales qui furent pratiquées dans les camps de concentration ne constituaient, en dernière analyse, qu'un prolongement de cette législation.

Le Troisième-Reich introduisit en outre certaines mesures positives d'eugénisme en vue de provoquer la naissance de sujets spécialement riches du point de vue racial. Il entreprit la fondation d'une institution de secours à la mère et à l'enfant (Hilfsverk « Mutter und Kind ») dont le but était de permettre aux jeunes filles enceintes d'une saine constitution raciale d'accoucher dans des conditions idéales. Plus de soixante hommes étaient à la disposition de ces filles appelées « épouses de Hitler ». Durant la guerre, les soldats allemands qui avaient eu des enfants de Hollandaises ou de Norvégiennes bénéficiaient de permissions spéciales et l'association « fontaine de vie » (Labensborn) se chargeait du soin de leurs enfants. À Hellenowa, en Pologne, des jeunes gens allemands et des jeunes filles polonaises, sur lesquels on avait pratiqué une analyse sérologique, furent placés dans un camp spécial « pour l'amélioration de la race » dirigé par des médecins eugénistes. Les enfants ainsi obtenus, produits d'une rare qualité raciale, étaient aussitôt remis au Reich qui s'engageait à leur donner une éducation conforme à leur « caractère » racial. La fin du Troisième-Reich entraîna la disparition des enfants nés conformément aux connaissances et aux méthodes d'eugénisme du national-socialisme; aussi n'est-il pas possible d'en apprécier les résultats.

⁸³ Loewenstein, H. *Hitler's Germany*, p. 106.

Afin d'assurer aux enfants une éducation conforme à la conception national-socialiste, le Troisième-Reich introduisit une législation spéciale destinée à les enlever aux parents « qui ne fournissent pas des garanties nécessaires quant à l'éducation politique de leurs enfants » ⁸⁴. La principale de ces lois, celle du premier décembre 1936, complète la loi sur le bien-être de la jeunesse du 9 juillet 1922. Le paragraphe 1 déclare que chaque enfant allemand a le droit de recevoir l'éducation nécessaire à son développement physique, mental et social. Ainsi, des parents appartenant à l'organisation des « scrutateurs sérieux de la Bible » (Ernste Bibelforscher) sont privés de la garde de leurs enfants. Dans les cas de divorce, le tribunal est libre de confier la garde des enfants à sa discrétion. En vertu de la loi du premier décembre 1936, « tous les enfants allemands appartiennent de plein droit à la jeunesse hitlérienne » ⁸⁵. L'éducation des enfants fut de plus en plus enlevée aux parents pour être confiés au parti et au Reich, garants de la conception national-socialiste.

L'article 19 du programme de 1920 déclarait : « Nous demandons que le droit romain, qui est au service de l'ordre mondial matérialiste, soit remplacé par un droit conforme à la communauté germanique ». Conformément à l'intention du programme, l'idéologie national-socialiste a exercé une influence concrète considérable non seulement sur la conception du droit mais encore sur les règles juridiques et sur la pratique du droit, donc, sur la vie quotidienne des Allemands.

⁸⁴ Rheinstrom, *op. cit.*, p. 51.

⁸⁵ *Ibid.*

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

Chapitre III

Le National-Socialisme et la Religion

[Retour à la table des matières](#)

La révolution allemande du vingtième siècle a sa source spirituelle dans la persistance du rêve d'une religion conforme au caractère ineffable de l'âme allemande unifiant le Volk et le Reich dans une même Église. Depuis un millénaire, ce rêve n'a cessé de vivre et de disputer la conscience allemande aux formes chrétiennes. Dans le national-socialisme, le rêve est devenu réalité.

Le Weltanschauung national-socialiste, en effet, se fonde spirituellement dans l'immortel sentiment religieux du peuple allemand : « Le peuple allemand, écrit Bergmann, possède sa religion qui jaillit comme une eau vivante de sa propre perception, de son sentiment et de sa pensée et qui puise sa racine dans son espèce. Nous l'appelons la religion allemande (Deutschreligion) ou la religion du peuple allemand et nous entendons par là une foi allemande (Deutschglaube) exprimant les particularités et l'intégrité de notre race » ⁸⁶. « La religion et la race, dit Hans Schemm, appartiennent l'une à l'autre. L'homme allemand peut assimiler la foi et la pensée religieuses seulement à travers un esprit allemand et selon un mo-

⁸⁶ Bergmann, Ernst, *Die Thesen der Deutschreligion*, Leipzig, 1933, p. 9.

de allemand, Nous ne devons pas penser pouvoir rejoindre Dieu autrement que par notre Volk... Chaque fois que s'élève la protestation de notre sang nous agissons d'une façon immorale même si d'autres s'efforcent de prouver la moralité de cet acte » ⁸⁷. « Notre Volk, affirme encore Bergmann, doit avoir une religion appropriée à sa nature, de sorte que la formule : un Volk, une Foi, un Dieu, une Église (Deutschkirche), puisse acquérir de la validité » ⁸⁸. La Weltanschauung national-socialiste ne fait pas qu'inclure en elle-même l'aptitude religieuse des Allemands, elle en révèle aussi l'objet : le Volk. La divinité, en effet, ne se manifeste pas par l'essence raciale nationale (Gottestum im Volkstum) ⁸⁹. Le Volk est divin : « Je crois en notre divinité ; alors que des millions d'Allemands se groupent autour d'un Fuehrer, je sais que Dieu n'existe que dans la force de notre sang » ⁹⁰.

Face à la religion tribale nouvellement proclamée, religion qui trouvait des résonances profondes dans le peuple allemand, se dressaient les Églises chrétiennes traditionnelles, cristallisées dans les institutions religieuses et exerçant une forte emprise sur la population. Lors du recensement de 1925, 97,6 % de la population allemande se donnèrent comme appartenant à une confession religieuse : protestante (luthérienne et évangélique), 63,3 % ; catholique romaine, 33,4 % ; hébraïque, 0,9 %. Le statut des diverses confessions demeurait, comme au cours de toute l'histoire, très complexe. La République avait cherché à opérer la séparation des Églises et de l'État. L'article 137 de la constitution reconnaissait la complète indépendance administrative des Églises, qui devenaient ainsi des corporations privées. Mais cette séparation s'était avérée impossible dans plusieurs domaines, en particulier dans le domaine de l'éducation : à cause du nombre insuffisant d'écoles libres, les écoles laïques continuèrent de dispenser l'enseignement religieux à tous les enfants excepté à ceux dont les parents s'y opposaient expressément. Habituees de recevoir des subsides de l'État, les confessions demandèrent le maintien de ces prestations. Ayant acquiescé à leur demande, L'État républicain continua de percevoir la taxe d'Église traditionnellement prélevée sur tous les Allemands à l'exception de ceux qui déclaraient avoir abandonné leur Église.

⁸⁷ Cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 264.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 248

⁸⁹ Schwarz, H., cité par Kolnai, *op. cit.*, p.264

⁹⁰ *Profession de Foi* du mouvement « Voelkische Aktion » en février 1937.

Même alors, la situation des Églises protestantes était mauvaise. La proportion des pratiquants par rapport au nombre total des adeptes était relativement faible. Mais on insiste trop, en général, sur ce fait qui peut être un symptôme d'indifférence religieuse surtout s'il s'agit du catholicisme romain, mais qui n'est pas un critère valable de l'influence sociale d'une religion. Or, presque totalement privées du soutien de l'État, les confessions protestantes à cause même d'une doctrine qui proclamait l'indifférence du chrétien à l'égard des conditions terrestres d'existence, se trouvaient démunies d'organisations au moyen desquelles elles auraient pu exercer une action efficace sur les fidèles et sur l'orientation sociale et politique de la nation. Sans parti politique pour les représenter, sans syndicat pour les grouper, sans mouvements autres que des groupements exclusivement religieux, les deux-tiers de la population allemande allaient traverser la période la plus difficile que leur pays eût connue, privés de toute direction, à être amenés, pour un grand nombre d'entre eux, à chercher ailleurs des cadres de vie qu'ils ne trouvaient pas dans leur Église.

Bien différente était la situation de l'Église catholique romaine. Officiellement reconnue, même en Prusse où les Hohenzollern calvinistes furent « Summi Episcopi » de l'Église luthérienne de 1613 à 1817, alors que Frédéric-Guillaume III mit fin à cette anomalie en groupant luthériens et calvinistes dans une seule Église (évangélique), l'Église catholique fut traditionnellement l'objet d'une persécution officielle latente. Le « Kulturkampf » non seulement marquait le point culminant de la lutte contre l'Église et l'État mais encore, derrière les conflits ecclésiastiques toujours renaissants, introduisait un nouveau motif d'opposition : face au catholicisme universel, il proclamait la pseudo-religion du pangermanisme. C'est de cette dure lutte que date la puissante organisation sociale de l'Église catholique en Allemagne, organisation qui joua un si grand rôle durant la période d'après-guerre pour finalement être changée par Rome contre un concordat avec le Troisième-Reich. Dans l'après-guerre, l'Église catholique allemande, au sein de laquelle survivait l'esprit des sociétés plus fondées durant la révolution libérale de 1848, mit toute son organisation et son énergie au service de l'idéal républicain. Le grand parti, le centre, fut le plus ferme pilier de la République ; les syndicats chrétiens, groupant 500 000 ouvriers industriels en grande majorité catholiques, joignirent leur efforts aux syndicats social-démocratiques en vue d'empêcher la classe ouvrière de céder à la pression intense des communistes ou des réactionnaires ;

la ligue des jeunes gens (300 000), la ligue des jeunes filles (600 000), la société féminine (250 000), les clubs des mères (500 000), les clubs ouvriers (300 000), les diverses sociétés culturelles (2 000 000) et la célèbre union du Volk (Volksverein – fondée en 1890 et groupant, durant la période weimarienne, plus de 500 000 membres) jouèrent un rôle important dans la lutte pour prévenir une révolution nationale, pour créer la communauté nationale et pour défendre l'ordre social chrétien ⁹¹. La puissance de l'organisation sociale de l'Église catholique allemande, jointe à une cohésion doctrinale absolue et à sa relation à une confession universelle dont le prestige était grand, faisant de cette Église une force qu'une idéologie totalitaire devrait ou se concilier ou détruire.

Quand un mouvement affronte une force cristallisée, il lui faut nécessairement tenir compte du principe de réalité dans la lutte qu'il entend livrer contre elle. Il ne doit pas seulement l'attaquer sous sa modalité objective mais d'abord et avant tout sous sa modalité mentale d'existence. Il s'agit de diminuer l'emprise de cette force sur les structures mentales des hommes afin d'être en mesure de l'atteindre dans ses institutions sans exposer le régime au risque d'un soulèvement populaire. Dans le combat pour la domination des esprits, le régime recourt à diverses manœuvres tactiques qui voilent l'objectif stratégique et qui visent à la destruction progressive de la forme mentale adverse.

L'analyse de l'idéologie national-socialiste ne laisse subsister aucun doute sur l'objectif stratégique spirituel du national-socialisme : il s'agissait de substituer au christianisme universel une religion tribale fondée sur la race et aux Églises existantes une seule Église, l'Église du Reich. Renoncer à cet objectif aurait conduit l'idéologie à n'être plus qu'une mystification vide de substance. Cependant, afin de ne pas heurter des sentiments sociaux forts associés aux valeurs chrétiennes, les idéologues national-socialistes voilèrent leur objectif final en réintroduisant la conception d'un « christianisme positif » et en établissant une distinction spécieuse entre religion et confession. L'article 24 du programme officiel du parti qui résume en quelques lignes la position religieuse du national-socialiste constitue un chef-d'œuvre d'ambiguïté. À l'intérieur de la position générale s'exprimèrent plusieurs nuances dues aux modalités particulières de l'intériorisation individuelle de l'idéologie et du tempérament de chacun. En général, ces nuances

⁹¹ Kosok, *op. cit.*, p. 198 et suivantes.

s'échelonnèrent entre les conceptions en général assez primitives de Hitler et les théories abstraites de Rosenberg.

La distribution entre religion et confession religieuse visait à provoquer l'hésitation et la confusion chez les adversaires sur les intentions précises du national-socialisme. Tout en maintenant que l'idéologie totalitaire doit régner souverainement sur les esprits, la distinction permettait en principe la coexistence des Églises et du national-socialisme, pour autant que les premières respecteraient la nouvelle conception du monde. Dans un discours prononcé le 6 septembre 1938, Hitler déclarait : « Notre mouvement est exclusivement le culte du naturel et, pour cette raison, parce que naturel, voulu par Dieu. Notre humilité est la soumission inconditionnée devant les lois divines de l'existence dans la mesure où elles nous sont connues à nous, hommes. À ces lois, nous donnons notre adhésion. Notre commandement est l'accomplissement rigoureux des devoirs découlant de ces lois. Mais pour les rites religieux, ce n'est pas nous qui avons autorité, ce sont les Églises. Si quelqu'un croit que notre tâche ne lui suffit pas, qu'elle ne correspond pas à ses convictions, qu'il prouve que Dieu veut se servir de lui pour changer les choses pour le mieux. Dans aucune circonstances le national-socialisme ne peut donner à l'Allemagne d'autres tâches que celles qui sont en harmonie avec notre conception du monde ».

Puisque le national-socialisme se fonde sur l'ordre naturel voulu par Dieux, les confessions religieuses ne peuvent être tolérées que si elles respectent cet ordre, c'est-à-dire si elles concilient leurs dogmes et leur éthique avec la nouvelle conception du monde. Dans un discours radiodiffusé, le 22 juillet 1933, Hitler, exprimant ses vues sur le concordat, déclarait : « Le national-socialisme est déterminé à placer les Églises chrétiennes sous la protection de l'État. En ce qui les concerne les Églises ne peuvent pas douter un instant qu'elles ont besoin de la protection de l'État et que c'est seulement par l'État qu'elles peuvent remplir leur mission religieuse. De fait, les Églises demandent de l'état une telle protection. D'autre part, en considération de cette protection, l'État doit exiger des Églises qu'elles lui donnent le support dont il a besoin pour assurer sa permanence ». Le 25 juillet 1934, Goebbels, reprenant le même thème. Disait que le Troisième-Reich était prêt à protéger les confessions religieuses pourvu que celles-ci « reconnaissent que le national-socialisme n'en est pas moins une religion qui a passé par les pires épreuves et que les Églises doivent respecter à leur tour ». « Dieu,

écrit le ministre national-socialiste des affaires ecclésiastiques Hans Kerrl, a fixé la tâche du national-socialisme ; c'est notre devoir de former la nation de façon à ce qu'elle puisse accomplir cette tâche et (les Églises) peuvent suivre, sans hésitation. Elles n'ont pas à craindre d'être persécutées par nous si elle ne nous font pas obstacle » ⁹². Seules peuvent être reconnues et protégées, disait Rosenberg le 22 février 1936 dans un discours radiodiffusé, les religions qui ne contredisent pas les valeurs germaniques. Quand un national-socialiste endosse sa chemise brune, il devient un soldat de Hitler, sa religion est sa foi dans son Fuehrer. Nous, national-socialistes, devons refuser de tolérer la subordination de l'histoire allemande et de la majesté germanique à la soi-disant religion ». Selon le professeur H. Schwarz. Le Mouvement de la foi allemande pose la véritable question « Jusqu'à quel point le christianisme est-il en accord, jusqu'à quel point est-il en désaccord avec notre espèce » ⁹³ ? Or, la perspective national-socialiste étant considérée la seule vraie, il appartenait aux national-socialistes d'en juger.

Les Églises chrétiennes, affirmaient les théoriciens religieux du national-socialiste, ne sauraient être considérées comme apportant un message conforme aux aspirations religieuses du peuple allemand. Cette attaque, renouvelée à une époque où le christianisme traversait en Allemagne une crise morale profonde, était susceptible d'avoir des effets considérables. Les grands thèmes de Nietzsche furent reproduits : le christianisme enseigne la morale des esclaves ; il ne vise pas à vaincre la peur ni s'anxiété, mais proclame le salut des doux, des faibles et des soumis. « Une telle religion, dit Bergmann, ne peut convenir aux Allemands, qui, comme toutes les races à prédominance nordique, ont, face aux problèmes du monde, une attitude d'hommes et de héros, les considèrent avec audace et cherchent à les dominer ». À la religion qui se consacre au salut des faibles, il faut substituer une religion qui promet un ennoblissement de l'homme : « ...la religion allemande, continue Bergmann, en contraste avec la religion ascétique chrétienne de renoncement au monde, est une religion de la nature et de la vie, de l'action et de la volonté, de l'effort et de la perfection...une telle religion ouvre une époque qui se consacrera au sang, au sol et au foyer, qui se souciera du corps et le formera et qui s'en remettra à l'air, au vent et au soleil » ⁹⁴. La religion chrétienne pro-

⁹² Kerrl, Hans. *Religion und Weltanschauung*, Berlin, 1937

⁹³ Bergmann, *Die 25 Thesen...*, p. 16.

⁹⁴ Bergmann, *Die 25 Thesen...*, p. 16.

fesse le culte de la faiblesse parce qu'elle a sa source dans l'âme esclave juive. Le recours à cet argument avait pour objectif d'opposer l'un à l'autre deux sentiments sociaux forts : le christianisme et l'antisémitisme. L'argument lui-même était bien connu depuis plusieurs décades. Il a son origine dans le racisme pan-germaniste. Tout l'Ancien-Testament et l'ensemble du christianisme depuis Saint-Paul doit être rejeté par les Allemands comme étrangers à leur substance. Quant au Christ, la majorité des exégètes racistes croient avoir prouvé qu'il n'était pas juif mais aryen : le Christ devenait ainsi un grand héros germanique. Par conséquent, en usant de prudence et de discernement, il était possible de demeurer chrétien tout en n'étant pas ennemi de l'âme allemande (Undeutsch). Certains national-socialistes, pour enlever toute possibilité de confusion entre le Christ judaïsé et le véritable Christ aryen, ont germanisé le nom du Christ qu'ils écrivaient « Krist ». En réalité, le but de l'aryanisation du Christ était de rendre théoriquement possible la coexistence d'un certain christianisme au sein de l'idéologie totalitaire afin d'empêcher le déchaînement d'un conflit qui aurait pu tourner au désavantage du national-socialisme. Seuls certains idéologues, tel Bergmann, se sont, à certains moments, déclarés adversaires du Christ pour des motifs raciaux : « Notre religion, écrivait-il en 1933, n'est plus celle du Christ-Dieu international qui n'a pu empêcher Versailles, notre religion est ce qui grandit en nous. Le grand désir sacré et brûlant d'effacer mille ans de tristesse allemande et d'en finir avec les péchés des Juifs » ⁹⁵.

La très grande majorité des national-socialistes qui ont abordé la question religieuse ont évité de prendre une attitude aussi franchement négative à l'égard du Christ. La revendication, par plusieurs, du caractère aryen du Christ révèle l'étendue de la malhonnêteté intellectuelle de la mentalité national-socialiste. Cependant, en permettant de désigner la religion germanique sous le nom de « christianisme positif », cette revendication eut une portée psychologique considérable.

Phénomène international et juif, le christianisme est la cause principale de la plus grande menace actuelle pour l'intégrité de l'âme allemande et pour le mode de vie germanique : « Le christianisme, en tant que première internationale, doit être tenu responsable de bolchévisme, le gardien d'un millénaire qui va se clore. Son rôle a été de parfaire l'égalisation de tous les êtres humains sans respect pour

⁹⁵ Ibid., p. 21.

la race ou le sang. Lorsque la totalité de la vie nationale sera reconstruite, et que la politique, l'économique, la culture connaîtront un nouveau développement, alors le vie religieuse en Allemagne ne pourra plus être dominée par une Bible juive »⁹⁶. En développant cet argument, on cherchait à opposer au christianisme un sentiment social très fort en Allemagne au cours de cette période : l'anticommunisme. Il est intéressant de rapprocher cet argument d'un motif puissant de propagande lequel faisait du national-socialisme le leur rempart contre le communisme, donc le serveur de l'ordre chrétien dans le monde. L'argument idéologique et le motif de propagande contribuèrent fortement à désarmer la résistance des forces chrétiennes. Trop enracinée dans la tradition chrétienne pour abandonner le christianisme en si peu d'années, la majorité de la population adulte allemande, voyant son salut comme peuple dans le national-socialisme, chercha une formule qui pût concilier l'exigence chrétienne avec l'exigence idéologique. La formule adéquate fut proposée par les théoriciens national-socialistes eux-mêmes et par un grand nombre de chrétiens : la coexistence dans la conscience des deux modalités religieuses.

Cette formule doit être considérée comme l'arme tactique la plus redoutable, qu'utilisèrent les théoriciens du national-socialisme. Comme principe d'existence, elle signifiait la substitution progressive, dans la conscience, de la modalité chrétienne par la modalité idéologique totalitaire.

Deux motifs principaux alimentaient la haine des théoriciens national-socialistes envers le christianisme : le premier était d'ordre politique; le second, d'ordre idéologique.

Un grief, depuis longtemps formulé en Allemagne contre le christianisme – grief repris et utilisé avec succès par le national-socialisme – est qu'il a échoué à fournir la base charismatique qui aurait permis de conserver et de parfaire l'unité spirituelle et politique allemande. Pendant plus d'un millénaire, affirment les idéologues national-socialistes, le christianisme s'est plutôt attaché à désintégrer les forces allemandes et à détruire l'âme germanique. Maintenant que, pour la première fois au cours de son histoire tourmentée, l'Allemagne est enfin sur le point de réaliser cette unité, il est à craindre que le christianisme s'exerce une contre-influence désastreuse : il faut veiller à ce que ce malheur ne se produise

⁹⁶ Knauth Gottgläubiges Volk, cité par McGovern, op. cit.

pas. Le 27 août 1933, Hitler déclarait à Godesberg : « L'unité des Allemands doit être garantie par une nouvelle conception du monde puisque le christianisme, sous sa forme actuelle, n'est plus à la hauteur des exigences qu'il faut maintenant imposer aux éléments qui assurent l'unité allemande ».

Alors que l'idéologie national-socialiste a pu assimiler, en les reformulant, un grand nombre d'idées et de traditions qu'elle trouvait déjà cristallisées dans les structures objectives, le christianisme se présentait à elle comme une conception du monde intégrale et diamétralement opposée à sa propre Weltanschauung. Tandis que le christianisme, réduit à la défensive et désarmé, devrait lier désespérément son existence aux espoirs faux et trompeurs qu'une tactique habile de l'ennemi lui laissait entrevoir, le national-socialiste, pour sa part, pouvait, en certaines occasions, formuler le but final vers lequel il se dirigeait. « Le christianisme et la religion, écrit Bergmann, ne sont pas la même chose comme plusieurs l'imaginent. Au contraire, religion et christianisme sont, aujourd'hui, souvent en conflit. Il existe beaucoup de pieux Allemands qui abandonnent maintenant l'Église chrétienne, non seulement parce qu'ils doivent y entendre des sermons sur Sion et Salem, sur le fils de David et la postérité d'Abraham, mais parce qu'ils n'y trouvent pas ce qu'ils entendent par religion... Là où s'arrête le christianisme, commence la religion. La croyance en un Dieu personnel, en la révélation et au salut est de la superstition, non de la religion. L'homme biologiquement éduqué cherche la réponse à ses problèmes moraux et religieux dans le cosmos, dans la nature et dans le monde de la réalité, dans le sang et le sol, le Volk et le foyer, la nation et la patrie »⁹⁷. « Le christianisme, dit Knauth, est le débris d'une culture périmée et mourante et il constitue, en conséquence, une obstacle majeur à la formation d'un nouveau millénaire. Il doit être éliminé et à sa place doit se substituer un Dieu non confessionnel dont l'essence réside dans l'État »⁹⁸. Prenant la parole dans la ville catholique de Saarbrueck en janvier 1935, Spaniol révélait, en termes non équivoques, l'objectif final du national-socialisme : « Je ne crois pas que les Églises continueront d'exister sous leur forme actuelle. Dans l'avenir, la religion s'appellera national-socialisme. Son prophète, son pape, son Jésus-Christ s'appelleront Adolf Hitler ». Au même moment, dans une proportion de 90 %, les Sarrois votaient pour l'annexion au grand Reich allemand.

⁹⁷ Bergmann, *Die 25 Thesen...*, p. 19, 20, 21.

⁹⁸ Knauth, *op. cit.*, cité par McGovern, *op. cit.*

L'ère national-socialiste marqua la reprise de la guerre de religion. Une nouvelle réforme était en cours. Son objectif véritable n'était plus, comme au seizième siècle, de fusionner les sources chrétiennes avec les sources germaniques. Dans la guerre sainte du vingtième siècle comme au cours de celle du seizième siècle, les paysans, véritables héritiers des Germains antiques, marcheront les premiers au combat. Sous la croûte chrétienne superficielle qui engluait leur conscience, ils retrouveront, encore vivante et jeune, la mythologie sacrée de leurs ancêtres, cette mythologie héroïque et créatrice des plus hautes inspirations qu'aient connues l'esprit et le cœur de l'Aryen. Des expositions agricoles furent organisées, sous la direction de Darré, où des sections spéciales, visitées par des foules énormes, s'attachèrent à faire revivre les anciennes croyances et coutumes. Des tableaux représentaient des scènes de la lutte des paysans contre l'Église, d'autres tableaux reproduisaient à leur façon l'offensive impitoyable et sanglante de l'Église, moyenâgeuse contre la mythologie germanique et les libertés paysannes » ⁹⁹.

Dans leur lutte contre les valeurs chrétiennes, les théoriciens de l'idéologie national-socialiste cherchèrent à provoquer un conflit de conscience en présentant le christianisme et le germanisme comme des formes antithétiques d'existence. Pour comprendre l'ampleur tragique du choix que le collectif organisé imposait aux Allemands, il faut rappeler que les conditions d'après-guerre avaient provoqué l'éruption de formes aiguës de nationalisme. L'art raffiné de la tactique national-socialiste avait réussi à placer la population devant un cruel conflit d'allégeance : ou bien le christianisme présenté, non sans certaines justifications apparentes, comme étranger à l'âme allemande, ou bien la religion germanique qui redonnerait aux Allemands leur vigueur passée et leur permettrait de réaliser enfin l'universalité du Reich éternel, spirituel et politique.

L'allégeance germanique liait par tant de racines indestructibles la conscience allemande, elle signifiait la promesse de la réalisation de tant d'espairs nourris depuis des siècles, que la majorité des Allemands permirent à l'idéologie national-socialiste d'imprégner de plus en plus leurs structures mentales. Aux dernières élections libres du 5 mars 1933, sur 112 millions de catholiques aptes à voter, seu-

⁹⁹ Vermeil, Edmond, *Hitler et le Christianisme*, Gallimard, 1939, p. 52.

lement 5 millions et demi déposèrent leur bulletin ¹⁰⁰. Les annexions de la Sarre, de l'Autriche, du pays des Sudètes – populations en grande proportion catholique – se firent avec la collaboration d'un grand nombre de chrétiens parmi lesquels se trouvaient des évêques, des ecclésiastiques et des pasteurs éminents. L'opposition héroïque de beaucoup de chrétiens ne doit pas faire oublier que pour n'avoir pu choisir lorsqu'il était temps, le grand nombre dut conduit à poser sur le plan de l'existence, une option qui révélait d'une façon tragique la détresse chrétienne suscitée par le national-socialisme dans les pays germaniques.

En même temps qu'il cherchait à miner l'influence chrétienne sur les esprits, le national-socialisme se portait à l'attaque des Églises et des institutions chrétiennes. Quoique beaucoup moins dangereuse en elle-même que l'atteinte directe à la substance spirituelle du christianisme, la persécution religieuse était nécessaire dans la mesure où les institutions ecclésiastiques résisteraient à l'emprise de l'idéologie totalitaire. Les procédés et l'intensité de cette persécution varièrent grandement, non seulement au cours des phases de la lutte, mais aussi selon qu'il s'agissait des Églises protestantes ou de l'Église catholique.

Pour apprécier les relations des Églises protestantes avec le national-socialisme, il faut retenir, outre l'absence de cohésion ecclésiastique et doctrinale de ces Églises, que les liens étroits qui les unissaient traditionnellement à l'État constituaient pour elles leur principales attaches terrestres. La doctrine politique de Luther abandonnait à l'État la vie extérieure, proprement sociale et organisée, du chrétien. Quelque que soit sa modalité terrestre d'existence, écrivait Luther dans ses *Traité sur les Libertés Chrétiennes*, le chrétien a toujours la possibilité de l'obligation de conserver sa liberté intérieure. Par contre, la soumission extérieure à l'autorité civile constitue un devoir absolu puisque Dieu a institué l'autorité pour réprimer les penchants naturellement mauvais de l'homme. Par cette doctrine, Luther abandonnait les paysans et les serfs entre les mains des princes et ils développaient chez les fidèles une attitude de soumission totale à l'État.

La conception républicaine et démocratique de l'État, non seulement contredisait celle de Luther, mais encore entraînait la confusion chez un grand nombre de luthériens sur la nature de l'obligation morale qui les liait à l'Ordre républicain. Puisque l'État ne représentait plus le type conforme à la conception luthérienne,

¹⁰⁰ Vermeil, *Hitler et le Christianisme*, op. cit., p. 60.

l'obligation de se soumettre à l'autorité établie subsistait-elle? A ce problème s'ajoutait un grave malaise au sein des Églises. Celles-ci devaient s'ajuster à la situation nouvelle. L'État, refusant de jouer le rôle que lui avait assigné Luther, il leur fallait combler elles-mêmes le vide ainsi créé en développant les cadres sociaux de la vie chrétienne. En d'autres termes, la nouvelle conception de l'État impliquait la révision de la conception luthérienne d'Église. L'incapacité de résoudre le problème de la relation de l'Église et de l'État dans la situation nouvelle et de guérir le malaise qui résultait de la condition sociale des Églises explique l'adhésion au national-socialisme non seulement de la majorité des fidèles, mais encore des Églises avant même l'instauration du Troisième-Reich.

On attribue généralement la faible opposition luthérienne au national-socialisme à la longue habitude due à la doctrine luthérienne, de soumission à l'autorité établie. Mais alors, comment expliquer l'indifférence générale, et dans de nombreux cas, l'hostilité, envers l'état weimarien? Ici, comme ailleurs, il faut tenir compte de la situation pour comprendre la manière dont l'influence des principes s'exerce dans la réalité. Alors que l'État républicain signifiait pour les Églises protestantes la fin d'une ère relativement facile et le début d'une époque qui laissait présager de nombreuses difficultés et des responsabilités accrues, elles virent dans le national-socialisme un mouvement politique qui, en réintroduisant la conception autoritaire de l'État, leur redonnerait la stabilité et la sécurité. En d'autres termes, en s'abandonnant au national-socialisme, la plupart des Églises, à l'origine, étaient moins inspirées par une conviction idéologique que par le désir de voir rétablir une situation favorable à leurs intérêts. Les mêmes motifs qui influencèrent les luthériens allemands avant 1933 jouèrent aussi en 1938 dans le cas des luthériens autrichiens qui, en outre, avaient à supporter un traitement discriminatoire de la part de l'énorme majorité catholique. Les Églises oubliaient malheureusement que le national-socialisme ne pouvait plus reconnaître et protéger qu'une seule Église : celle du Reich germanique.

C'est non par désespoir ou par contrainte mais librement et sous l'impulsion d'une grande espérance que tant de fidèles, de pasteurs et de théologiens cherchèrent, à partir de 1930, une alliance avec le national-socialisme. Luther n'était-il pas lui-même un Allemand qui, impatient de secouer le joug romain, avait voulu dégager le christianisme de l'emprise du latinisme pour le ramener à ses origines germaniques ? N'avait-il pas subi fortement l'influence du maître Eckhart que

Rosenberg a célébré comme un véritable mystique chrétien germanique ? Sans doute, le souffle luthérien s'était refroidi depuis lors au sein de l'Église. Et Luther n'avait pas connu la nouvelle révélation du Volk. Il revenait aux théologiens du vingtième siècle de rendre l'esprit chrétien conforme à cette révélation. Ainsi inspirés par elle, ils pouvaient espérer contribuer à l'instauration du Troisième-Reich et mettre à son service, quand son règne serait établi, la religion et l'Église dont il aurait besoin. Seul un groupe d'orthodoxes, qui devaient par la suite se regrouper sous le nom d'« Église de la confession » (Bekenntniskirche), refusèrent cette transformation du christianisme universel en religion tribale.

Les trois principaux mouvements qui surgirent entre 1930 et 1933 de cette orientation furent ¹⁰¹ : les Chrétiens Allemands ; le Mouvement de la Foi Allemande fondé par les professeurs Hauer et Bergmann ; l'Alliance néo-païenne dirigée par le général Ludendorff et ensuite par sa femme Mathilde. Alors que l'Alliance néo-païenne, qui exprimait un retour radical à l'adoration des divinités tribales nordiques, ne groupa jamais qu'un petit nombre d'adeptes recrutés surtout parmi le caste aristocratique, les deux premiers mouvements exercèrent une influence profonde.

Le mouvement de la Foi Allemande réunit les plus fanatiques partisans du national-socialisme parmi les luthériens. En général, les vues religieuses de ce mouvement étaient assez conformes à celles exposées par Rosenberg. Le Crédo du Mouvement de la Foi Allemande, formulé par Bergmann en 1934, comprenait 25 articles dont voici les principaux : « Nous croyons à la lutte éternelle entre la puissance de la création et la puissance de la destruction sur la terre et dans l'univers (art. 1). Nous croyons au mouvement divin éternel conformément aux lois éternelles de la race, du sang et du sol (art. 2). Nous croyons à l'unité du sang et de l'âme dans tous les êtres (art. 3). Nous croyons et confessons que le sens de notre vie s'exprime dans la réalisation de la puissance divine de la race nordique qui réside en nous (art. 7). Nous croyons en l'immortalité de l'Homme nordique, dans la perpétuation de son espèce et en l'âme éternelle nordique comme incarnant la puissance divine sur la terre et dans l'univers (art. 9). La loi morale exige la lutte pour la préservation, le progrès et l'unification des races nordiques sur la terre (art. 10). Au culte chrétien d'un Dieu personnel, ce mouvement substitua

¹⁰¹ Voir : Klagges, Dietrich, *Heldischen Glaube*, Leipsig, 1934

celui de l'énergie raciale. Groupant surtout des intellectuels, il ne réussit pas, en dépit de ses efforts, à atteindre les masses. Dans les écrits de Jakob Wilhem Hauer, en particulier, transparaît le mysticisme piétiste de ce mouvement : « Nous aimons avec tendresse et honorons avec une foi profonde notre sans et notre territoire, notre terre et notre patrie, l'histoire de notre nation et ses batailles; car, par eux, Dieu entre d'une façon corporelle et immédiate en relation avec nous. Ce n'est pas seulement dans des pays éloignés qu'une révélation s'est produite; nous sommes au milieu d'une telle révélation » ¹⁰².

Les Chrétiens Allemands constituaient le groupe le plus modéré et le plus imposant. En général, les conceptions religieuses de ce groupe étaient comme celles exposées dans « Mein Kampf ». très confuses. Elles traduisaient la volonté de concilier la foi en un Dieu personnel avec la foi raciale nouvelle. Bien que, dans la nouvelle conception du « christianisme positif », Dieu demeure l'objet ultime de la religion, le national-socialisme fournit les éléments d'un culte nouveau : Hitler, nouvelle incarnation du Christ, ce Héros aryen, devient médiateur entre les hommes et Dieu; la croix gammée dispute à la croix latine la dignité de signe des chrétiens; la célébration du sang nordique celui du sans du Christ.

Conformément à leur intention profonde, les Chrétiens Allemands, auxquels se joignirent certains éléments du Mouvement de la Foi Allemande, cherchèrent des 1933 à devenir la confession officielle du Troisième-Reich. Le nouveau régime accepta d'abord cette alliance qui favorisait des objectifs immédiats. En juillet 1933, une nouvelle constitution ecclésiastique fut établie. Cette constitution prévoyait, pour la première fois dans l'histoire allemande, la nomination d'un évêque du Reich et la formation d'un ministère des Affaires ecclésiastiques. Elle établissait, conformément à l'esprit du national-socialisme, le « Fuehrerprinzip » comme mode d'organisation à l'intérieur des Églises. Le pasteur Ludwig Mueller, aumônier de la circonscription militaire de Koenigsberg et chef des Chrétiens Allemands de la Prusse orientale, grand admirateur de Hitler, fut nommé évêque du Reich. Un des premiers gestes de Mueller fut de sanctionner, à la suite de conversations avec Raldur von Schirach, tenues en décembre 1933, l'incorporation pour toutes fins pratiques de la jeunesse protestante dans la jeunesse hitlérienne ¹⁰³.

¹⁰² Hauer, Wilhelm, *Deutsche Gottschau, Grundeuege eines deutschen Glaubens*, Stuttgart 1935, p. 65.

¹⁰³ Von Schirach, Baldur, *Die Hitler-Jugend*, op. cit., p. 38 et suivantes.

L'État protégea deux ans environ cette tentative d'établissement de religion officielle. Mais les vexations auxquelles Mueller et son conseiller juridique Jaeger soumirent les Églises furent tellement odieuses qu'elles inquiétèrent les Chrétiens Allemands eux-mêmes. En 1935, sans un mot d'explication, Hitler annonça la fin de cette expérience. Puisque les Églises ne pouvaient se mettre d'accord sur une religion nationale, l'État allait recourir à de nombreux procédés pour opérer la synchronisation religieuse. La dictature étant fermement consolidée à cette date, l'État, sous l'instigation du ministre des cultes Kerrl, introduisit diverses mesures auxquelles les Églises durent se soumettre

Cependant, la cristallisation religieuse du national-socialisme rencontra une opposition héroïque de la part du groupe évangélique orthodoxe de l'Église de la confession parmi lequel se trouvaient Karl Barth et le pasteur Niemoeller. Une persécution sournoise et systématique de l'Église de la confession débuta en 1937 pour continuer jusqu'à la fin du régime national-socialiste. Dans sa volonté de résister aux sollicitations d'une compromission qui lui aurait valu une vie facile et des honneurs, ce groupe fut conduit à approfondir la foi chrétienne et à rechercher la pureté évangélique primitive.

Le discrédit qui atteignit en 1935 les Chrétiens Allemands, dissipa le rêve chimérique que la majorité des protestants avaient entrevu. En dépit de compromissions telles qu'il ne subsistait presque plus, dans leur mentalité, d'éléments véritablement chrétiens, ils n'avaient pas réussi à devenir l'Église du Reich que le national-socialisme s'était donné pour mission d'instaurer. Le national-socialisme, lui, avait réussi à réduire les Églises à l'impuissance. Seuls quelques hommes, incapables il est vrai d'empêcher la cristallisation religieuse du national-socialisme, témoignaient encore par leur résistance opiniâtre de la survivance des valeurs chrétiennes, telles qu'affirmées par la tradition évangélique, au sein de l'ère de la nouvelle barbarie. Isolée et sans lien organique entre eux, le Troisième-Reich les persécutait l'un après l'autre, les forçait à s'expatrier ou les reléguait dans les camps de concentration. Déjà pour lui se précisaient les signes avant-coureurs de l'apocalypse raciale qui devait marquer le triomphe définitif de la révolution allemande.

Dans « Mein Kampf », Hitler confesse son admiration envers l'organisation de l'Église catholique. Certes, le « Fuehrerprinzip » n'est pas une copie du principe catholique d'autorité; le modèle original du « Fuehrerprinzip » se trouve, par

l'intermédiaire de l'État prussien, dans l'organisation de l'Ordre teutonique. Par là, l'Église catholique et le national-socialisme, du point de vue de leur mode d'organisation sociale, se rejoignent dans le moyen-âge. Les catholiques, à cause de la rigidité doctrinale de leur Église, furent beaucoup moins exposée que les chrétiens protestants à céder aux sollicitations spirituelles du national-socialisme. Par contre, un grand nombre, dont plusieurs évêques, subirent fortement quoique parfois d'une façon inconsciente, l'influence du « Fuehrerprinzip », ce qui permettait à la substance idéologique de s'introduire, par une voie indirecte, dans leur structure mentale religieuse. Telle fut l'origine véritable de la tendance, dans plusieurs milieux catholiques, à transformer en histoire « héroïque » l'histoire sainte, l'histoire de l'Église et la vie du Christ.

Le national-socialisme a pris naissance dans un État à prépondérance catholique. Même par la suite, il y eut toujours plusieurs catholiques parmi les théoriciens du mouvement. Si on ne peut considérer le national-socialisme comme issu de la substance catholique, on doit par contre reconnaître que, dans l'après-guerre, tous deux se rencontrèrent dans une commune revendication d'un ordre stable fondé sur le respect des valeurs sociales traditionnelles. Le spectre menaçant d'une révolution communiste qui bouleverserait le type d'ordre social à l'intérieur duquel le catholicisme avait, depuis des siècles, exercé son action, pour le remplacer par un nouvel ordre social inconciliable avec la propre avec la propre organisation interne de l'Église, contribua dans une large mesure à conduire beaucoup de catholiques vers le national-socialisme. Si, durant la période antérieure à 1933, il ne s'était parmi les catholiques allemands aucun mouvement massif vers le national-socialisme, celui-ci pouvait compter sur la collaboration, sinon la conspiration, d'une fraction de l'élite catholique qui semblait prête à engager l'Église dans la voie de la compromission.

Néanmoins, l'Église, par les nombreuses et puissantes institutions politiques et sociales qu'elle avait suscitées, fut la principale force adverse du national-socialisme. Son allégeance romaine, son caractère international, sa dogmatique, le protégèrent toujours contre une pénétration de l'intérieur par la substance idéologique. Aussi devint-elle la principale cible du national-socialisme. Sur le plan politique, le centre catholique, trahi par ses alliés qui avaient cédé à l'influence idéologique ou à la violence. Fut enfin terrorisé dans les premiers mois qui suivirent l'avènement du Troisième-Reich; sur le plan ecclésiastique, après avoir de-

puis 1930 sévi avec sévérité en condamnant certains livres national-socialistes, en excommuniant les catholiques passés au national-socialisme, en leur refusant la sépulture chrétienne, l'Église fut finalement réduite à la défensive et à une résistance d'autant plus difficile qu'elle était privée de beaucoup de ses moyens essentiels d'influence. De leur côté, les national-socialistes se préparaient à la tâche, qu'ils savaient devoir être difficile, de détruire l'institution catholique en Allemagne.

La seule protection qui reste bientôt à l'Église catholique d'Allemagne fut la charte juridique du concordat, élaborée durant l'été 1933, à laquelle von Papen et le cardinal Pacelli apposèrent leurs signatures en juillet et qui fut ratifiée en septembre.

Comme le dit Vermeil, « Le concordat a brisé par avance la résistance catholique » ¹⁰⁴. En effet, pour obtenir un concordat avec le Troisième-Reich, l'Église avait dû sacrifier le centre, seul pilier encore debout de la résistance du national-socialisme.

Cette protection elle-même était illusoire. Des paragraphes garantissaient bien à l'Église les prérogatives catholiques les plus essentielles, mais les concessions que cette charte contenait marquaient l'orientation de l'Église vers la voie des concessions fatales. En juillet 1933, c'est-à-dire deux mois avant la ratification du concordat, le « Voelkischer Beobachter » écrivait : « ...par la signature du concordat, le national-socialisme allemand a été reconnu par l'Église catholique de façon la plus solennelle qui puisse être... Les excitations dirigées, des années durant, contre la prétendue hostilité que le parti nazi nourrissait envers la religion ont été réduites à néant par l'autorité religieuse elle-même » ¹⁰⁵. Vers la même période, l'« Observatoire Romano » écrivait de son côté que le concordat n'impliquait par pour l'Église la reconnaissance des principes national-socialistes. Non certes, mais il signifiait néanmoins la recherche d'un « modus vivendi » qui offrait certaines apparences d'une alliance. L'Église n'acceptait-elle pas, en retour des droits qui lui étaient garantis, « de mettre son conservatisme et son autorité au service du nouveau régime... » ¹⁰⁶ ? Et comme la mesure de ce service n'était pas

¹⁰⁴ Vermeil, *Hitler et le Christianisme*, p. 63

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 64

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 62

indiquée, tout en restant dans la légalité, le Troisième-Reich pourrait priver l'Église des prérogatives qu'il lui avait concédées en invoquant simplement une violation de l'engagement qu'elle avait pris de le servir.

Que le concordat ainsi ratifié n'offrait que l'illusion d'une protection, les dignitaires ecclésiastiques qui contribuèrent à sa rédaction auraient pu s'en rendre compte, puisque la persécution religieuse déferlait au même moment sur l'Allemagne. Pendant que von Popen négociait à Rome, des bureaux de syndicats chrétiens furent envahis et saccagés par les national-socialistes, des aumôniers étaient molestés et ridiculisés. Cette persécution elle-même n'était qu'une manifestation de l'ère de violence qu'ouvrit le succès de la révolution national-socialiste; aussi prit-elle fin au moment où cette ère se termina. Elle indiquait néanmoins sans ambiguïté les intentions du nouveau régime, intentions qu'il se chargerait de concrétiser en temps opportun.

Dans la dure répression national-socialiste du catholicisme, on peut distinguer deux périodes.

Au cours de la première période, le Troisième-Reich, moins parce qu'il n'avait pas l'audace ou la force de le faire que parce qu'il n'en voyait pas l'utilité, évita de persécuter systématiquement le clergé catholique. Il s'attacha plutôt à isoler progressivement l'Église des fidèles en détruisant l'un après l'autre les moyens d'action, les institutions et les mouvements dont elle pouvait disposer.

C'est conformément à ces objectifs de millénarisme, surtout la jeunesse que le national-socialisme chercha à séparer de l'Église. L'article 31 du concordat garantissait la protection par l'État des organisations servant des fins « exclusivement » religieuses; quant aux organisations qui, en outre des fins religieuses, servaient des fins sociales ou professionnelles, elle pouvaient être intégrées dans les associations de l'État et celui-ci ne s'engageait à les protéger que dans la mesure où elles offriraient toutes garanties « quant à l'exercice de leur activité en dehors de tout parti politique ». Le même article prévoyait la protection de l'association de la jeunesse catholique. Mais à quel titre? Le concordat avait laissé « à l'avenir » le soin de préciser les termes vagues de cet article. C'était renoncer par avance à la protection juridique. En effet, Baldur von Schirach, non sans raison, attaqua cette association en se fondant sur la clause « politique » : « Plusieurs catholiques allemands voient avec colère la lutte mesquine que les chefs de la jeunesse catholique

mènent pour leur existence; et les centaines de milliers de jeunes catholiques qui font partie de la jeunesse hitlérienne ne comprennent pas qu'en dehors des organisations sportives de la H.J., il y ait un sport catholique et une organisation catholique libres. Ils demeurent fidèles à leur Église, mais ils ne comprennent pas pourquoi cette Église s'immisce soudainement dans des domaines qui n'ont rien à voir avec l'éducation religieuse » ¹⁰⁷.

Dans la lutte autour des mouvements de jeunesse, l'Église fut finalement vaincue pour trois raisons principales : la jeunesse hitlérienne devint, à partir de 1935, un moyen exclusif d'accès au parti, par conséquent au fonctionnarisme et, dans une large mesure, à l'exercice des professions. On ne pourrait guère s'attendre à voir des millions de jeunes sacrifier leur avenir à une cause de la propagande avait montrée comme futile et désespérée. Il y avait autrement plus d'élan et d'enthousiasme au sein de la jeunesse hitlérienne, dont les dirigeants étaient eux-mêmes des jeunes, qu'au sein de l'association de la jeunesse catholique dirigée par des aumôniers souvent peu dynamiques et, au surplus, gênés dans leur action. Dans la jeunesse hitlérienne, les jeunes se sentaient directement liés, à travers leurs propres Fuehrer, au grand Fuehrer des Allemands qui fondait sur eux son espoir sans le Reich à venir, et participaient à des symboles qui leur parlaient de leur sang, de leur force et de leur noblesse; alors que, dans la jeunesse catholique, n'ayant aucun rapport existentiel avec les évêques et le pape, ne se sentant pas pénétrés par la flamme d'une grande mystique, associés à des symboles que le collectif organisé abhorrait, ils étaient au surplus en butte aux persécutions et aux railleries de millions de jeunes de leur âge. À partir de 1936, la presque totalité de la jeunesse catholique s'intégra au mouvement de la jeunesse hitlérienne.

La lutte pour les écoles confessionnelles, dont l'article 23 du concordat garantissait « la conservation et la réorganisation » aboutit également à un échec. Ici encore, l'Église se trouvait dans une situation matérielle et psychologique défavorable : le nombre d'écoles catholiques était inadéquat aux besoins d'une population en croissance rapide; la nation allemande, traditionnellement divisée par un intense confessionnalisme scolaire, était en grande majorité, même chez les catholiques, favorable au projet national-socialiste d'uniformiser l'enseignement et de compléter la destruction, commencée par la République, du caractère de caste de

¹⁰⁷ Von Schirach, Baldur, *op. cit.*, p. 44 et 45

cet enseignement. En février 1935, un décret abolissait la formation des institutrices dans les congrégations religieuses, d'ailleurs bientôt interdites. Les instituteurs et les institutrices furent obligés d'adhérer à l'association des instituteurs national-socialistes, intégrés en parti, au sein de laquelle ils furent soumis à une endoctrination idéologique interne. En 1936, 70 % des jeunes allemands fréquentaient les écoles national-socialistes et la Bavière, pourtant à prédominance catholique, offrait une des proportions les plus fortes de l'Allemagne. Ce pourcentage devrait s'accroître rapidement au cours des années suivantes.

La famille demeurait la seule institution, en dehors de l'enseignement proprement pastoral, à l'intérieur de laquelle la formation catholique aurait pu se transmettre à la jeunesse. Mais les parents, eux-mêmes tragiquement divisés dans leur conscience, n'étaient pas en mesure d'exercer sur leurs enfants une contre-influence profonde. D'une part, si la famille constitue l'institution primaire et normale de socialisation et d'acculturation de l'individu, l'expérience prouve qu'elle échoue généralement chaque fois qu'elle cherche à communiquer aux enfants un idéal différent de l'idéal social prévalant. D'autre part, il faut rappeler que le mouvement des « Wandervoegel », né à la fin du dix-neuvième siècle et qui avait trouvé dans le national-socialisme son lieu de cristallisation, avait sa cause profonde dans l'opposition des jeunes au type traditionnel de famille, paternaliste et terne, au sein duquel une jeunesse enthousiaste et à la recherche d'un grand destin étouffait. Le national-socialisme, ce mouvement qu'on a pourtant si souvent décrit comme phénomène des classes moyennes cherchant à perpétuer la moralité petite bourgeoise, fit tout pour séparer les enfants de leurs familles. « Il nous importe peu, disait Hitler à Berlin le 7 février 1936, que les jeunes entrent momentanément en conflit avec leurs parents pourvu qu'ils nous aident, par leur attitude, à instaurer pour des siècles l'édifice d'une nouvelle communauté ».

En un autre temps, la foi des parents dans les valeurs catholiques aurait été suffisante pour leur permettre de communiquer ces valeurs à leurs enfants. Mais que pouvaient-ils maintenant, eux qui étaient traqués jusque dans l'intimité de leur foyer, contre la flamme sacrée qui s'était allumée dans le cœur de la jeunesse ? Dans bien des cas, ce furent plutôt eux, les parents, qui subirent l'influence de la jeunesse, soit par crainte de devenir victimes de son fanatisme, ou soit encore, phénomène qui se produit souvent dans toutes les sociétés, parce que la foi juvénile de leurs enfants s'était insensiblement communiqués à eux.

Ayant renoncé à ses moyens sociaux d'action ou s'en voyant privé par l'État, ayant perdu dans une large mesure la jeunesse, groupant une population adulte anxieuse de protéger tous ses intérêts et qui se voulait à la fois national-socialiste et catholique, déjà considérablement paralysée à l'intérieur par la compromission de larges sections de son clergé dont le recrutement était devenu difficile, l'Église devait subir un second assaut de la part du national-socialisme sous la forme, cette fois, d'une persécution systématique du clergé.

Cette persécution avait sévi de façon latente depuis le début du régime mais elle n'atteignit toute son ampleur qu'à partir de 1937. Elle s'engagea sournoisement. On pouvait presque croire que le Troisième-Reich se dévouait à la tâche de purifier l'Église des éléments indignes d'elle : des procès furent intentés à de nombreuses congrégations religieuses « coupables » d'infractions à la loi sur les devises; à des milliers de moines « coupables » de crimes contre les mœurs; à un grand nombre de hauts dignitaires ecclésiastiques « coupables » de délits politiques. Feignant l'indignation morale, le national-socialisme révélait à la population « la vie criminelle et scandaleuse » du clergé. Celui-ci devint exposé à des vexations de toute nature de la part de la jeunesse hitlérienne, de la S.S. et de la gestapo. De plus, les symboles religieux furent l'objet d'outrages et une lutte intense se poursuivit autour de la croix.

Le fait que beaucoup de prêtres refusèrent de lire à leurs fidèles l'encyclique « Mit Brennender Sorge » (1937), pénétrée clandestinement en Allemagne, montre bien la situation précaire de l'Église allemande. Il ne faudrait pas cependant interpréter ce geste comme reflétant un sentiment favorable envers la religion du national-socialisme, mais bien plutôt comme exprimant un refus de la part du clergé de se dissocier et de dissocier les catholiques du destin allemand, même au nom de l'Église universelle. L'encyclique papale n'eut que peu de retentissement en Autriche où l'annexion n'avait pourtant pas eu encore lieu. Vers la même époque dans les pays Sudètes, le parti social-chrétien se fusionnait avec le parti national-socialiste de Heinlein et de jeunes clercs sudètes exigeaient « que l'ordination leur fût conférée par des évêques allemands »¹⁰⁸.

L'encyclique de 1937 eut pourtant deux résultats positifs : elle dissociait d'une façon définitive et non ambiguë l'Église universelle et le national-

¹⁰⁸ Vermeil, *Hitler et le Christianisme*, p. 78.

socialisme : en Allemagne, elle stimulait la résistance de cette partie héroïque du clergé qui avait refusé, depuis le début, toute compromission avec le national-socialisme. Le cardinal Faulhaber, faisant preuve d'un courage qui a désarmé même ses adversaires, exprimant sa foi en l'Église, en novembre 1937 dans la cathédrale de Munich, déclarait : « Nous restons catholiques et rien ne nous séparera du Christ et de l'église, ni la faim, ni le danger, ni même l'épée » ¹⁰⁹. À l'occasion du dimanche de la passion le 22 mars 1942, les évêques catholiques pouvaient encore, dans une lettre solennelle, protester contre la persécution injuste à laquelle l'Église était soumise.

L'indignation des chefs national-socialistes constitue une preuve de la vigueur de la résistance de l'Église « L'Église catholique, écrivait Goebbels dans son journal le 19 février 1942, continue de se comporter en lâche. Un bon nombre de lettres pastorales viennent de m'être soumises et elles sont tellement insensées et traîtresses qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit. Cependant, nous n'entreprendrons rien contre elle. Laissons les prêtres se conduire à leur guise. Nous leur présenterons notre compte après la guerre » ¹¹⁰. Et le 26 mars 1942 : « Il est tout simplement dégoûtant de voir comme l'Église catholique continue, par tous les moyens possibles, son activité subversive... Après les Juifs, ces prêtres-politiciens sont les plus grandes canailles que le Reich abrite encore. Le temps viendra après la guerre, d'une solution satisfaisante de ce problème. Il ne peut y avoir qu'un maître dans l'État : ou l'Église ou l'État lui-même » ¹¹¹.

Ces déclarations démontrent la ferme volonté du Troisième-Reich de détruire l'Église catholique : elles témoignent aussi de la résistance opiniâtre de l'Église que la persécution ne parvenait pas à détruire.

La guerre, en provoquant l'éclatement du principe démoniaque qui s'était introduit dans la révolution allemande du vingtième siècle, n'a pas permis à Hitler de réaliser le grand rêve qu'il contemplait peut-être dans les dernières années de sa vie, alors qu'il était soumis aux effets hallucinants des drogues que lui administrait le sombre Morell, – le rêve de devenir ce héros germain, promis jadis à Simplicius par Jupiter, qui proclamerait aux peuples de la terre subjugués par lui une

¹⁰⁹ Cité par Vermeil, *ibid*, p. 79.

¹¹⁰ *Goebbels Diaries*, p. 55

¹¹¹ *Ibid*, p. 101.

nouvelle religion universelle. La « destinée », à la volonté impitoyable de laquelle les Germains, comme tous les peuples de l'histoire, demeurent soumis, s'est refusée à ce que le Hesselberg, Sinaï nordique, devienne le Centre sacré du monde.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

Chapitre IV

Le National-Socialisme et la Culture

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie national-socialisme puise ses sources intellectuelles dans un courant naturel séculaire inspiré par un désir sincère et profond d'exprimer fidèlement les aspirations germaniques; elle représente aussi une tentative exaspérée d'intégrer et de cristalliser cette culture, en l'expurgeant des éléments étrangers qui se sont introduits dans la substance germanique depuis un millénaire.

Entendue dans le sens étroit des productions intellectuelles, la culture national-socialiste constitue la reprise au vingtième siècle de la lutte du « Sturm und Drang » contre l'« Aufklärung » – lutte dont la force propulsive est, cette fois, l'obsession du sang.

Le trait saillant de la conception national-socialiste de la culture est la négation d'une culture humaine universelle fondée sur la raison. Selon elle, chaque culture est l'expression d'une substance raciale; chaque culture incarne les valeurs et traduit les qualités créatrices d'un sang particulier. « Toute production artistique, écrit Rosenberg dans son « Hythus », manifeste les qualités d'une âme. La substance de l'art, tout autant que sa forme, ne peut, par conséquent, être compri-

se que sur la base des différentes âmes raciales. Werner Jaeger définit la culture comme « une forme existentielle d'unité collective d'un Volk ou comme la forme d'un Volk se développant en histoire depuis son origine » ¹¹².

La culture représente le produit de la puissance vivante de l'être tel que réalisé dans chaque race. Toute culture constitue, sous une forme cristallisée, un acte de foi en la vie; elle manifeste la volonté de pénétrer la vie – ce courant mystérieux et imprévisible dans lequel la destinée de l'homme prend forme (das rasende Leben), cette force d'élan vital (die Lebensschwungkraft) inspirant tout ce qui grandit, tout ce qui se meut, tout ce qui sent et tout ce qui pense dans le monde. « Au centre de toute culture réelle, dit Baemler, se trouve l'être humain actif » ¹¹³. Toute culture révèle une vie qui s'exprime; elle se modèle d'après la forme d'une vie dont le principe est la race. Les racines vivantes de la culture puisent profondément dans la substance d'un peuple dont elle manifeste l'âme particulière. La source de la culture est l'instinct, cette voix du sang – et non l'intellect. « L'entendement est un outil purement formel et, par conséquent, vide. Sa tâche exclusive est la clarification des relations causales. Établir l'entendement comme un législateur souverain, c'est provoquer la fin de toute culture... La vie d'une race ou d'une nation ne constitue pas un système logique... Elle est plutôt le développement d'une synthèse mystique qui ne saurait être expliquée dans des formules logiques... » ¹¹⁴. Toute culture véritable exprime le déroulement du destin d'un peuple, d'où son caractère héroïque et agonistique; elle signifie la victoire de l'idéal sur la nature, la conquête du cosmos par l'esprit. Elle transforme le monde matériel en univers humain. D'où la définition de Rosenberg de la culture comme « un moyen de conquérir le monde ».

Le critère subjectif définissant la culture devient le standard objectif qui permet de la juger.

« En ce qui me concerne, disait Goering, je suis subjectif; je m'en remets à mon peuple et ne reconnais rien d'autre sur terre. Je remercie le créateur de m'avoir fait sans ce qu'on appelle un « sens l'objectivité » ¹¹⁵. Dans « Mein

¹¹² Jaeger, Werner, *Platos Stellung im Aufbau der Griechischen Bildung*, Gruyter, Berlin, 1928.

¹¹³ Baemler, A., *Kultur und Volk in Politik und Erziehung*, p. 125.

¹¹⁴ Rosenberg, A., *Der Mythos...*, op. cit., p. 117.

¹¹⁵ Goering, printemps de 1933, cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 319.

Kampf », Hitler a tracé la ligne de conduite des Allemands : « ...ne pas chercher la vérité objective dans la mesure où elle peut être favorable à d'autres mais servir constamment sa propre vérité ». D'ailleurs, toute perception et toute perspective sont, de leur nature même, subjectives : « Nous ne percevons et ne reconnaissons, affirme Krieck, aucune vérité pour la vérité, aucune connaissance pour la connaissance ». Pour la nouvelle philosophie national-socialiste, « ...l'âme nationale déterminée par la race est la mesure de toutes nos pensées, de nos aspirations et de nos actions, le standard final à partir duquel se juge toute valeur » ¹¹⁶. « La race, écrit Voegelin, s'est plus un simple objet de recherche considéré de loin : elle devient une réalité physique, psychologique et spirituelle, qui comprend l'explorateur lui-même... (elle est) un instrument d'interprétation de sa propre vie et de la vie ultérieure de la communauté, un instrument au service de la formation future de la société : l'idée de la communauté d'une relation corporelle projetée dans l'avenir par ses propres membres » ¹¹⁷.

L'idéal scientifique lui-même doit s'inscrire dans la perspective raciale de la culture. « Il n'existe pas, dit Rosenberg, de science sans présuppositions... Un type défini d'âme ou de race approche les problèmes de l'univers d'une façon toute différente d'un autre type » ¹¹⁸. Les sciences, affirme Goebbels, doivent rendre compte des faits particuliers en s'orientant d'après notre légalité révolutionnaire national-socialiste, c'est-à-dire, d'après la loi fondamentale qui soutient l'État » ¹¹⁹. D'ailleurs, la science ne saurait entrer en conflit avec l'État national-socialiste puisque celui-ci se fonde sur une « weltanschauung » possédant une validité absolue : « Il ne saurait jamais, dit Rust, exister d'antagonisme entre la science et la fin de l'État national-socialiste, car celui-ci est fermement convaincu de la vérité de ses découvertes élémentaires pour toutes les sphères de la vie physique ». Nous renonçons à la science internationale. Nous renonçons à la république internationale du savoir. Nous renonçons à la recherche pour elle-même. Nous enseignons et apprenons la médecine, non en vue d'augmenter le nombre de microbes connus, mais en vue de garder le peuple allemand fort et sain... Nous enseignons et apprenons l'histoire, non pour dire comment les choses se sont pro-

¹¹⁶ Rosenberg, *Der Mythos...*, p. 697.

¹¹⁷ Cité par Kolnai, *op. cit.*, p. 316.

¹¹⁸ Rosenberg, *Der Mythos*, *op. cit.*, p. 119 et p. 120.

¹¹⁹ Goebbels, J., *Wesens und Gestalt des N.S.*, p. 12

duites, mais pour faire profiter le peuple allemand des instructions du passé. Nous enseignons et apprenons les sciences, non pour découvrir des lois abstraites, mais pour aiguiser les armes du peuple allemand dans la concurrence qu'il livre aux autres peuples...Nous respectons la manière allemande dans les mathématiques et désirons la cultiver...;Les mathématiques créatrices exercent dans le monde une influence d'autant plus grande et d'autant plus efficace qu'elles sont plus profondément enracinées dans l'esprit national » ¹²⁰. Au début de la préface du quatrième tome de son ouvrage : « Deutsche Physik », le professeur Lenard écrit : « Une science physique allemande?, s'enquiert-on. Je pourrais plutôt dire une science physique aryenne ou la science physique de l'espèce nordique de l'homme; la science physique de ceux qui ont exploré les profondeurs du réel, de ces chercheurs de la vérité, la science physique des fondateurs même de la science. Mais on me répondra : « La science est et demeure internationale ». C'est faux. En réalité, la science, comme tout produit humain, est raciale et conditionnée par le sang » ¹²¹.

Il va sans dire que les découvertes scientifiques qui se sont produites dans le Troisième-Reich ne sont pas dues à ces déclarations; celles-ci n'en reflètent pas moins le client intellectuel suscité par le national-socialisme. Le discrédit officiel dans lequel tombèrent la psychanalyse freudienne et la physique d'Einstein, parce qu'exprimant autant de manifestations culturelles juives étrangères à la mentalité et à la vérité scientifiques allemandes, n'a peut-être pas empêché les savants allemands, qui avaient la responsabilité de produire de la véritable science, de s'inspirer secrètement des ouvrages et des théories scientifiques les plus réputés, quel que fut, par ailleurs, le statut racial de leurs auteurs. De fait, on reconnaît que la grande majorité des savants allemands, sans la contredire ouvertement, n'appliquèrent pas la nouvelle « conception » scientifique. Cette conception eut comme principal résultat pratique de priver l'Allemagne de quelques-uns de ses meilleurs savants et d'imposer à l'ensemble une contrainte qui les gêna peut-être moins dans leurs propres travaux qu'elle en les rendit ridicules auprès des étrangers. Enfin, elle provoqua des « recherches » dans certaines directions, telles l'anthropologie, la biologie et la géopolitique – sciences qui se prêtaient plus ai-

¹²⁰ Cité par Rader, *No Compromise*, N.Y., 1939, p. 29.

¹²¹ Cité par Hartshorne, *German Universities*, op. cit., p. 113. Le professeur Philippe Lenar avait remporté le prix Nobel (1906).

sément à l'application de la nouvelle perspective scientifique. En pratique, ces derniers savants utilisèrent les critères et les méthodes scientifiques appropriés, d'où les découvertes incontestables auxquelles aboutirent leurs recherches. Dans leurs conclusions, par contre, ils ont en général faussé la portée des découvertes en les interprétant par rapport au standard national-socialiste de la science.

Dans l'Allemagne du Troisième-Reich, il n'exista à peu près pas de philosophie qui n'eût sa source dans la Weltanschauung national-socialiste. C'est d'ailleurs dans la philosophie irrationnelle, qui avait connu une si grande vogue depuis le début du siècle, que cette Weltanschauung avait pris naissance. Il serait injuste de juger cette philosophie exclusivement par l'utilisation qu'on en a faite. Un exemple frappant d'un ouvrage philosophique qui, indépendamment de la volonté de son auteur, a exercé une influence favorable au national-socialisme, est celui de Karl Jaspers « La Situation Spirituelle de l'Époque » (*Die geistige Situation der Zeit*, 1931). Dans une note à l'édition populaire de 1949, Jaspers s'est cru obligé de s'exprimer sur cette apparente compromission : « Je connaissais alors à peine le national-socialisme », écrit-il (*Ich hatte damals kenntnis vom Nationalsozialismus*). Cette explication est extrêmement révélatrice du peu de conscience que les intellectuels allemands avaient, avant 1933, de la nature véritable du national-socialisme. La philosophie national-socialiste, dans le Troisième-Reich, continua de s'inspirer de la philosophie la plus en vogue au cours de la période antérieure.

Le même jugement doit être porté sur la sociologie allemande. Une des principales contributions de la sociologie allemande depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle avait été une excellente critique négative des conditions sociales et politiques de l'Allemagne. Une bonne partie de cette contribution, y compris l'aspect négatif de la sociologie marxiste, a été assimilée par le national-socialiste. Sous le Troisième-Reich, en dehors de l'abondante sociologie officielle, il ne subsista plus qu'une sociologie « neutre », abstraite quoique non sans valeur, dont l'œuvre de Léopold von Wiese, en majeure partie écrite dans la période antérieure, est le prototype.

Le standard culturel national-socialiste manifesta son influence la plus considérable sur les productions littéraires proprement dites.

Ce standard culturel – résurrection de la mentalité qui avait inspiré les écrivains romantiques « Sturm und Drang », désireux, à la suite de la révélation philosophique de Horder, de puiser leur inspiration artistique dans le Volk allemand primitif (Urvolk) – avait déjà proclamé par quelques écrivains de la génération née entre 1860-1875, tels Stefan George, Rilke, Thomas Mann, Richard Dehmel, Hermann Stehr, Wilhelm von Polenz. Chez ces écrivains, dont le néoromantisme s'exprimait, conformément à leur tempérament individuel, en des formes symboliques, impressionnistes ou prophétiques, se révèle une conscience tragique des conséquences désastreuses de la civilisation mécanique et industrielle qui se cristallisait sous leurs yeux. Leur volonté de sauvegarder les valeurs spirituelles et humaines, leur vœu d'une transformation (Wandlung) du caractère en communiquant aux Allemands un nouvel état d'âme (Stimmung) conforme à leur nature, se traduisirent, chez les uns par la proclamation d'un retour à la vie de la campagne, seul remède à la décadence due à la civilisation, chez les autres, par le culte de la beauté physique et de la jeunesse, par la mystique du héros et de l'homme parfait. Cependant, certains de ces écrivains se dissocièrent par la suite du courant néoromantique pour retourner au naturalisme ou pour se joindre à l'école néoclassique. Ce changement, qui s'opéra chez eux vers 1925 à l'époque de leur maturité intellectuelle, est dû dans une large mesure à la crainte que leur inspirait l'influence de l'irrationalisme et du romantisme sur l'orientation de la société allemande d'après-guerre. Thomas Mann, dont les écrits « culturels » de jeunesse et les écrits nationalistes de guerre jouèrent un grand rôle dans l'élaboration du standard culturel national-socialiste, représente le cas typique de cette évolution intellectuelle. Par contre, d'autres écrivains de cette génération, tel George, parcoururent l'évolution inverse. Influencés par la tradition classique dans leur jeunesse, ils introduisirent insensiblement dans la forme des thèmes classiques l'idéal nietsschéen et un spiritualisme panthéiste proprement germanique. C'est, dans une large mesure, par l'intermédiaire de ces écrivains, que la prétention depuis longtemps formulée que le germanisme est l'héritier naturel de l'hellénisme, fut réaffirmé dans le national-socialisme. Ce n'est pas sans raison que Hans Naumann a proclamé George le « Fuehrer de la nouvelle littérature » ¹²².

¹²² Naumann, Hans, Die deutsche Dichtung der Gegenwart, Préface à la dixième édition, 1933.

Le standard culturel proclamé par le national-socialisme a reçu sa consécration définitive dans la génération d'écrivains née entre 1880 et 1895, génération des Wanderberg au sein de laquelle s'est formée la mentalité qui conduisit au national-socialisme. Disciples pour la plupart des grands écrivains néoromantiques de la période antérieure, marqués profondément dans leur être par l'expérience de la guerre, blessés dans leur fierté par la défaite, ces écrivains, tels Friedrich Gundolf, Karl Wolfskehl, Ernst Bertram, Rudolf Borchardt, Hans Grimm. Kolbenheyer, approfondissent le mythe germanique, proclament l'avènement d'une espèce d'homme nouvelle et prophétisent l'incarnation prochaine du sauveur. Cette inspiration trouva dans le livre de Johannes Schlaf, « Deutschland », écrit en 1925, son expression la plus exaspérée. Schlaf, en langage prophétique et sous la forme d'une vision extatique, traduit le refus de la société d'après-guerre, l'antisémitisme et l'espoir de la venue de ces durs héros (harte Helden) qui sauveront le peuple allemand de la détresse spirituelle et matérielle.

Dans un roman fameux écrit en 1912, « Wiltfeber der ewige Deutsche », Leonard Frank proclamait la croix gammée comme symbole de la régénération nationale et de la pureté raciale.

Le national-socialisme avait trouvé sa source spirituelle immédiate dans cette littérature dont la substance devint partie intégrante de l'idéologie totalitaire. Aussi l'État dictatorial entreprit-il de protéger par tous les moyens le standard culturel qu'affirmait cette littérature.

C'est dans cette perspective que doit se comprendre l'épuration littéraire massive qui eut lieu sous le Troisième-Reich et, en particulier, au cours du printemps 1933. Le critère selon lequel s'opéra cette épuration avait été élaboré durant la période antérieure. Ce critère se fondait dans une distinction entre « volkhafter » et Zivilisationsliterat » ¹²³. Thomas Mann, dans « Considération d'un non politique » (Betrachtungen eines Unpolitischen, 1918), avait créé l'expression Zivilisationsliterat », « être « Zivilisationsliterat », avait-il écrit, c'est être à moitié français ». Par la suite, cette expression fut étendue à toute littérature ne s'inspirant pas du mythe germanique. Kleist, dans « L'Enjeu de cette Guerre » (was gilt es in diesem Kriege?). a défini ce qu'il fallait entendre par littérature du Volk (Volk-

¹²³ Atkins, U. G., *German Literature through Nazi Eyes*, Methuen, London, 1941, p. 2 et suivantes.

hafte Dichtung) : « Nous entendons par littérature du Volk toute expression poétique contenue dans l'espace vivant du Volk allemand qui surgit de la réalité de ce peuple, du fondement de son être, de son destin. Chercher une relation superficielle ne suffit pas; une relation spirituelle plus profonde du poète à la vie du Volk est une condition évidente, et une telle condition signifie que seuls des hommes de notre sang peuvent interpréter notre nature, peindre notre caractère et refléter notre destin » ¹²⁴. Contrairement à la « Zivilisationsliteratur », manifestation de l'« indolence du cœur » (die Traegheit der Herzens) qui n'a d'attache que celle d'une raison abstraite sans relation avec l'émotion tragique de la vie, la « volkhafte Dichtung », expression de « la plénitude émue du cœur » (bewegte Fuelle des Herzens), proclame l'unité indissoluble de la poésie et de la Patrie.

Au cours de la période de transition républicaine (Weimarer Zwischenepoche), les vrais poètes ont été victimes « des moqueries et des insinuations malveillantes d'une pseudo-critique impudente et stupide »; maintenant que la pureté spirituelle est reconquise, c'est un devoir d'expurger la sphère culturelle des « apports étrangers et nocifs à la substance spirituelle du peuple » qui s'y sont introduits ¹²⁵.

Les autodafés des livres « subversifs », qui eurent lieu partout en Allemagne au cours des derniers mois précédant l'avènement du Troisième-Reich et durant le printemps 1933, eurent le caractère de manifestations populaires spontanées. À Berlin seulement, plus de 20 000 livres écrits par des Juifs, tels ceux de Marx, de Freud, de Rathenau, de Heine, etc., ou par des « Zivilisationsliteraten » aryens, tels les livres récents de Thomas Mann, furent ainsi brûlés ou détruits publiquement ¹²⁶. En ces occasions, des étudiants proclamèrent, en des harangues fanatiques, que ces feux symbolisaient la destruction de l'esprit du mal qui avait corrompu l'âme germanique. D'après Heiden, Goebbels fut invité à prendre la parole devant un de ces feux, allumé en face de l'opéra de Berlin. H. Kindermann écrit à ce sujet : « Le feu des bûchers qui flambèrent sur le sol allemand en mai 1933 est pour nous le signe et le symbole d'une volonté inflexible de pureté face à tout ce qui est sincère et noble, réel et vrai. Les restes de la corruption seront détruits et

¹²⁴ Cité par Atkins, *ibid*, p. 22.

¹²⁵ Langenbucher, Helzmut, *Volkhafte Dichtung der Zeit*, Berlin, 1933, p. 9, 10 et 13.

¹²⁶ McGovern, *From Luther to Hitler*, p. 655 et suivantes.

les repaires de la dégénération purifiés. La jeunesse, jalouse de sa dignité humaine, s'élance vers la lumière, vers le soleil » ¹²⁷.

Le Troisième-Reich, désireux de protéger la pureté de l'âme allemande retrouvée, ne tarde pas à introduire des mesures officielles conformes aux aspirations populaires, telles qu'elles ne révélaient dans les autotodafés. C'était la, pour lui, l'accomplissement d'un impérieux devoir « Grâce au national-socialisme, disait Hitler dans un discours au Reichstag le 23 mars 1933, le sang et la race redeviendront la source de l'intuition artistique ». L'État totalitaire, conscient de sa responsabilité de protéger toutes les aspirations du peuple allemand, doit veiller à ce que les productions culturelles soient conformes à la substance du Volk : « L'État totalitaire ne reconnaît pas l'existence séparée de l'art. Il rejette l'idée de l'art pour l'art. Il demande que le artistes prennent nettement position envers l'État, envers le Volk allemand, envers l'héritage culturel allemand » ¹²⁸. Le national-socialisme doit unir étroitement la culture et l'État : « Cette condition trouve son expression extérieure dans le fait que la vie spirituelle du peuple, telle qu'elle se révèle dans les cultes, les mythes et l'art, doit recevoir d'une façon définie, comme autant de lois supérieures inspiratrices, des idées directrices dont la formulation appropriée a été transférée à l'État et aux chefs politiques... L'art et la civilisation sont implantés dans le sol maternel de la nation. Ils sont, par conséquent, pour toujours dépendants des principes moraux, sociaux et nationaux de l'État » ¹²⁹.

L'État manifesta sa « sagesse protectrice » ¹³⁰ de plusieurs manières. Le 22 septembre 1933, par le « Reichskulturgesetz », étaient instituées sept Chambres de culture sous la direction de Goebbels. Chacune d'elles avait pour fonction, selon l'expression utilisée par Goebbels dans un discours au congrès de l'art allemand du 15 juillet 1939, « d'instiller la perspective du peuple dans (la culture) ». Dans son discours d'ouverture de la Chambre de culture, Goebbels déclarait que le but de la Chambre n'était pas de « créer » mais de « régulariser » la culture. Le statut créant cette Chambre stipule : « C'est l'affaire de l'État que de combattre

¹²⁷ Kindermann, H., *Dichtung und Volkheit*, Berlin, 1937, p. 6.

¹²⁸ Meissner und Kaiserberg, *Staats-und Verwaltungsrecht in dritten Reich*, cité par McGovern, op. cit., p. 655 et suivantes.

¹²⁹ Cité dans Brady, *Spirit and Structure of National-Socialism*, p. 79 et 99.

¹³⁰ May, F.E., *Neue Deutsche Literatur Geschichte*, Leipzig, 1934, p. 7.

les influences nocives et d'encourager les influences heureuses animées du sens de la responsabilité envers le bien-être de la communauté nationale. À l'intérieur de ces limites, l'art créateur est entièrement personnel et n'est soumis à aucune restriction. Il est nécessaire, cependant, afin de développer une politique de la culture allemande, que toutes les forces créatrices dans toutes les sphères soient rassemblées sous la direction du Reich en vue d'un moulage uniforme du caractère ».

Le Troisième-Reich mis à l'index les ouvrages contraires à la nouvelle moralité publique. Les œuvres placées sur la liste noire (schwarze Buecherliste) furent déposées dans les archives secrètes des bibliothèques et marquées du signe V pour indiquer qu'elles étaient contraires au peuple (volkwidrig) ou tout au moins étrangères au peuple (volksfremd). Un organisme sévère de censure, la « reichsstelle sur Foerderung des deutschen Schrifttums », sous la responsabilité ultime du philosophe officiel Alfred Rosenberg, fut instauré. Le but de cet organisme était de protéger la « vraie » liberté intellectuelle des auteurs allemands. La loi du 4 octobre 1933 stipulait que seules les personnes d'origine aryenne auraient à l'avenir le droit d'occuper la fonction d'éditeur.

Les académies nationales participèrent activement au mouvement de « synchronisation culturelle ». Des membres de la « Sektion fuer Dichtkunst an der Preuszischen Akademie der Kuenste », qui devint le 7 juin 1933 la « Deutsche Akademie der Dichtung » furent l'objet d'une épuration. Les journaux littéraires changèrent leur nom et, au besoin, leur inspiration : ainsi l'« l'Euphorion » devins en 1934 « Dichtung und Volkstum »; le Hochschule und Ausland » prit en 1938 le nom de « Geist der Zeit ». Les dissertations des étudiants d'université elles-mêmes devaient s'inspirer des nouvelles valeurs culturelles et étaient soumises à la censure ¹³¹.

Au cours des années qui précédèrent l'instauration du Troisième-Reich et durant la période qui suivit, plusieurs ouvrages, ou séries d'ouvrages, furent écrits dans le but de donner une interprétation de l'histoire littéraire conforme au nouveau standard culturel. La plus monumentale de ces entreprises – 300 volumes – fut celle de la « Deutsche Literatur, Sammlung literarischer Kunst und Kulturdenkmaeler in Entwicklungreihen » dont la firme de publication avait pour « pa-

¹³¹ Atkins, op. cit., p. 10 et 11.

tron » Bernhardt Rust, ministre du Reich pour la Science, l'éducation et la formation du peuple. Les ouvrages d'Adolf Bartels, Joseph Nadler et Hans Naumann ¹³² constituent les principaux traités d'histoire de la littérature écrits dans cet esprit. Le moyen-âge jusqu'au seizième représente la première période où la vigueur populaire germanique s'affirme dans les mythes, les chansons, les ballades, le théâtre, les contes et les proverbes. Cette culture populaire joua un grand rôle dans la réforme qui marque le point culminant de cette période. Vers 1550 commence l'influence française et l'élaboration d'une culture rationaliste étrangère à la substance germanique (*volksfremd*); cette influence aboutit, au début du dix-huitième siècle, à l'« Aufklaerung », moment suprême de la détresse nationale. Heureusement, un sauveur, Frédéric le Grand, apparut en Allemagne au milieu du dix-huitième siècle et vit clairement que l'esprit allemand était « de beaucoup plus profond, plus près de la nature et plus religieux que l'esprit de l'Europe occidentale » ¹³³. Klopstock marque le début du grand mouvement allemand, la grande période du « Sturm und Drang ». La classicisme allemand, dont Goethe et Schiller sont les grands maîtres, représente la période cosmopolite de la culture allemande mais n'exprime pas une rupture complète avec l'âme allemande. Devant le prestige universel, en Allemagne comme à l'étranger, des classiques allemands, les coryphées littéraires national-socialistes n'ont pas osé les condamner comme ennemis du peuple. Goethe, surtout, était tenu par eux en assez haute estime et quelques extraits de ses œuvres furent même reproduits dans les anthologies national-socialistes. Les nouveaux critiques littéraires portaient un jugement nuancé sur le romantisme allemand qui débuta dans la dernière partie du dix-huitième siècle. Le pessimisme de beaucoup de ces écrivains ne pouvait être conforme au nouveau standard culturel. Au romantisme succède une période confuse, une ère d'hésitation entre deux voies, au cours de laquelle deux cons-

¹³² Bartels, Adolf, *Geschichte der Deutschen Literatur* (1934)
Nadler, Josef, *Literaturgeschichte des Deutschen Volkes* (1933)
Naumann, *op. cit.*

¹³³ Linden, W., *Audgaben einer nationalen Literaturwissenschaft*, (1932) cité par Atkins, *op. cit.*, p. 25 et suivantes. Cette interprétation de l'influence culturelle de Frédéric le Grand constitue un mensonge effronté. Grédéric parlait mal et peu l'Allemand et ne discutait philosophie qu'en français. Ses nombreux essais et ses misérables poèmes sont écrits en français. Comment pouvait-il apprécier la profondeur religieuse de l'esprit allemand, lui qui était un pur athé?

ciences cherchent à s'exprimer : la conscience petite bourgeoise et la conscience socialiste ¹³⁴ : naturalisme matérialiste, réalisme pessimiste, néoclassicisme, impressionnisme, symbolisme, surréalisme, néoromantique se croisent sans qu'il soit possible de les distinguer clairement : symptôme grave d'une crise de l'âme, ayant sa source dans une crise sociale. Durant cette époque de décadence, une nouvelle inspiration artistique fit imperceptiblement son chemin, jetant une lumière de plus en plus intense dans les ténèbres où l'esprit allemand était plongé. Cette nouvelle inspiration est enfin parvenue à la pleine conscience et à l'expression complète d'elle-même avec l'avènement du Troisième-Reich d'Adolf Hitler, nouveau sauveur de l'Allemagne.

La nouvelle période culturelle restera sans doute connue comme celle de la littérature du sang et du sol (*Blut und Boden*). Bitchell en a analysé les trois règles fondamentales ¹³⁵.

Cette littérature doit se conformer à l'idéal du « *Blut und Boden* » tel que Walther Darré l'a exposé dans ses deux ouvrages principaux ¹³⁶. Elle devra substituer au « moi » le « nous » racial comme source d'inspiration et de sentiment. Elle exprimera sous une forme poétique, l'âme communautaire de la race nordique (*Hingabe an die Gemeinschaft*).

La vigueur de la race puise sa racine dans le sol : les types les plus représentatifs de la race nordique existent non à la ville mais à la campagne. La nouvelle littérature se consacrera donc, avant tout, à peindre la vie rurale (*Heimatkunst* ; *Schollendichtung*).

La littérature devra elle-même posséder les qualités de la race nordique. Ces qualités peuvent se traduire en un mot : l'héroïsme. Elle devra montrer le sens et la portée de la vie dure, selon l'idéal soldatesque de la camaraderie allemande, insister sur la beauté physique, conformément à l'idéal aryen; propager l'éthique du sacrifice individuel au bien de la communauté raciale.

¹³⁴ Bitchell, *Ibid*, p. 480 et suivantes.

¹³⁵ Bitchell, *Ibid*

¹³⁶ Darré, Walther, *Neuadel aus Blut und Boden*, *op. cit.*
Das bauerntum als Lebensquell der nordischen Rasse, *op. cit.*

Parmi les principaux romanciers et poètes de la littérature du sang et du sol, il faut mentionner Friedrich Griese, Ernst Wiechert ¹³⁷, Benno von Mechow, Will Vesper, Friedrich Schnack, Leo Weismantel, Georg Britting; les Souabes Hans Heinrich Ehrler et Wermann Eris Bussel les Sudètes Josef Nadler, Karl Hans Strobl, Gustav Leutelt, Hans Watzlik, Wilhelm Pleyer; et l'Autrichien Richard Billinger.

Le roman, le drame historique et les biographies d'hommes célèbres connurent une grande popularité. Parmi ceux qui furent influencés par le nouveau standard culturel se trouvent L. Max Brod, Guido Kolbenheyer, Werner Beumelburg, Wolfgang Goetz, Rolf Lauckner, Joachim von der Goltz, Hans Rehberg et surtout Hanns Johst, dont le « Thomas Raine » (1917) est le modèle du sacrifice individuel au profit de la communauté nationale, dont « Schlageter » (1933) est reconnu comme le drame classique de la révolution national-socialiste ¹³⁸ et dont le roman « Masques et Visages » (Maske und Gesicht), représente une œuvre officiellement national-socialiste.

Le nouveau standard culturel fit particulièrement sentir son influence dans deux genres que le Troisième-Reich protégea officiellement pour des fins de propagande : le théâtre radiodiffusé (Hörspiel) et surtout le théâtre populaire ou communautaire (Singspiel) dont les acteurs étaient choisis parmi le peuple et qui faisait revivre les coutumes germaniques. « La passion allemande (Die Deutsche Passion, 1933) de Richard Euringer et « Le camp d'Hiver » (Das Winterlager, 1935) de Paul Alverdes comptent parmi les principales œuvres du Théâtre radiodiffusé; les pièces du théâtre populaire qui connurent le plus de succès furent « Neurode » (1934) de Kurt Heynicke et la « Symphonie du Travail » (Symphonie der Arbeit) de Jürgen Nierentz.

L'influence de la nouvelle conception culturelle se manifesta, non seulement dans l'inspiration, mais aussi dans le style et le vocabulaire : Führer, Bund, Gemeinschaft, Volk, Reich, Blut, Boden, etc., furent autant de mots qui prirent une haute consonance émotive et poétique.

¹³⁷ Wiechart devint par la suite un adversaire du national-socialisme.

¹³⁸ Ce roman s'inspire de la vie d'Albert Léo Schlageter, un jeune national-socialiste fusillé par les Français en 1923 pour avoir participé à des actes de sabotage dans la Ruhr occupée.

Bitchell, dans son jugement sur cette période culturelle allemande, conclut qu'il serait insensé de prétendre que la nouvelle inspiration était en elle-même stérile et morbide ¹³⁹. Cette inspiration, dont l'origine remonte au début du siècle, qui a pris forme au lendemain de la guerre et qui exerça toute son influence sous le Troisième-Reich, traduisait le malaise profond de l'âme allemande face à la décadence sociale et à la civilisation mécanique qui, en si peu d'années, avaient bouleversé complètement les conditions d'existence du peuple; elle exprimait en même temps le désir d'une reconquête de l'âme par une foi jeune, fondée sur l'espoir en la vigueur allemande qui briserait l'enveloppe opaque de la mécanique et les catégories rigides de la raison et qui permettrait à la vie de s'épanouir à nouveau dans la plénitude. Cette inspiration esthétique avait sa source intellectuelle dans la philosophie vitaliste et irrationnelle. L'une et l'autre ne furent pas des phénomènes proprement allemands, mais c'est seulement en Allemagne qu'elles ont convergé dans un nouveau romantisme national tribal et qu'elles ont trouvé un lieu de cristallisation.

Il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur la valeur intrinsèque de cette période culturelle. On peut affirmer, néanmoins, que le national-socialisme a exercé sur elle une influence désastreuse. En incorporant à sa propre substance idéologique la nouvelle inspiration culturelle, le national-socialisme l'a dégradée et viciée, comme d'ailleurs il a dégradé et vicié tous les éléments de la culture traditionnelle allemande qu'il s'est assimilés; en revêtant cette inspiration d'un caractère officiel, en la « protégeant » de son autorité dictatoriale, il l'a gênée dans son expression, l'a privée des conditions naturelles à l'épanouissement de toute création culturelle : la liberté d'esprit, la spontanéité et la fraîcheur.

Si les artistes et les écrivains véritables ont été gênés, sinon paralysés, par la « sagesse protectrice » de l'État qui les entraînait dans une compromission qu'ils ne désiraient pas toujours, par contre, les écrivains de second ordre virent dans le national-socialisme une chance inespérée de conquérir les honneurs et l'adulation publique. Dans la sphère culturelle, comme dans tant d'autres sphères, le national-socialisme permit l'avènement des marginaux, des ratés et des ambitieux frustrés. Une jeune génération d'écrivains et d'artistes, dont plusieurs ne manquaient pas de talent mais qui étaient trop anxieux de se conformer au standard culturel offi-

¹³⁹ Bitchell;, *op. cit.*, p. 480.

ciel pour devenir réellement grands, se substitua aux deux générations précédentes qui avaient fourni une pléiade d'auteurs excellents. La révolution national-socialiste marqua, selon l'expression de Heiden, le « commencement d'une tornade intellectuelle tout artificielle » dirigée d'un centre : la Chambre de culture du Reich. Goebbels lui-même représente le prototype de cette génération de frustrés dont la société républicaine n'avait pas reconnu le génie. Dès le printemps 1933, par toute l'Allemagne, les théâtres produisirent ses œuvres et, en particulier, son « Michael ». Lui que les producteurs avaient négligé jusque-là connut un tel succès qu'il prit l'affiche plusieurs mois durant et à plusieurs reprises.

La reconstitution des réputations atteignit plusieurs écrivains dont la valeur était reconnue universellement, tels Hermann Hesse et Thomas Mann. Le fait que des écrivains comme H.F. Blunck, Kolbenheyer, Hans Grimm, Hermann Burte, Josef Ponten, Will Besper, Ina Seider, R.G. Binding auxquels le Troisième-Reich reconnaissait officiellement du génie n'étaient pas lus à l'étranger, alors que des écrivains d'une classe bien inférieure à beaucoup d'entre eux comme Emil Ludwig, Vicki Baum, Franz Werfel, Stefan Eweig ou Feuchtwanger forçaient l'attention générale provoqua un grand ressentiment en Allemagne. L'opinion publique conserva un certain rôle dans l'élaboration de la réputation des écrivains et des artistes. Il arriva même en certaines occasions qu'un écrivain que l'autorité avait officiellement placé sous l'index national-socialiste devait être rétabli comme grand poète, dramaturge ou romancier allemand parce que son prestige populaire demeurait grand. Ainsi les œuvres de Gerhart Hauptmann, qui avaient été d'abord marquées du signe V, reparurent en 1937, à l'occasion de son soixantième anniversaire, dans les librairies; Le Théâtre d'État de Berlin joua son œuvre : « Michael Kramer » en présence de Goebbels qui participa de bon cœur à l'ovation que le public fit au dramaturge. Ainsi, arriva-t-il de temps à autre, dans la sphère culturelle comme dans les autres sphères, que le verdict de la conscience « spontanée » rectifiât l'interprétation de la conscience « objective » du peuple allemand.

L'influence du Troisième-Reich sur la culture allemande se révéla désastreuse pour cette raison aussi qu'elle rendit à peu près impossible toutes les manifestations culturelles qui avaient la déveine d'être définies comme non conformes au standard objectif officiel. Aucune société jusque-là n'avait, semble-t-il, cherché à réaliser d'une façon aussi impitoyable l'idéal platonicien de la culture. Et pour-

tant, on ne saurait définitivement conclure que le Troisième-Reich ait complètement réussi dans sa tentative d'empêcher les manifestations culturelles « étrangères au peuple allemand ».

D'une part, un certain nombre d'écrivains ou d'artistes, parmi les meilleurs, plutôt que de s'exposer à des compromissions dégradantes ou à la paralysie intellectuelle, choisirent la voie douloureuse mais noble ou tout au moins prudente de l'exil. Certains d'entre eux, privés de leur source d'inspiration, conservant dans leur cœur la nostalgie de leur grande patrie, ne retrouvèrent jamais leur vigueur passée; d'autres, au contraire, produisirent à l'étranger des œuvres qui comptent parmi les plus belles de leur carrière. Il faut reconnaître que, dans beaucoup de cas, les écrivains comme les philosophes et les savants allemands, aryens comme juifs, trouvèrent dans leurs pays d'adoption successifs une hospitalité convenable et l'occasion de poursuivre leur carrière. Ces pays, en retour, bénéficièrent de ces hommes qui, pour avoir été chassés de leur terre natale, ne comptaient pas moins parmi les meilleurs représentants de l'intelligence allemande.

D'autre part, en dépit de l'œil dictatorial et d'une implacable organisation de censure, il semble qu'un certain nombre d'artistes et d'Auteurs demeurés en Allemagne parvinrent à soustraire leur art, d'une façon voilée, au jugement du standard culturel officiel. W.W. Schuetz fut un des premiers à émettre cette opinion ¹⁴⁰. Certaines maisons d'éditions, telles la « Sammlung Dietrich » à Leipzig, la librairie Tusculum, l'édition Kroener, lancèrent de nouvelles éditions d'œuvres classiques, anciennes et modernes contre lesquelles la censure n'osait sévir et qui eurent une grande popularité; parmi les innombrables biographies qui parurent au cours de cette période, quelques-unes furent écrites par des hommes soucieux uniquement d'objectivité scientifique, comme, par exemple, l'œuvre de Joseph Gregor sur Alexandre le Grand, de Mathias Gelzer sur Jules César et de Ludwig Pfandl sur l'Empire espagnol. Les travaux d'Alfred von Martin sur la Renaissance et son livre « Burckhardt und Nietzsche », écrits durant cette période, sont considérés comme des chefs-d'œuvre. Ce n'est pas la première fois que l'histoire aura servi de refuge à ceux qui ne peuvent librement exprimer leur opinion sur leur propre temps.

¹⁴⁰ Schuetz, W.W., *Pens under the Swastika*, S.C.M. Press Ltd, London, 1946.

Wilhelm Grenzmann a pu publier récemment une histoire de la littérature contemporaine sans même mentionner le nom du Troisième-Reich ¹⁴¹. Outre Thomas Mann, Hermann Hesse, Hermann Kasack, Gertrud von le Fort, Franz Werfel, Stefan Andres et certains autres auteurs classiques, chrétiens ou romantiques « pessimistes », il étudie Ernst Juenger, Friedrich Georg Juenger, Hans Carossa et un grand nombre d'autres poètes ou romanciers dont certaines œuvres ont exercé une grande influence dans le Troisième-Reich. Il est possible que la mémoire allemande cherche à oublier les mots « national-socialisme » et « Troisième-Reich » pour mieux assimiler certains éléments des productions littéraires de cette période qui sont incontestablement conformes à la culture allemande traditionnelle et peuvent y apporter un enrichissement.

Il est très difficile d'évaluer l'importance de l'opposition culturelle au national-socialisme à l'intérieur même de l'Allemagne. Cette opposition, si elle existe, a dû nécessairement s'exprimer à travers les formes, les moyens et les genres d'expressions officiellement reconnus. Aussi est-il très difficile parfois de distinguer les indices d'opposition des signes d'approbation à l'égard du régime. Ainsi W.W. Schuetz mentionne le roman de Frank Thiess, « L'Empire des Démon » (Das Reich der Dämonen) comme un exemple d'opposition voilée au régime. Et pourtant, si on tient compte de la mentalité national-socialiste, il est difficile de déterminer l'influence susceptible d'être exercée par cet ouvrage et l'esprit dans lequel il fut écrit. Il ne faut pas oublier qu'un caractère fondamental de la littérature « démoniaque » ou « satanique » des dernières années du dix-neuvième siècle et de la première décennie du vingtième : l'obsession du sang, a été assimilé d'une façon consciente ou inconsciente dans le national-socialisme. Eric Voegelin, un membre du cénacle de George, a vanté les qualités productrices et génératrices, la densité de vie du principe démoniaque. L'influence du principe satanique se révèle dans les orgies, les caricatures raciales, ordurières et pornographiques reproduites dans l'immonde revue « Der Stürmer » de Julius Streicher, dignes des pires obscénités contenues dans les œuvres de Stanislaus Przybyszewski et de Hans Heinz Ewers. Pour la mentalité démoniaque, le plaisir d'entendre parler de « démons » subsiste même s'il faut entendre dire que le démon habite en soi. Les national-socialistes n'ont pas créé cette attitude d'esprit.

¹⁴¹ Grenzmann, Wilhelm, *Dichtung und Glaube, Probleme und Gestalten der Deutschen Gegenwartsliteratur*, Athenseum-Verlag, Bonn, 1950.

Une exégèse sérieuse, seule, pourra déterminer la signification, la valeur, la portée exactes de la culture sous le Troisième-Reich. Cette culture, tout empreinte qu'elle est de l'époque au cours de laquelle elle s'est créée, demeure, sinon une grande manifestation de l'esprit de l'homme, du moins une des principales voies d'accès à la compréhension du national-socialisme.

Le Troisième-Reich a tragiquement déformé le visage de l'homme nouveau que Lothar Helbing, après tant d'autres, appelait de ses vœux. Et pourtant les traits individuels de l'homme façonnés par le national-socialisme et reproduits par la culture de cette période sont conformes, encore que dégradés, à ceux fixés à l'avance par tant de hérauts.

Pendant des siècles, l'Allemand avait nourri un germe déposé dans son être; ce germe, il l'avait porté avec amour, respect et nostalgie, il s'était efforcé de l'exprimer e mille façons; il avait trouvé son origine, imaginé sa forme, sa substance; il l'avait évalué et mesuré : que d'œuvres géniales n'a-t-il pas suscitées! Et lorsque, après tant de siècles, il arriva finalement à terme et qu'il surgit brusquement dans l'existence, sous sa forme humaine se fit entendre le rire d'un démon.

Oui, sans doute, l'homme nouveau se présente comme un héros, un « Herrenmensch » aguerri aux épreuves les plus dures et capable de sacrifice de soi; mais en profondeur il n'est pas un homme, puisqu'il ne se possède pas, puisque tout ce qu'il est n'est pas de lui : il est possédé par un démon : celui de la race, force créatrice et destructrice qui agit en lui et par lui. Sous l'empire du mythe racial qui le lie inexorablement à la nature, l'homme nouveau n'a pas de volonté propre : quelque grandes que soient sa force et sa beauté, il est un élément du cosmos sur lequel, proclame-t-il lui-même, règne souverainement le destin.

L'éthique d'après laquelle cet homme dirige son existence n'est pas non plus une éthique humaine, mais bien plutôt une pseudo-éthique tribale du démonisme. Les valeurs les plus élevées et les plus nobles qu'elle proclame deviennent d'une façon soudaine et fatale, lorsqu'elles sont vécues par lui, des antivaluers, des sollicitations impérieuses à la destruction de la personne humaine.

« Notre conscience morale, dit Krannhals, n'est rien d'autre qu'un déploiement de notre conscience de nous-mêmes comme êtres naturels » ¹⁴². Par consé-

¹⁴² Krannhals, P., cité par Kolnai, op, cit., p. 277.

quent, le terme de référence de l'éthique ne peut être l'homme, mais le Volk, manifestation suprême de la nature vivante : « Une éthique saine, écrit Stapel, ne consiste pas dans la rigueur logique mais dans la conformité des règles de conduite aux conditions biologiques de la communauté, en tant que déterminée par son héritage et son évolution de vie. Une communauté est « saine moralement » si son éthique naturelle est expressive des forces vitales et créatrices qui agissent en elle » ¹⁴³. « La moralité vraie, écrit-il encore, consiste dans l'obligation spirituelle de soi envers le Volk » ¹⁴⁴.

Une telle éthique, qui ne reconnaît à l'homme aucun droit ni aucune responsabilité envers soi-même, représente une pseudo-éthique empreinte de démonisme, ou plutôt elle constitue une sanction morale de la soumission absolue de l'homme au principe mythique démoniaque surgi de lui-même et qui, maintenant, le possède.

Le pseudo-humanisme national-socialiste, aboutissement de tant de rêves élevés et de tant d'espairs généreux, s'est finalement dissout avec l'épuisement du principe démoniaque qui avait pris germe en lui.

¹⁴³ Ibid, p. 287.

¹⁴⁴ Ibid, p. 288

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

Chapitre V

Le National-Socialisme et le Monde

[Retour à la table des matières](#)

Le national-socialisme, idéologie inspirée par le désir puissant du peuple allemand de retrouver les principes et les valeurs de l'existence dans son propre fond tribal, doit être aussi considéré comme l'héritier légitime des ambitions pangermanistes affirmées pour la première fois en pleine conscience au lendemain des guerres napoléoniennes. Idéal tribal et pangermanisme ont fusionné dans un élément de la substance idéologique : le Reich, Le Reich, en effet, tel qu'il s'est inscrit dans la mentalité national-socialiste, signifie l'affirmation d'un principe spirituel tribal valable pour l'humanité et d'un principe politique d'hégémonie universelle germanique.

Le Troisième-Reich n'a pas créé de nouveaux principes en politique internationale : il a plutôt ressuscité les traditions politiques du Second-Empire et fondé les principes traditionnels sur de nouvelles justifications en les appuyant sur une force militaire, économique et spirituelle qu'il croyait accrue.

La conception national-socialiste de la politique internationale dérive de deux principes en soi antinomiques : le principe de l'autodétermination ou de l'égalité

des droits nationaux (*Gleichberechtigung*), et le principe de la primauté de la force. Treitschke avait déjà indiqué que les deux principes se conciliaient fort bien en pratique : la revendication du premier principe pouvant, selon lui, servir de paravent moral à l'application effective du second. En d'autres termes, un État peut fort bien fonder sa politique internationale sur le principe de l'autodétermination pourvu qu'il soit en mesure, le cas échéant, de mettre ce principe entre parenthèses et d'appuyer sa politique sur la force.

Cette conception définit la tactique hitlérienne en politique internationale. Elle implique la négation des rudiments du droit international moderne fondé sur la souveraineté des États pour autant que ceux-ci n'ont pas d'un commun accord renoncé à une partie de leur droit dans l'intérêt commun interétatique. Dès 1933, le juriste Ludwig Schecher niait l'existence d'une loi internationale. Puisque la source de tout droit est le peuple et que seul l'État peut créer le droit, il n'existe qu'une loi, la loi nationale, qui régit la vie des individus à l'intérieur et à l'extérieur de l'état ¹⁴⁵. Du point de vue de la politique internationale, le Troisième-Reich se définit comme un *Machtstaat* » : il identifie un droit fondé sur la force au droit naturel. « Le monde, écrit Hitler dans « *Mein Kampf* », n'appartient qu'aux forts qui pratiquent des solutions totales, il n'appartient pas aux faibles avec leurs demi-mesures ».

La théorie traditionnelle de la politique de puissance (*Machtpolitik*) affirme que chaque peuple possède un droit relatif à sa force. En Allemagne, cette théorie a toujours été associée à la revendication de droits supérieurs. Julius Langbehn et Paul de Lagarde, Chamberlain et plusieurs autres n'ont pas fondé exclusivement ces droits sur la force physique mais sur la supériorité morale et spirituelle des Allemands dont ils vantent la profondeur d'âme (*Innerlichkeit*). De même, l'idéologique raciste repose sur l'affirmation d'une vigueur germanique supérieure, vigueur non seulement physique mais aussi spirituelle.

La force ne prime pas le droit : elle est la source exclusive du droit. « Nous n'avons brisé aucun traité, déclarait le Gauleiter Wagner dans la campagne électorale qui suivit la remilitarisation de la Rhénanie le 7 mars 1936, mais, même si nous l'avons fait, nous dénonçons aux autres le droit de nous condamner. Ce que Hitler déclare juste est et demeure juste pour toujours. L'événement du 7 mars

¹⁴⁵ Schecher, Ludwig, *Deutsche Aussenstaatsrecht*, 1933, Einleitung.

servit les intérêts du peuple allemand. Tout ce qui est utile au peuple allemand est juste, tout ce qui lui nuit est injuste ». « Comme nous, national-socialistes, affirmait Goebbels en 1934, sommes convaincus de notre droit, nous ne pouvons tolérer personne dans notre voisinage qui, lui aussi, revendique son droit ».

Cette conception du droit des gens suppose une préparation militaire permanente. Le Troisième-Reich ne s'est pas contenté de ressusciter le militarisme prussien traditionnel. L'idéologie national-socialiste représentant la volonté spontanée du Volk, on se devait de réaliser l'idéal de la nation soldatesque, c'est-à-dire de mobiliser d'une façon totale l'ensemble des énergies individuelles et collectives. Cet idéal, Rosenberg l'a défini : « La nation allemande est sur le point de trouver enfin un style de vie... C'est le type d'une colonne de soldats en marche, peu importe où et à quelle fin cette colonne en marche pourra être engagée » ¹⁴⁶. La seule politique apte à imposer un droit supérieur étant celle fondée sur la force, on avait nécessairement en haute estime la guerre, qui, selon Claudewitz, « n'est rien d'autre que la continuation de la politique d'État par des moyens différents » – définition que les national-socialistes pouvaient faire leur. Hitler considérait la guerre comme l'épreuve décisive de la valeur raciale : « Nous, Allemands, dit-il dans « Mein Kampf », avons été élus par le destin pour assister à une catastrophe qui sera la preuve ultime de la justesse des théories raciales au sujet des races humaines ».

La conception agressive d'une politique de puissance s'appuie en Allemagne sur un complexe psychologique dont la source est le ressentiment. L'« innocence persécutée » devint, pour reprendre l'expression de Karl Kraus, l'« innocence persécutante ».

Le motif spirituel de ce ressentiment traditionnel, que la conscience national-socialiste a connu sous une forme exaspérée, a son origine dans la faillite du Saint-Empire-Romain-Germanique. Depuis lors, les valeurs allemandes n'ont jamais exercé une influence universelle tandis que les valeurs latines ont pénétré partout et se sont même introduites dans la substance allemande. La France, incarnation vivante des valeurs latines, est la cause véritable de cet échec. C'est dans cette conviction que réside l'explication du ressentiment allemand envers

¹⁴⁶ Rosenberg, A., *Gestaltung der Ide, Blut und Ehre*, Band 2, Munich 1936, p. 381.

l'occident et, en particulier, envers la France. « La France est la puissance de la mission antichrétienne en Europe... Contrairement aux Germains, les Gaulois ont complètement adopté la culture de Rome victorieuse... La France accomplit toujours la même mission, que ce soit sous le symbole de la croix ou des droits de l'homme... L'Allemagne est toujours, essentiellement, l'autre côté. Même aujourd'hui, elle vit dans un état de trêve prorogée avec le chrétienté universelle et on ne peut savoir si le culte païen du feu est vraiment et complètement aboli ¹⁴⁷ ». La haine aveugle de Hitler pour la France « l'ennemie mortelle de notre peuple » (...der Todfeind unseres Volkes) alimente des pages entières de la dernière section du « Mein Kampf. Dans un discours à Munich le 23 mai 1928, Hitler déclarait : « Si aujourd'hui Satan m'apparaissait pour m'offrir une alliance contre la France, je lui donnerais la main et marcherais avec lui ». Et, au même endroit, le 21 février 1929 : « Ce que la France hait, je l'aime; ce que la France aime, je le hais ». Aussi l'objectif politique de Hitler était-il conforme à celui du pangermanisme : isoler la France du monde pour faire de ce pays, selon l'expression de Moeller van den Bruck « un nouveau Portugal ». Outre le désir d'éviter la formation de deux fronts séparés d'opérations militaires, on peut reconnaître une raison profonde au pacte russo-allemand de non-agression signé le 23 août 1939. La Russie, pour Hitler, représentait Satan offrant à l'Allemagne une alliance contre la France et les valeurs occidentales.

Au motif spirituel se greffe le motif politique du ressentiment allemand. L'échec du Vieux-Reich n'a-t-il pas paralysé l'expansion territoriale et politique du monde germanique? Démembrée, l'Allemagne n'a refait son unité que dans la dernière moitié du dix-neuvième siècle. L'unification elle-même s'est réalisée à l'intérieur de frontières si exiguës que le peuple allemand se sent gêné dans sa croissance. Le mythe d'un Reich sans cesse en expansion - mythe surgi de la contradiction flagrante entre le rêve et la réalité déprimante - loin de perdre sa puissance d'attraction par suite de l'unification politique, n'a manifesté qu'après ce moment toute sa force explosive. Le Second-Empire ne pouvait être, dans l'esprit des Allemands, que le point de départ dynamique du grand Reich à venir.

¹⁴⁷ Blueher, Hans, cité par Steed, in : War against the West, Préface au livre de Kolnai.

Depuis la fin du siècle dernier, les théoriciens du pangermanisme se sont efforcés de donner à l'expression de leur ressentiment une justification scientifique : ils ont utilisé au service de leur cause les concepts, les techniques et certaines conclusions de la nouvelle science de la géopolitique fondée par Haushofer. Les géopoliticiens national-socialistes se sont surtout inspirés de la « Politische Geographie » de Friedrich Ratzel, œuvre parue en 1897, et du livre du suédois Rudolf Kjellén : « Les Grandes Puissances Contemporaines » traduit en allemand sous le titre de « Die Grossmaechte der Gegenwart » en 1914. Par la suite, Kjellén devait lui-même utiliser la géopolitique, en particulier les concepts d'« espace » et d'« autarcie », dans un sens favorable à l'Allemagne. Hitler, influencé indirectement par Haushofer, a, dans son livre, utilisé avec une certaine maîtrise le point de vue géopolitique : considérer la géographie sous un angle militaire afin d'appuyer une politique de puissance.

Le principal concept de la géopolitique dont les national-socialistes se sont servi est celui d'espace vital (Lebensraum).

Le concept d'espace vital offre quelque ressemblance théorique avec celui d'optimum de population formulé par la géographie humaine française. « Il existe, écrit Demangeon, un état d'équilibre idéal (optimum) réalisé quand la population jouit du maximum de bien-être économique, du maximum de revenu réel par tête. Comment peut se créer cet équilibre, cet optimum? On peut l'obtenir en associant la quantité de ressources naturelles qui détermine la production des denrées de consommation à la qualité de la civilisation qui détermine les possibilités d'un accroissement de la population » ¹⁴⁸. De même, le concept d'espace vital exprime la relation entre la quantité de biens qu'un peuple peut retirer du territoire qu'il occupe et la densité numérique et morale de la population. Cependant, alors que le concept d'optimum de population est défini et utilisé d'une façon objective, celui d'espace vital est né d'une situation et veut souligner les conséquences intolérables de cette situation : le premier concept est un outil scientifique; le second est une arme de combat. Dans « Mein Kampf », Hitler a révélé la nature du sentiment qui s'affirme à travers le concept d'espace vital : « La nature ne connaît pas

¹⁴⁸ Voir : Demangeon, Albert, *Problèmes de Géographie Humaine*, troisième édition, Colin, Paris 1947, p. 39 et 40.

de frontières politiques... Le plus fort en courage et en activité, enfant de prédilection de la nature, obtiendra le noble droit de vivre ».

L'évolution démographique de l'Allemagne depuis le dix-septième siècle n'a pas suivi une courbe essentiellement différente de celle des autres pays de l'Europe occidentale. Au cours d'une première période, couvrant le dix-septième siècle et s'étendant sur une grande partie du dix-huitième, les taux de natalité et de mortalité furent très élevés et la majeure partie de l'excédent détruite par les famines, les épidémies, etc. dues à un bas niveau de vie; durant une deuxième période, dont le facteur principal fut la révolution industrielle et, par suite, l'amélioration du niveau de vie, on assista à la diminution de la mortalité et, avec un certain retard, de la natalité de sorte qu'il subsista un excédent considérable de population pendant un certain nombre de décades; tous les pays parvinrent enfin à une troisième période durant laquelle le taux de natalité décrut à un rythme de plus en plus accéléré par rapport au taux de mortalité, de sorte que le taux de reproduction se rapprocha graduellement de l'unité pour tomber finalement dans plusieurs pays à une fraction de l'unité.

Le problème démographique allemand est dû à la convergence de trois facteurs principaux : l'absence de colonies; une révolution industrielle et démographique tardive et brutale; l'ambition de maintenir un niveau de vie élevé.

Les visées impérialistes qui se manifestèrent en Allemagne à la suite de l'unification politique du territoire furent conformes au comportement antérieur des autres pays occidentaux une fois leur unification parachevée. Mais elle survinrent trop tard, à une époque où la terre se trouvait déjà partagée en aires culturelles et politiques fermement cristallisées et où l'éveil récent de la conscience politique du peuple allemand devrait, fatalement, faire prendre à l'impulsion impérialiste frustrée des formes exaspérées de ressentiment.

Resserré à l'intérieur de frontières dépourvues de signification géographique, l'Allemagne du dix-neuvième et du vingtième siècles a ressenti un besoin démographique et économique de colonies autrement plus impérieux que les grandes nations colonisatrices du seizième et du dix-septième siècles.

Lorsque les premiers effets de la révolution industrielle se firent sentir en Allemagne, vers 1850, la France et la Grande-Bretagne avaient déjà subi les plus

fortes secousses démographiques de cette révolution ¹⁴⁹. Dans ces pays, en effet, les conséquences démographiques les plus favorables se sont manifestées entre 1800 et 1850. Or, pendant cette période, l'Allemagne, qui n'était pas encore parvenue au stage de la civilisation industrielle, a néanmoins un taux d'accroissement de 15 % supérieur à celui de la France; pour la période de 1850-1900, alors que les conséquences géographiques de la révolution industrielle cessent progressivement de se faire sentir en France, elles exercent leur influence la plus forte en Allemagne, de sorte que la différence entre les taux d'accroissement des deux pays s'élève à 45 %; elle était encore de 34 pour la période 1900-1940. Entre 1850 et 1914, la population allemande augmente de 36 millions à 68 millions, soit un accroissement de 32 millions; celle de la France de 35 millions à 41 millions, c'est-à-dire un faible gain de 6 millions; celle du Royaume-Uni de 21 millions à 40 millions, soit une augmentation de 19 millions ¹⁵⁰. Le taux de reproduction, en Angleterre et en France atteint son sommet durant la décade 1871-1880, et en Allemagne au cours des années 1891-1900, soit un retard de vingt ans sur les deux premiers pays ¹⁵¹.

Comme le Royaume-Uni et à un degré beaucoup moindre la France, l'Allemagne avait dépassé depuis longtemps son optimum de population. Cependant, alors que les émigrations anglaise et française furent surtout dirigées vers des colonies ou des pays de même composition ethnique et linguistique, la majeure partie de l'émigration allemande était forcément perdue pour l'Allemagne et pour la culture germanique. Entre 1820 et 1934, près de 6 millions d'Allemande émigrèrent aux Etats-Unis contre seulement 750 000 Français et Belges pendant la même période ¹⁵². À une période de nationalisme exaspéré, un tel phénomène devait fatalement accroître l'ambition impérialiste de l'Allemagne.

La comparaison des chiffres de population et des taux d'accroissement entre les trois pays n'a, en elle-même, qu'une valeur relative. Ils ne prennent toute leur importance qu'en les liant au facteur qui a le plus influencé l'évolution démographique récente de l'Occident : la révolution industrielle. Or, tandis qu'en France et en Angleterre la révolution industrielle mit près d'un siècle et demi à parcourir

¹⁴⁹ Voir : tableau de la population , appendice F.

¹⁵⁰ Chevalier, Louis, *Démographie Générale*, Dalloz, Paris 1951, p. 223.

¹⁵¹ Voir : taux de reproduction, appendice G.

¹⁵² *Ibid*, p. 186

ses principales phases d'expansion, en Allemagne elle les a traversées en soixante ans. Alors que dans les deux premiers pays le mouvement de la population eut la possibilité de s'ajuster à un niveau voisinant de l'optimum à chacune des diverses phases industrielles, en Allemagne le ralentissement de l'expansion industrielle surprit une population en pleine croissance. La comparaison entre les divers âges de la population allemande et française révèle l'étendue du problème démographique ainsi créé. En 1910, 7,7 % de la population allemande avait dépassé 60 ans contre 12,8 % en France; 34 % de la population allemande avait moins de 15 ans contre un peu plus de 20 % en France ¹⁵³.

L'arrêt de l'expansion industrielle, après la première grande guerre, surprit ne population extrêmement jeune et capable d'un taux d'accroissement correspondant à celui de l'Angleterre furent la décade 1881-1890. Dans les conditions d'après-guerre, cet accroissement ne pouvait se poursuivre sans entraîner une baisse considérable dans le niveau de vie, qui avait été en Allemagne un des plus élevés au monde au cours de la période antérieure. De fait, l'expérience des pays industrialisés démontre que les populations, plutôt que d'abaisser leur niveau de vie, recourent à la limitation des naissances. Ce phénomène prit en Allemagne des proportions effarantes : le taux de natalité qui s'élevait à 33 en 1910 était descendu à 14,7 en 1933, soit une diminution de 18,3 unités alors qu'il ne diminuait que de 4,3 unités en France (20,6 contre 16,3). Cette diminution ne peut être ne peut être expliquée par les effets démographiques de la guerre, puisqu'en 1933 la nombreuse génération de 1901-1910 avait commencé à prendre la relève de la génération de la guerre. Le taux de reproduction nette fournit les données les plus significatives sur le problème démographique allemand durant la période d'après-guerre ¹⁵⁴. En 1910, ce taux était en Allemagne de 1,48, c'est-à-dire le plus bas en Europe après celui de l'Autriche, une autre population germanique, soit une diminution de 0,77 en 23 ans. Durant la même période la diminution n'avait été en France que de 0,08 (de 0,96 à 0,88); en Angleterre, la baisse avait été de 0,46 (de 1,23 à 0,77). Mais il faut retenir qu'en Angleterre le processus de décroissement était en cours depuis 1881 alors que les premiers symptômes de diminution ne s'étaient manifestés en Allemagne qu'après 1901. Certes, la population allemande, à cause de la soudaineté de sa nouvelle orientation démographique et de

¹⁵³ *Ibid*, p. 226.

¹⁵⁴ *Ibid*, p. 226

sa grande jeunesse, continu de s'accroître de plusieurs centaines de milliers par année, même durant les pires années de dénatalité. Le vieillissement de la population s'opérait toutefois à un tel rythme que le démographe Burgdeorfer a pu écrire, en 1933, un livre dont le titre : « Peuple sans jeunesse » (Volk ohne Jugend) révérait la gravité du problème démographique allemand.

Des études faites sur le national-socialisme ont conclu que la politique de natalité du Troisième-Reich visant à encourager les naissances dans une situation de sur population, impliquait une contradiction. Ils n'ont pas vu que le grand problème démographique de l'Allemagne d'après-guerre était la menace d'un vieillissement brusque de la population. On peut comprendre l'étendue de cette menace si on rapproche le taux de reproduction de l'Allemagne en 1933 (0,71), pays jeune et en pleine expansion démographique, avec le même taux en France (0,88), pays vieilli et dont l'expansion démographique était depuis longtemps terminée. La gravité de la menace était telle qu'en dépit du fait que le taux de natalité passa en Allemagne, entre 1933 et 1933, de 14,7 à 20,4, le taux de reproduction ne réussit pas, au cours de la même période, à rejoindre l'unité (0,98).

Les conditions particulières de l'évolution démographique allemande par rapport aux deux autres grandes puissances européennes de l'ouest eurent deux conséquences psychologiques qui trouvèrent dans le national-socialisme un lieu de cristallisation et qui devaient avoir, par l'intermédiaire du concept d'espace vital, une incidence politique extrêmement grave.

D'une part, il faut retenir qu'entre 1850 et 1914 la population allemande avait presque doublé; pendant la même période celle de la France n'avait augmenté que de 11 %. Elle continua de s'accroître pendant les pires années d'après-guerre alors que celle de la France demeurait stationnaire. En 1937, l'Allemagne avait une densité de population de 150 au km², soit 25 de plus qu'en 1919, alors que celle de la France se maintenait aux environs de 68 au km² au cours de la même période. Ce phénomène constitue la base objective de l'idée que le peuple allemand manque d'espace pour nourrir et contenir une population toujours croissante, puisque le nombre d'hectares en terres cultivables ne peut être considérablement augmenté et que le pays est parvenu à la phase de contraction économique.

D'autre part, un peuple, traditionnellement fier de sa jeunesse et de sa vigueur, qui voit, sous ses yeux, s'opérer à un rythme très rapide le vieillissement de sa

population, est normalement conduit au ressentiment contre les pays à populations vieilles qui possèdent néanmoins de vastes colonies riches en sols fertiles et en richesses naturelles ainsi que contre les pays jeunes à faible densité de population qui laissent improductifs de vastes territoires.

Pour comprendre les connexions psychologiques associées au concept d'espace vital, il faut tenir compte d'un troisième phénomène d'ordre politique : la perte de quelque 6 476 000 âmes par suite de la cession de territoires à sept pays continus, conformément aux stipulations du traité de Versailles. Cette saignée devrait accroître, dans des proportions inouïes, le ressentiment des Allemands qui n'eurent qu'un désir : récupérer leurs compatriotes et les riches territoires perdus et incorporer à l'Allemagne tous les territoires germaniques ou en partie germaniques qu'elle n'avait jamais possédés.

Deux issues s'offraient à l'Allemagne : l'émigration massive ou la politique d'expansion territoriale.

L'émigration allemande entre 1920 et 1930 s'éleva à plus d'un demi-million, soit un des chiffres les plus élevés de l'histoire du pays. La crise économique mondiale ralentit considérablement le rythme de l'émigration allemande comme celle de tous les pays européens à l'exception de l'Angleterre. Il faut aussi retenir que cette émigration avait, sur la population allemande des effets psychologiques défavorables, effets que le national-socialisme cristallisa. Ce motif psychologique sous-tendit la politique de restriction de l'émigration et de volonté d'autarcie.

Ne pouvant atteindre, à cause de la jeunesse de la population, comme la France, un taux d'accroissement s'approchant de zéro en dépit d'une diminution considérable de la natalité, l'Allemagne n'avait plus qu'un seul moyen pour résoudre son problème démographique : l'expansion territoriale. « La germanisation de nos voisins de l'Est, avait écrit déjà Paul de Lagarde, serait un fait digne de mention. Puisse la Russie être assez bonne pour reculer ses frontières de quelque 450 km vers l'Asie centrale. Nous avons besoin de terres devant notre porte. Si elle refuse, nous nous verrons dans l'obligation de l'exproprier, c'est-à-dire de lui faire la guerre » ¹⁵⁵.

¹⁵⁵ De Lagarde, Paul, reproduit dans : *Schriften fuer Deutschland*, Leipzig, 1933, p. XXIV

Chez Hitler, la question de l'espace vital revient sans cesse comme un leitmotiv. Le 12 mars 1936, à Nuremberg, il a exprimé son ressentiment avec une force particulière : « Que de travail l'Allemagne ne doit-elle pas fournir pour arracher à la mer et aux marécages quelques km² de terre pendant que d'autres nagent dans l'abondance. Nous ne sommes pas dans la situation heureuse de ces Juifs bolchéviques qui ont trop de terre. Si l'Oural avec ses immenses trésors de matières premières, la Sibérie avec ses riches forêts et L'Ukraine avec ses plaines immenses de céréales étaient situés en Allemagne, celle-ci, sous le gouvernement national-socialiste, nagerait dans l'abondance ». En tenant ces propos, comme lorsqu'il réclamait pour l'Allemagne des colonies ou qu'il revendiquait les territoires et les populations cédés au lendemain de la première grande guerre, Hitler savait des fibres psychologiques très sensibles du peuple allemand.

Ainsi, inspiré par une impulsion spirituelle puissante et poussé par un besoin artificiellement nourri, le Troisième-Reich se donna pour tâche de parfaire enfin la réalisation intégrale du Reich germanique. Pour lui, cette entreprise signifiait en même temps une croisade et la solution d'une question vitale. L'objectif immédiat de la politique extérieure du national-socialisme fut conforme au premier point du programme de 1920 : « Nous demandons l'union de tous les allemands, par le droit d'autodétermination des peuples, en une grande Allemagne ». Le national-socialisme s'est irrémédiablement discrédité, en Allemagne, pour avoir finalement échoué dans cette tâche. Hitler, lui-même, n'avait-il pas considéré le succès comme le critère de la valeur intrinsèque d'un principe ou d'un mouvement? Or, Hitler s'est vu acculé à une guerre qu'il ne désirait pas encore, semble-t-il, et que ni la population ni l'armée ne souhaitaient pour sitôt, à un moment où l'Allemagne, quoique mieux préparée que tous les autres pays, était loin d'avoir atteint un niveau convenable de préparation militaire, surtout du point de vue naval et aérien. Le déclenchement du conflit armé généralisé en septembre 1939 est dû à une erreur psychologique dans l'utilisation de la tactique national-socialiste en politique internationale.

Cette tactique, comme sous le nom de tactique hitlérienne ¹⁵⁶, joua en même temps sur plusieurs claviers psychologiques. On peut la définir, en général, com-

¹⁵⁶ *Makers of Modern Strategy, Military Thought from Machiavelli to Hitler*, Ed. Edward Mead Earle, Princeton, 1952, ch. 17.

me un ensemble de procédés visant à satisfaire successivement les principales ambitions allemandes sans violer manifestement les conceptions juridiques internationales ou, tout au moins, sans provoquer une guerre généralisée.

Au cours d'une première période, allant de 1933 à 1936, après avoir rompu avec la S.D.N. et avoir annulé les effets de plusieurs clauses du traité de Versailles, Hitler transforma pour son propre usage le slogan de Napoléon III : « L'Empire, c'est la paix ». Dans un discours qui dura près de quatre heures, le 17 mai 1933, il avait affirmé : « Parlant délibérément en tant que national-socialiste allemand, je désire déclarer au nom du gouvernement et au nom du mouvement de régénération nationale, que nous, de la nouvelle Allemagne, sommes remplis d'une compréhension profonde des sentiments, des opinions et des droits vitaux légitimes des autres nations ». Le 21 mai 1935, il disait : « L'Allemagne a compris ce fait élémentaire et simple qu'aucune guerre ne mettrait fin à la misère générale de l'Europe ». Toujours, par la suite, il devait proclamer la volonté pacifique de l'Allemagne.

Le motto : « Paix dans l'honneur » atteignit deux objectifs principaux : en Allemagne il stimula la confiance de la nation envers le Troisième-Reich qui offrait la promesse d'une satisfaction des principales revendications allemandes sans risques coûteux; à l'étranger, il concilia à l'Allemagne plusieurs puissances qui se détachèrent progressivement de la France, demeurée solitaire dans sa crainte de l'Allemagne. Churchill, lui-même pro-français, n'a-t-il pas alors demandé à la France de bien vouloir abandonner son attitude agressive?

Au cours de cette première période, le Troisième-Reich justifia la rupture de ses engagements ou la violation des traités au nom des principes d'autodétermination et d'égalité des droits ou en prétextant, comme lors du rétablissement du service militaire obligatoire, en mai 1935, une violation préalable, de la part d'alliés, de leurs engagements. Plusieurs grandes nations, convaincues du bien fondé de ces « Aktionen », ne prêtèrent aucune attention aux protestations de la France qui s'abandonna elle-même peu à peu à l'illusion trompeuse de l'atmosphère pacifiste créée par la tactique hitlérienne. En même temps, au moyen de l'organisation internationale (A.Q.), de la ligue mondiale antisémite, de l'alliance chrétienne aryenne, de la ligue anti-comintern et de la revue « Welt Dienst », ainsi que par les millions de pamphlets distribués par le monde, le na-

tional-socialisme poursuivait sa campagne de pénétration « internationale pacifique ».

La deuxième période s'ouvrit en 1936 avec la remilitarisation du Rhin, premier coup d'audace du Troisième-Reich. Le 21 mai 1935, Hitler avait promis de respecter intégralement tout traité signé par l'Allemagne même avant 1933 et, en particulier, de se conformer aux accords de Locarno : « Le gouvernement allemand, respectant la zone démilitarisée, contribue à l'apaisement de l'Europe. Ce respect pèse sur notre souveraineté d'un poids bien accablant ». Le 5 mars 1936, 30 000 hommes marchèrent vers la Rhéanie et le 7, Hitler déclara devant le Reichstag que la France ayant ignoré l'existence du traité de Locarno. Il « se voyait contraint de procéder à la remilitarisation de l'ancienne zone démilitarisée ». Pour bien souligner sa volonté pacifique il soumit à Londres un plan de « Super-Locarno sous forme d'un pacte de non-agression. Le 29 mars, un plébiscite approuvait le geste du Troisième-Reich par 44 461 278 contre 450 211 votes ¹⁵⁷. Stimulé par ce premier succès, Hitler envisagea d'autres conquêtes.

La tactique utilisée suivit toujours le même modèle : promesse du Troisième-Reich de respecter ses engagements bien que cela fut pénible à son honneur et à sa fierté; intervention forcée rendue nécessaire par suite de la violation des accords par l'autre partie; apaisement et nouvelle promesse de paix.

Au sujet de l'Autriche, le 21 mai 1935, Hitler avait déclaré : « L'Allemagne n'a ni l'intention ni la volonté de l'immiscer dans les affaires autrichiennes, d'annexer, par exemple, ou de se rattacher l'Autriche ». Une tension croissante se développa néanmoins dans les relations entre les deux pays par suite de la « mauvaise volonté » de l'Autriche. Cette tension aboutit au compromis austro-allemand du 11 juillet 1936 à la suite duquel Hitler promit solennellement de respecter la souveraineté absolue de l'état fédéral d'Autriche. Il renouvela cette promesse le 30 janvier 1937. Mais le 10 novembre, il s'en prit à l'Autriche sous le prétexte d'« infractions » commises par ce pays au pacte culturel. Le premier mars 1938, la patience des dirigeants national-socialistes était à bout : « L'Allemagne ne veut pas et ne voudra pas, déclarait alors Goering, se mêler des affaires qui concernent d'autres pays. Mais il doit être clairement compris que le

¹⁵⁷ Goerlitz et Guint, *op. cit.*, T.II, p. 104.

Reich allemand se considère comme le protecteur et le défenseur de tous les Allemands, même ceux qui vivent à l'extérieur de ses frontières ». Après l'« Anschluss », le Fuehrer se déclara de nouveau satisfait.

Du 21 mai au mois de juillet 1938, la presse allemande ne cessa de mentionner les « intolérables provocations » des Tchèques. Le Fuehrer ne pouvait tolérer plus longtemps les « persécutions » infligées aux 3 500 000 Sudètes allemands. Le 29 septembre, Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain eurent des entretiens à Munich à la suite desquels un accord fut signé confirmant l'annexion des Sudètes. Apaisé, le Fuehrer fit de grandes promesses de paix à Chamberlain et Daladier, reçus par un grand nombre en héros nationaux dans leur capitale respective. Dans son discours traditionnel du 30 janvier en 1939, Hitler déclarait : « qu'après le règlement des divergences germano-tchèques et l'accord de Munich », une longue période de paix était assurée.

Six mois plus tard, invoquant les « excès sauvages » commis contre les Allemands en Bohême et en Moravie, Hitler ordonnait l'annexion de ces provinces. Cette fois, l'apaisement du Fuehrer devait durer moins de deux mois, puisque la « persécution » des malheureux Allemands en Pologne ne tarda pas de provoquer le débordement de sa colère. Le premier septembre 1939, les troupes allemandes envahissaient la Pologne. Cette fois, Hitler n'eut pas le loisir d'apaiser son courroux.

Au cours de cette deuxième période, le Troisième-Reich fonda de plus en plus sa politique internationale sur une tactique agressive. Le succès de cette tactique repose sur la permanence d'un état d'esprit prêt à l'adversaire; la lâcheté ayant sa source dans la peur. Elle vise, comme la guerre, la conquête, cependant, contrairement à la guerre, elle obtient ce résultat avec un minimum de dépense matérielle et humaine.

La remilitarisation du Rhin fournit la première occasion d'une opération de grand style fondée sur la tactique agressive et sur le bluff. Les commandants des 30 000 hommes de troupes qui furent envoyés pour occuper les anciennes garnisons rhénanes n'avaient-ils pas reçu l'ordre « de se replier immédiatement sur l'autre rive du Rhin en cas d'action offensive de la part de la France » ¹⁵⁸ ? Ce succès initial, et ceux qui suivirent à une cadence de plus en plus rapide, encoura-

¹⁵⁸ *Ibid*, p. 103.

gèrent Hitler à recourir à une tactique qui permettait de si beaux résultats à peu de frais.

Le grand triomphe de la tactique agressive de Hitler fut la conférence de Munich, tenue au moment de la grande crise internationale politique que provoqua la question tchécoslovaque. Ce triomphe le persuada de l'irrésistibilité de sa force et le convainquit de la lâcheté des chefs d'état étrangers. Enivré de son succès, il perdit toute prudence et crut que rien ne lui résisterait. En trouvant finalement la limite de la peur et du pacifisme de ses adversaires, il força ceux-ci, malgré eux, à lui déclarer la guerre.

La tactique de la guerre éclair (Blitzkrieg), conçue et appliquée par Napoléon au cours de ses mémorables campagnes, fut de nouveau appliquée par Hitler avec une efficacité accrue grâce aux techniques améliorées mises à sa disposition. Le recours à cette tactique révèle au mieux la nature agressive de son tempérament. Les principes de la guerre éclair sont la soudaineté, la rapidité de l'action associées à un déploiement de puissance militaire massive, capable d'écraser l'ennemi dès le premier engagement. Ici encore, Hitler fondait son succès sur le mépris de l'adversaire, dont il exploitait la peur et la faiblesse. Cette tactique est susceptible d'avoir des résultats terrifiants, mais son efficacité d'émousse graduellement dans une guerre de longue haleine, lorsque l'ennemi a appris à combattre « les gaz asphyxiants par les gaz asphyxiants ».

La déclaration de la guerre jeta le monde, y compris l'Allemagne, dans la stupeur; Cependant, alors que dans plusieurs pays cette stupeur paralysante persista jusqu'au moment de l'écrasement, en Allemagne, par suite d'une propagande belliqueuse intense, l'enthousiasme guerrier avait pénétré la nation en l'espace de quelques semaines.

La seconde grande guerre mondiale dut une guerre totale pour l'Allemagne, non seulement dans le sens de Ludenforff, mais encore, et peut-être davantage, dans un sens culturel et spirituel. Dans une lettre écrite à Himmler le 9 mars 1943, Gottlob Berger révélait le sentiment profond qui animait, sinon la nation entière et l'armée dans son ensemble, du moins des millions de fidèles national-socialistes : « Aujourd'hui nous nous trouvons devant une grande décision : ou bien le national-socialisme constitue une ère nouvelle, dure, difficile mais claire, qui, pour des siècles, peut-être même pour des milliers d'années, imprimera son empreinte, non

pas seulement au monde germanique, mais au monde tout entier, ou bien le national-socialisme constitue la fin de l'ère germanique, comparable en cela aux rayons du soleil couchant qui fait tout briller encore une fois par sa lumière ¹⁵⁹.

Le 4 février 1938, le peuple allemand avait appris que Hitler assumait le commandement personnel de la « Wehrmacht ». ¹⁶⁰. L'État dictatorial achevait ainsi de se subordonner l'armée, à laquelle, en raison de son influence sur les masses à une époque de service militaire obligatoire, il eut été dangereux de conserver une morale et une mentalité propres. Ainsi la gestapo civile étendait sa juridiction jusqu'au sein du corps des officiers. À la suite du remaniement dans l'état-major, que cette décision provoqua, le « Voelkischer Beobachter » écrivit que la conséquence du changement survenu serait « d'insuffler à l'armée l'esprit nouveau du parti ». Et Hitler, plus que jamais convaincu de la « stupidité » des généraux et des hauts officiers, commença à préparer ses plans de campagne durant lesquels les militaires de profession seraient utilisés et limogés, selon sa volonté.

Hitler, conducteur de son peuple dans la paix, le serait durant la guerre. Le Fuehrer invincible et infaillible, choisi par le destin ou la Providence pour sauver le monde, conduirait l'armée allemande à la victoire. « Si la guerre est inévitable, n'avait-il pas proclamé, je préfère la diriger moi-même, non pour acquérir de la renommée car je suis seulement épris de paix; mais puisque la Providence a ordonné que cette lutte soit menée selon son insondable volonté, je puis seulement lui demander de m'en charger. Je porterai seul ce fardeau et n'en partagerai avec personne la responsabilité ». Et à Berlin le 26 avril 1942, il répétait : « Dans cette lutte, la vérité vaincra finalement et la vérité est avec nous. Mon seul orgueil est d'avoir été choisi par la Providence pour conduire le peuple allemand au milieu de ces événements terrifiants. J'unirai inextricablement mon nom à la vie et à la destinée du peuple allemand. Je n'ai pas d'autre requête au Tout-Puissant que de nous bénir dans l'avenir comme dans le passé et de me laisser vivre aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour le combat victorieux de la nation allemande ».

Ainsi, suivant l'évolution mentale de Hitler au cours des deux dernières années du conflit, le peuple allemand fut conduit insensiblement de la modalité

¹⁵⁹ Cité par Bayle, *op. cit.*, p. 461

¹⁶⁰ Goerlitz et Quint, *op. cit.*, T. II, p. 121.

idéologique à la modalité utopique. Dans ses rares discours prononcés durant la dernière phase de la guerre, Hitler s'efforçait de faire partager à son peuple ses illusions sur l'efficacité de l'arme secrète foudroyante que le Reich utiliserait bientôt contre ses adversaires. Cette arme, la bombe atomique, n'existait encore, comme Goebbels le révèle dans son journal, que sous la forme d'expériences de laboratoire. Durant les derniers mois du conflit, Hitler, persuadé que comme à Frédéric le Grand, le destin lui serait finalement propice, penché sur des cartes d'état-major, dirigeait des armées qui n'existaient plus et enregistrait des victoires imaginaires au cours d'engagements qui s'étaient déjà soldés par des défaites. Lorsque les Américains franchirent le Rhin en mars 1945, Hitler ordonna de « brûler la terre ». Tandis que l'armée russe encerclait Berlin, il déclara aux officiers qu'il utilisait chaque instant « pour mettre à point les choses qui renverseraient le destin ». La mort soudaine de Roosevelt, le 12 avril, fut interprétée par lui comme le miracle attendu. Le 20 avril il donna le commandement à une armée blindée de S.S., qui avait été détruite, de libérer Berlin. « Des ordres d'attaque sauvages lancés de tous côtés, des plans insensés prévoyant des opérations avec des armées ou des divisions qui n'existaient que sur le papier, des flambées d'espoir aussitôt éteintes des menaces de mort contre quiconque parlerait d'arrêter le combat, tel fut le dernier tableau qu'offrit l'abri de la Chancellerie » ¹⁶¹.

À mesure que la situation devenait plus désespérée, la modalité idéologique s'effaçait devant la modalité utopique, modalité d'une grande puissance mentale mais sans prise existentielle. La nation suivit son Fuehrer dans l'utopie comme elle l'avait suivi dans l'idéologie.

¹⁶¹ *Ibid*, p. 206

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Cinquième partie. Les influences objectives
de l'Idéologie National-Socialiste.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire des sociétés humaines, qui traduit le mouvement de la conscience sociale de l'homme, ne se mesure pas à la même échelle que l'histoire des individus. Le rôle d'une révolution est d'intégrer l'histoire des peuples dont elle incarne l'esprit. Il serait erroné de juger de la portée de la révolution allemande du vingtième siècle d'après le petit nombre d'années qu'ont duré ses manifestations extérieures : le sens profond d'une révolution se découvre, sous la croûte opaque de ses modalités phénoménales, dans la forme d'existence qu'elle a tenté de cristalliser. Le jugement sur toute révolution demeure soumis à la ratification de la conscience sociale qui recèle, pour des générations à venir, le secret de son destin final.

Dans l'esprit de la majorité des groupes sociaux, économiques et religieux, le national-socialisme s'était présenté comme un refuge assuré contre l'anxiété et l'insécurité : il promettait un raffermissement des institutions traditionnelles qui n'avaient pas trouvé dans la société républicaine des conditions favorables à leur survivance.

Néanmoins, quoiqu'elle ait rendu possible le succès du national-socialisme, la mentalité réactionnaire n'en saurait définir la forme essentielle : celle-ci découla

d'un désir puissant de faire accéder enfin l'esprit germanique à l'existence objective, nationale et universelle.

La reconnaissance de la nature essentiellement révolutionnaire du national-socialisme permet seule de comprendre la tragédie du Troisième-Reich. Plutôt qu'« une révolution sous une forme révolutionnaire » (Hans Kohn), le national-socialisme se présente comme une révolution selon des modalités contre révolutionnaires.

La révolution allemande du vingtième siècle exprime la deuxième grande tentative de l'âme germanique d'accéder à l'universel. Plusieurs siècles séparant les deux tentatives. Mais toutes deux coexistèrent dans la conscience national-socialiste. Au neuvième congrès du parti, en septembre 1938, à côté des emblèmes national-socialistes, avaient été placés ceux du Saint-Empire-Romain-Germanique : symbole d'une participation mystique et d'une identification intentionnelle.

Durant le long intervalle qui sépare ces deux tentatives, la conscience allemande, par delà l'histoire au sein de laquelle la substance germanique avait été corrompue, se réfugia dans la contemplation nostalgique de la protohistoire mythique et barbare pour y découvrir les vertus ancestrales.

Le rêve tribal d'une vocation germanique universelle sous la conduite allemande et la mélancolie devant l'impuissance existentielle du rêve se sont traduits dans des créations culturelles d'une grande beauté : ils ont inspiré des œuvres immortelles dont la forme et le contenu demeuraient cependant partiellement inaccessibles à la conscience humaine universelle.

Aux moments les plus tragiques, le rêve germanique ne s'est pas éteint dans l'âme allemande. La persistance de ce rêve devant le spectacle déprimant de la réalité explique la tension aiguë qui se manifeste dans le déroulement de l'histoire de l'Allemagne. Cette tension a trouvé son expression dans la notion d'un Reich universel, spirituel et politique, jamais actualisé mais toujours présent à la conscience.

Le Troisième-Reich s'est présenté comme la réalisation effective du Reich germanique. Sa structure objective reproduisit, dans une large mesure, celle du Second-Empire et de l'ancien État prussien; dans sa forme, il marqua une nouvelle irruption existentielle du principe charismatique germanique, principe qui

s'était corrompu dans le Vieux-Reich mais qui avait été rappelé dans sa pureté originale par le rêve séculaire de la conscience allemande. Le 30 janvier 1942, au moment où la fureur guerrière allemande atteignait son paroxysme, Hitler pouvait proclamer à nouveau la mission germanique à laquelle tant de millions de ses compatriotes croyaient encore : « Que Dieu nous donne la force de sauvegarder la liberté de notre peuple, de nos enfants et des enfants de nos enfants, non seulement pour nous, Allemands, mais aussi pour les autres nations d'Europe. Car cette guerre que nous faisons n'est pas la guerre de la seule Allemagne; c'est la guerre de l'Europe tout entière et, ainsi, c'est réellement la guerre de toute l'humanité ».

La révolution allemande s'est déroulée sous le signe du collectif organisé. L'idéologie national-socialiste, tentative massive de transformer une conscience malheureuse en conscience non apaisée mais agressive et exultante, a mobilisé les énergies les plus profondes, a fait appel aux qualités les plus nobles de l'Allemand; elle a nourri sa substance des manifestations les plus élevées de la culture germanique.

L'intégration idéologique s'est effectuée dans des conditions qui ont nécessité le recours aux techniques dictatoriales. La synchronisation forcée de la culture germanique au service de l'idéologie totalitaire a entraîné la dégradation de cette culture et a provoqué l'irruption, au sein de la révolution, du principe démoniaque engendré par l'affirmation du mythe de la race, mythe allemand de l'origine. Le collectif organisé ne s'est servi des qualités de l'homme allemand, il ne les a utilisées à des œuvres créatrices, que pour les retourner contre l'homme.

La tempête provoquée par l'éclatement du principe démoniaque s'est apaisée. Cet éclatement n'a pas apporté une solution au problème séculaire, existentiel et spirituel du peuple allemand; il en a seulement reporté l'expression de la sphère d'existence à la sphère du rêve. L'épuisement du mythe de la race a laissé intacte la structure mythique de la notion d'un Reich germanique, mythe allemand fondamental de la destinée.

Aujourd'hui, la contradiction entre le rêve et la réalité est plus aiguë que jamais. Non seulement l'Allemagne n'est pas maîtresse du destin du monde, mais encore son propre destin s'élabore dans un univers dont les idées inspiratrices ne surgissent pas d'elle.

Le Troisième-Reich n'a pas réalisé sa mission d'instaurer un millénaire germanique universel. Les symboles de ce Reich, expressions de tant d'espoirs trompés, de tant de souffrances et d'un tel débordement de mal, hanteront-ils à l'instar de ceux du Vieux-Reich, la conscience des jeunes générations allemandes, qui, dans des conditions plus difficiles que jamais, devront définir leur situation dans le monde ?

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice A

Organisation légale de la N.S.D.A.P.

[Retour à la table des matières](#)

*Organisation légale de la N.S.D.A.P.**Der Fuehrer**Oberste Reichsleitung* (Autorité suprême du Reich)*Reichskabinett* (Cabinet du Reich)*Statthalter* (gouverneur des États)*Auslands organization* (A.O)
(*organisation internationale*)I- *Gliederungen* (organismes intégrés)
(cartes collectives ou individuelles)*Gaue* (32) (Régions)II- *Angeschlossene Verbaende*
(groupes affiliées)
(cartes collectives ou individuelles)

1. S.A. (Sturm-Abteilung der N.S.D.A.P.)

Kreisleiter (500)
(Districts)

1. La Société des médecins allemands N.S.

2. S.S. (Schutzstaffel der N.S.D.A.P.)

Ortsgruppen (groupes locaux)

2. L'Union des avocats N.S.

3. N.S.K.K. (Nationalsozialistische Kraftfahrkorps ou corps motorisé N.S.)

Blockwarte (cellule)

3. L'Union des instituteurs N.S.

4. H.J. (Hitler-Jugend) (jeunesse hitlérienne)

Parteigenossen
(membres)
(cartes individuelles)

4. La Société N.S. pour le bien-être du peuple

5. L'Union des étudiants national-socialistes

5. La Société N.S. pour le soin des victimes de la guerre

6. L'Union des professeurs d'université national-socialistes

6. L'Union des ingénieurs allemands

7. La ligue des femmes national-socialistes

7. L'Union des fonctionnaires du Reich allemand

8. Le Front du travail allemand

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice B

Programme du Parti National-socialiste N.S.D.A.P.

[Retour à la table des matières](#)

Ce programme fut promulgué au cours d'une assemblée du parti, le 24 février 1920, dans le « Hofbrauhaus-Festival » à Munich. Traduction tirée du livre de Gottfried Feder, *Das Program der N.S.D.A.P. und seine veltanschaulichen Gedanken*, Franz Eher, Muenchen, 1938.

1. Nous demandons l'union de tous les Germains en vue de former une grande Allemagne sur la base des droits de l'auto-détermination dont bénéficient les nations.
2. Nous demandons l'égalité des droits pour le peuple allemand dans ses rapports avec les autres nations et l'abolition des traités de paix de Versailles et de Saint-Germain.
3. Nous demandons des terres et des territoires (colonies) pour la subsistance de notre peuple et l'écoulement de notre surplus de population.
4. Nul autre que les membres de la nation peuvent être citoyens de l'État. Nul, si ce n'est ceux qui sont de sang germanique, quel que soit leur credo, ne peut être membre de la nation.

Nul Juif, en conséquence, ne peut être membre de la nation.

5. Quiconque n'est pas citoyen de l'État peut vivre en Allemagne seulement comme un hôte et doit être considéré comme sujet de lois étrangères.
6. Le droit de vote pour le gouvernement de l'État et pour la législation doit être le privilège des citoyens de l'État exclusivement. Nous demandons en conséquence que toutes les nominations officielles, de quelque nature que ce soit, que ce soit, que ce soit pour le Reich, pour les États ou les municipalités, soient attribuées aux citoyens de l'État seuls.
7. Nous demandons que l'État fasse de son premier devoir la promotion de l'industrie et le bien-être des citoyens de l'État. S'il n'est pas possible de nourrir la population entière, les nationaux étrangers (les non-citoyens de l'État) doivent être exclus du Reich.
8. Toute immigration non-germanique doit être empêchée. Nous demandons que tous les non-germans qui entrèrent au pays subséquemment au deux août 1914, soient expulsés du Reich.
9. Tous les citoyens de l'État sont égaux en ce qui concerne les droits et les devoirs.
10. Ce doit être le premier devoir de chaque citoyen de l'État de travailler intellectuellement et physiquement. Les activités de l'individu ne doivent pas venir en conflit avec les intérêts de l'ensemble, mais doivent se développer à l'intérieur des cadres de la communauté et pour le bien général.

NOUS DEMANDONS, PAR CONSÉQUENT :

11. L'abolition des revenus qui ne sont pas gagnés par le travail.
12. La confiscation impitoyable des bénéfices de guerre et l'abolition du fléau de l'intérêt.
13. La nationalisation de toute activité économique qui s'est développée jusqu'à maintenant sous la forme de compagnies (trusts).
14. Le partage des profits dans le commerce de détail.

15. Un développement extensif de la pension de vieillesse.
16. La création et le maintien d'une classe moyenne saine.
17. Une loi de réforme agraire en vue de la confiscation sans compensation de la terre pour usage communal.
18. L'abolition de l'intérêt sur les prêts agraires.
19. Le remplacement du droit romain, qui est au service de l'ordre mondial matérialiste, par un droit conforme à la communauté germanique.
20. La refonte de notre système national d'éducation conformément aux exigences de la vie pratique. La pénétration de l'idée étatique (sociologie de l'État) doit être l'objectif de l'éducation scolaire, commençant dès le premier éveil de l'intelligence chez l'élève. Nous demandons l'éducation des enfants doués des familles pauvres, quelle que soit leur classe ou leur occupation, aux dépens de l'État.
21. L'amélioration du niveau de la santé (par l'hygiène, la gymnastique, etc.)
22. L'abolition d'une armée de solde et la formation d'une armée nationale.
23. La protection légale contre le mensonge conscient et la discrimination de la presse En vue de faciliter la création d'une presse allemande, nous demandons :
 - a) que tous les éditeurs des journaux et leurs assistants qui emploient la langue allemande, soient membres de la nation.
 - b) qu'une permission spéciale de l'état soit nécessaire avant qu'un journal non-allemand puisse paraître.
 - c) que les non-Allemands soient empêchés par la loi de participer financièrement et d'influencer les journaux allemands. Il doit être défendu de publier des journaux qui ne tendent pas au bien national.
24. La liberté pour toutes les dénominations religieuses au sein de l'État, pour autant qu'elles ne constituent pas un danger pour ce dernier et qu'elles ne combattent pas les sentiments moraux de la race allemande. Le parti, en tant que tel, prend position pour un christianisme positif, mais ne se lie pas en matière de credo à aucune confession particulière. Le parti combat l'esprit matérialiste juif en nous et en dehors de nous et est convaincu que notre nation ne

peut connaître une santé permanente à l'intérieur que d'après le principe :
l'intérêt commun avant l'intérêt particulier.

25. Un pouvoir central fort pour l'État.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice C

[Retour à la table des matières](#)

O maecht'ger Herrscher ohne Heere,
Gewalt' ger Kaempfer ohne Speere,
O Friedensfuerst von grosser Macht !
Es wollen Dir der Erde Herren
Den Weg zur Deinem Throne Sperren,
Doch Du gewinnst ohne Schlacht.
O Herr von grosser Huld und Treue,
O komme De auch jetzt aufs Neue,
Zu uns, die wir sind schwer verstoert,
Not ist es, dass Du selbst hienieden
Kommst, zu erneuern Deineen Frieden,
Dagegen sich die Welt empoert.

(Poésie de Friedrich Rueckert,
écrite en 1814).

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice D

Organisation de la "Sturmstaffeln" SS

[Retour à la table des matières](#)

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice E

Organisation interne des camps de concentration (K.Z.)

[Retour à la table des matières](#)

(1) Tableau dressé d'après le livre de Kogon (trad. française, pp. 28 à 32 et pp. 53 à 63.)

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice F

Tableau de population pour trois pays ¹⁶²

(en millions d'habitants)[Retour à la table des matières](#)

	1800	1850	1900	1920	1940
Allemagne	22,5	32,5	51	59,2	70 x
Grande-Bretagne	11,0	21,1	37,6	43,2	46,4
France	28	36,5	40,7	39,2	41,9

x : population établie en fonction du territoire de 1938

¹⁶² Source : CHEVALIER, Louis, *Démographie générale*, Paris Dalloz, p. 223.

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

Appendice G

Tableau des taux de reproduction pour trois pays ¹⁶³

[Retour à la table des matières](#)

	Allemagne	Angleterre	France
1841-1850	1,30	1,28	1,01
1851-1860	1,29	1,34	0,97
1861-1870	1,37	1,42	1,01
1871-1880	1,48	1,53	1,04
1881-1890	1,47	1,47	1,02
1891-1900	1,52	1,32	0,97
1901-1910	1,48	1,23	0,96
1921-1930	0,90	0,95	0,93
1931-1935	0,79	0,77	0,90
1936-1939	0,98	0,79	0,89

¹⁶³ Source, *Ibid*, p. 227

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

Anschluss,	contre-révolution,
antisémitisme,	Corps francs,
aristocratie,	coup d'état, théorie du,
aristocratie foncière,	légende de poignard, (légende du...)
archétype,	collectif organisé,
armée,	crise économique,
	croix gammée,
	culture,
bien commun,	défaite,
bouc-émissaire,	définition (de la situation),
bourgeoisie,	définition communiste,
petite bourgeoisie,	définition réactionnaire,
Bund,	définition républicaine,
bureaucratie,	démonisme,
	despotisme,
	dictature,
	droit,
	droit constitutionnel,
	droit international,
	économique,
	éducation,
	église,
	espace idéologique,
	espace vital,
	État,
	eugénisme,

famille,	mythologie germanique,
Fichte Johan Gottlieb,	nation,
fidélité,	nationalisme,
foi,	nihilisme,
force,	obéissance,
France,	oligarchie,
Front d'airain,	Ordre nouveau,
Front du travail,	Ordre teutonique,
Fuehrer,	
Gemeinschaft-communauté,	paix,
générations, conflits	pangermanisme,
George Stefan,	parti national-socialiste,
germanisme,	partis politiques,
Gestapo,	participation,
guerre 1914-1918,	particularisme,
guerre 1939-1945,	paysans,
	perception,
Hegel,	personne-personnalité,
héroïsme,	perspective,
Himmler,	peur,
Hitler,	piétisme,
honneur,	police secrète (gestapo),
humanisme,	politique internationale,
idéisme,	principe du chef-Fuehrerprinzip,
idéologie,	prolétariat agricole,
irrationalisme,	prolétariat industriel,
	propagande,
jeunesse – mouvements de jeunesse,	protocoles, les – des Sages de Sion,
jeunesse hitlérienne,	pureté du sang,
	purge du 30 juin 1934,
kapo,	putsch de Munich,
	prussianisme,
liberté,	race – racisme,
lieutenants,	raison,
Luther,	réaction – réactionnisme,
	réforme,
marginalité,	Reich,
marxisme,	religion,
masse,	religion, national-socialisme comme,
	république de Weimar,
	ressentiment,
militarisme,	rêve,
mythe,	révolution allemande,

romantisme,

S.A.,
sacré,

sang,
sang et sol (mystique du),
Second-Empire,
social-démocratie,
socialisme,
Spengler, Oswald,
S.S.,
stosstrupp,
structure,
symbolisme – forme,
symbolique,

synthèse,
temps idéologique,
terreur,
tout-totalitarisme,
tribalisme,
Troisième-Reich,
Unité politique,
utopie,

Versailles, de, traité
Vieux-Reich, Saint-Empire,
violence,
Van den Bruck, Moerer,
Volk- peuple

Wetanschauung

La révolution allemande du XXe siècle. Tome II. (1954)

BIBLIOGRAPHIE DES PRINCIPALES OEUVRES CITÉES OU CONSULTÉES

1. Oeuvres national-socialistes, proto national-socialistes ou ayant exercé une influence sur le national-socialisme.

[Retour à la table des matières](#)

Adolf Hitler, *Rilder aus dem Leben des Fuehrers*, 401.-500., Tausend herausgegeben vom Cigaretten/Bilderdienst, Altona/Bahrenfeld, Leipzig, 1936.

_____, *My New Order*, Edited with commentary by Raoul de Roussy de Sales, Reynal und Hitchcock, N.Y., 1941.

Adolf Hitlers Reden, Herausgegeben von Dr. Ernst Boeffle, Muenchen, 1933.

Arnold, K., *Vom Gesetz der Gemeinschaft*, 12. Auflage, Berlin, 1941.

Beumler, Alfred, *Die deutsche Gemeinschaftschule und Ihre Geschichtlichen Voraussetzungen*, Auffaetz im Politik und Erziehung, Berlin.

_____, *Politik und Erziehung*, Berlin 1937.

Benze, Rudolf, *Nationalpolitische Erziehung im Dritten Reich*, Berlin 1936.

Bergmann, Ernst, *Die 25 Thesen der Deutschreligion*, Leipzig, 1933.

Brennecke, Fritz, *Handbuch fuer die Schulungsarbeit in der H.J. Vom Deutschen Volk und Seinem Lebensraum*, Zentralverlag der N.S.D.A.P., Franz Nacht, Muenchen, 1937 (traduit en anglais par Harwood L. Childs, Harper and Brothers Publishers, N.Y. 1938).

Chamberlain, Houston Stewart, *Die Grundlagen des Neuenzehnten Jahrhunderts*, 2 Bänder IV. Auflage, Verlagsanstalt F. Bruckmann A.G., Muenchen, 1903.

Darré, Walter, *Das Bauerntum als Lebensquell der Nordischen Rasse*, Lebmann, Muenchen 1938.

_____, *Neuadel aus Blut und Boden*, Lehmann, Berlin 1938.

Deutsche Kultur im Neuen Reich, Herausgegeben von Ernst Adolf Dreyer, Berlin, 1934.

Der Stahlhelm, Band I : *Erinnerungen und Bilder aus den Jahren 1918-1933*, herausgegeben im Auftrage des Gruenders und Bundesfuehrers Franz Seldte, Stahlhelmverlag, Berlin, 1932.

Deutschland Erwacht, Werden, Kampf und Sieg der NSDAP, 676-775 Tausend, herausgegeben vom Cigaretten / Bilderdienst Hamburg / Behrenfield, 1933.

Dietrich, Otto, *Die Philosophischen Grundlagen des Nationalsozialismus*, Breslau, 1935.

_____, *Mit Hitler in die Macht. Personliche Erlebnisse mit meinen Fuehrer*, Muenchen, 1941.

Dreyer, Ernst Adolf, *Deutsche Kultur im Neuen Reich*, Berlin 1934.

Erich, Dr Emil, *Die Auslandsorganisation der N.S.D.A.P.*, Berlin, 1937.

Feder, Gottfried, *Das Program der N.S.D.A.P. und Seine Weltanschauliche Gedanken*, Franz Eher, Munich, 1938.

Forsthoff, Ernst, *Der Totale Staat*, Hamburg, 1934.

Frank, Hans, *Nationalsozialistischen Handbuch fuer Recht und Gesetzgebung*, Muenchen, 1935.

Freyer, Hans, *Herrschaft und Planung*, Hamburd, 1933.

Giese, Dr Gerhard, *Staat und Erziehung, Grundzuege einer Politischen Paedagogik und Schulpolitik*, Hamburg, 1933.

Goebbels, Joseph, *Der Angriff, Aufsätze aus der Kampfzeit*, Muenchen, 1935

_____, *Der Fascismus und Seine Praktischen Ergebnisse*, Berlin, 1934.

_____, *Rassenfrage und Weltpropaganda*, Langensalza, Berlin, 1934.

_____, *Revolution der Deutschen, 14 Jahre Nationalsozialismus*, Reden, Oldenburg, 1935.

_____, *Signale der Neuen Zeit*, Eher, Muenchen, 1938

_____, *Vom Kaiserhof sur Reichskanzlei : eine historische Darstellung in Tagebuchblaettern*, deuxième édition, 1934.

_____, *Wesens und Gestalt des Nationalsozialismus, Schriften der Deutschen Hochschule fuer Politik*, Heft (8), 1934.

Goebbels Spricht, *Reden aus Kamp und Sieg*, Oldenburg, 1933.

Goering, H., *Aufbau Einer Nation*, Herausgegeben von Thilo von Trotha, Berlin, 1934.

Grimm, Friedrich, *Wir Sind im Recht !*, Junker und Duennhaupt, Berlin , 1935.

Gross, Walter, *Der Rassengedanke im Neuen Geschichtsbild*, Junker und Duennhaupt, Berlin, 1935.

Guenther, Hans F.K., *Der Nordische Gedanke unter der Deutschen*, 2. umgearbeitete aufl., Lehmann. Muenchen, 1937.

_____, *Rassenkunde des Deutschen Volkes*, Lehmann, Muenchen, 1937.

Hauer, Wilhelm, *Deutsche Gottschan, Crudzuege eines Deutschen Gaubens*, Stuttgart, 1935.

Helbing, Lothar, *Der Neue Humanismus*, Berlin, 1932.

Hinkel, Hans, *Einer unter Hunderttausend*, Knorr und Hirth, Muenchen, 1938

Hitler, Adolf, *Mein Kampf*, Zwei Baende in einem Band, Ungekuerzte Ausgabe, Erster Band : *Eine Abrechnung* : Zweitet Band : *Die Nationalsozialistische Bewegung*, Verlag Frans Eher Nachfolger, Muenchen, 1930.

Hoerd, Philipp, *Der Durchbruch der Volkheit und die Schule*, Armanen Verlag, Leipzig, 1938.

Jaeger, Werner, *Paidea*, Berlin, 1934.

_____, *Platos Stellung im Aufbau der Griechischen Bildung*, Gruyter, Berlin, 1928.

Kampf um's Dritte Reich, Eine Historische Bilderfolge, 601-700. Tausend. Herausgegeben von Cigaretten / Bilderdienst Altona / Bahrenfeld, Muenchen, Berlin, 1933.

Kerrl, Hans, *Religion und Weltanschauung*, Berlin 1937.

Kindermann, H., *Dichtung und Volkheit*, Berlin, 1937.

Klages, Ludwig, *Mensch und Erde*, Diederische, 5 edit., Iena, 1937.

Klagges, Dietrich., *Heldischen Glaube*, Leipzig, 1934.

_____, *Idee und System*, Leipzig, 1933.

Kriek, Ernst, *Nationalpolitische Erziehung*, Zweiundzwangste Auflage (64 bis 66 Tausend), Armanen Verlag, Leipzig, 1938.

_____, *Voelkische Erziehung aus Blut und Boden*, International Zeitschrift fuer Erziehung, III.

_____, *Voelkischer Gesamtaat und Nationale Erziehung*, 1933.

Langenbucher, H., *Volkhafte Dichtung der Zeit*, Berlin 1933.

Ley, Robert, *Deutschland ist Schoener Geworden*, Berlin, 1936.

_____, *Durchbruch der sozialem Ehre*, Berlin, 1935.

May, F.E., *Neue Deutsche Literaturgeschichte*, Leipzig, 1934.

Meyer Erich, Dittrich, Werner, *Erb und Rassenkunde*, dritte Auflage mitt 55 Abbildungen, Ferdinand Hirt in Breslau, 1934

Plessner, Helmuth, *Das Schicksal deutschen Geistes im Ausgang seiner Burgerlichen Epoque*, Zuerich und Leipzig, 1935.

Rosenberg, Alfred, *An die Dunkelmaenner unserer Zeit, sine Antwort auf die Angriffe gegen den « Mythus des 20 Jahrhunderts »*, Hoheneichen Verlag, Muenchen, 1935.

_____, *Blut und Ehre*, Band I, *Ein Kampf fuer Deutsche Wiedergeburt*, Aufsaezte von 1919 bis Zum 1933; Band II, *Gestaltung der Idee*, Aufsaezte von 1933 bis zum 1935, Muenchen, 1935.

_____, *Das Wesensgefuege des Nationalsozialismus*, Muenchen, 1933.

_____, *Der Deutsche Ordensstaat*, Muenchen, 1934.

_____, *Der Mythus des 20 Yahrhunderts*, 23-24 Auflage, Hoheneichen Verlag, Muenchen, 1934.

_____, *Die Protokolle des Weisen von Zion und die Judische Weltpolitik*, Boepple, Muenchen, 1933.

_____, *Nationalsozialismus, Religion und Kultur*, Berlin, 1936.

_____, *Schriften aus den Jahren 1917-1921*, mit einer Einleitung von Alfred Baeumler, Hoheneichen-Verlag, Muenchen, 1935.

Schaefer, *Konzentrationslager von S.A.*, Berlin 1934.

Scheibe, Dr. Wolfgang, *Aufgabe und Aufbau des Reicharbeitsdienst*, Leipzig, 1938.

Sombart, Werner, *Deutscher Sozialismus*, traduit de l'allemand par Karl F. Geisser, Princeton University Press, 1937.

Spann, Othmar, *Der Wahre Staat*, Quelle und Meyer, Leipzig, 1923.

_____, *Gesells / chaftphilosophie in Handbuch der Philosophie*, Oldenberg, Berlin, 1934.

Staemler, Martin, *Der Sieg des Lebens*, Verlag fuer soziale Ethik und Kunstpflege, Berlin, 1934.

The Goebbels Diaries, traduit et édité par Louis P. Lochner, London, 1948.

Tirala, L. G., *Rasse, Geist und Seele*, Muenchen, 1935.

Toennies, F., *Communauté et société*, traduit de l'allemand par J. Leif, Presses Universitaires de France, 1944.

Van den Bruck, Moeller, *Das Dritte Reich*, herausgegeben von Hans Schwarz, Hanseatische Verlagsantalt, Hamburg, 3. Auflage, 1931.

_____, *Das ewige Reich die Deutschen*, 2 vols., Breslau, 1934.

_____, *Das Recht der Jungen Voelker*, Muenchen, 1919.

_____, *Der Politische Mensch, Entwurf aus dem Nachlass*, Korn-Breslau, 1933

_____, *Der Preussische Stil*, Breslau, 1931.

Von Schirach, Baldur, *Die Hitler-Jugend, Idee und Gestalt*, unveraenderter Neudruck der Volkausgabe, Koehler, Leipzig, 1938.

Wilhem und Graefe, *Deutsche Erziehung Heute*, Berlin, 1937.

Zoeberlein, Hans, *Der Glaube an Deutschland : Ein Kriegserleben von Verdun bis zum Umsturz*, 25 Auflage, 275 Tausend, Muenchen, 1938.

2. Oeuvres portant sur le national-socialisme.

Abel, T., *Why Hitler came to Power*, N. Y. , 1938.

Atkins, H. G., *German literature through Nazi Eyes*, Methuen, London, 1941.

Bartholdy, Albrecht Mendelsolm, *The War and German Society, The Testament of a liberal*, Yale University Press, 1937.

Bayle, Dr François, *Psychologie et Éthique du National-Socialisme*, Presses Universitaires de France, 1953.

Becke, Howard, *German Youth : Bond or Free*, London, 1946.

Bernhard, H., *Finis Germanise, Aufzeichnungen und Betrachtungen*, Stuttgart, 1947.

Berr, Henri, *L'Allemagne, le Contre et le Pour*, ed. Albin Michel, Paris, 1950.

Bettelheim, Charles, *L'Économie Allemande sous le Nazisme*, Marcel Rivière, Paris, 1946.

Brady, Robert A., *The Spirit and Structure of German Fascism*, London, 1937

Brickner, Dr Richard M., *Is Germany Curable ?*, N. Y., 1943.

Butler, Rohan, *The Roots of National-Socialism, (1783-1933)*, Glasgow, 1941.

Fessan, François, *Voici Adolf Hitler*, Flammarion, Paris, 1936.

Florinski, N. I., *Fascism and National-Socialism*, N. Y., 1936.

Goerlitz, W., Quint, H. A. *Adolf Hitler*, 2 volumes, Archives d'Histoire Contemporaine, Amiot et Dumont, Paris, 1953.

Gurian, Waldemar, *Hitler and the Christians*, London, 1936.

Hartshorne, Jr, Edward Yarnall, *The German Universities and National-Socialism*, Harvard University Press, 1937.

Heiden, Konrad, *Der Fuehrer*, traduit de l'allemand en anglais par : Ralph Mannheim, Houghton Mifflin Company, Boston, 1944.

_____, *Geschichte des National-Sozialismus*, Berlin : Rohowlt, 1932.

Joad, C. E. M., *Liberty To-Day*, E. P. Dutton and Co. Inc. N. Y. 1935.

Kneller, George Frederick, *The Educational Philosophy of National-Socialism*, Yale University Press, New-Haven, 1941.

Kogon, Eugen, *Der S. S. – Staat, Das system der Deutschen Konzentrationlager*, Verlag des Druckhauses Tempelhof, Berlin, 1947 (traduction française : *L'enfer organisé*, ed. La Jeune Parque.)

Kolnai, Aurel, *The War against the West*, The Viking Press, N. Y., 1938.

Kosock, Paul, *Modern Germany, A Study of Conflicting Loyalties*, The University of Chicago Press, Chicago, 1933.

Krzesinski, Andrew, *National Culture, Nazim and the Church*, Bruce Humpries inc., Boston 1945.

Lerner, Daniel, *The Nazi Elite*, Hoover Institute Studies, Series B, no. 3, Stanford University Press, Stanford, 1951.

Lichtenberger, H., *The Third Reich*, N. Y., 1937

Loewenstein, *Hitler's Germany*, N. Y. 1939.

Luchterhand, Elmer, *Prisoner Behavior and Social System in Nazi Concentration Camps*, Ph D., thesis (unpublished), University of Wisconsin, 1952.

Marx, F. M., *Government in the Third Reich*, N. Y., 1937.

McGovern, W. M., From Luther to Hitler, *The History of Fascist-Nazi Political Philosophy*, Boston, 1941.

Meinecke, Friedrich, *The German Catastrophe, Reflexions and Recollections*, traduit de l'Allemand par Sidney B. Fay, Harvard University Press, Cambridge, 1950.

Niekisch, Ernst, *Das Reich der Niederen Daemonen*, Rowohlt Verlag, Hamburg, 1953.

Paetel, Karl O., *Typologie de l'Ordre Noir*, Diogène, 3, Gallimard, 1953.

Physical Education in Germany, Board of Education Pamphlets, No 109, London 1937.

Prange, Gordon W., ed., *Two Decades of National-Socialism, 1923-1943, Hitler's Words*, American Council on Public Affairs, 1944.

Rauschning, Hermann, *Die Revolution des Nihilismus*, 20-21 Tausend, Europe Verlag, Zuerich, New York, 1938.

Rheinstrom, H. *L'Influence du Régime National-Socialiste sur le Droit Privé Allemand*, Valiquette, Montréal.

Roberts, S. H., *The House That Hitler Built*, N. Y. 1938.

Schairer, Reinhold, *The Idea and History of Youth Movement*, Yearbook of Education, 1938.

Schuetz, W. W., *Pens under The Swastika*, S. C. M. Press Ltd, London 1946.

Schuman, Frederick L., *The Nazi Dictatorship*, N. Y., 1935.

Schwertfeger, Bernhard, *Raetsel um Deutschland, 1933-1945*, Heidelberg, 1947.

Stachey, John, *The Menace of Facism*, Covici Friede, N. Y., 1933.

Tabouis, Geneviève, *Chantage à la Guerre*, Flammarion, Paris, 1933.

Tchakhotine, Serge, *Le Viol des Foules par la Propagande Politique*, 4^e édition revue et augmentée, Gallimard, 1952.

Tell, Rolf, *Sound and Fuehrer*, London, 1939.

Ver, André, *Souvenez-vous*, Forestié, ed. Montauban.

Vermeil, E., *Doctrinaires de la Révolution Allemande (1918-1923)*, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1948.

_____, *Hitler et le Christianisme*, Gallimard, 1939.

_____, *L'Allemagne, Essai d'Explication*, Gallimard, 1945.

Waite, Roger G. L., *Vanguard of Nazism, The Free-Corps Movement in Post-War Germany 1918-1923*, Harvard University Press, 1952.

3. Oeuvres d'intérêt général

Baron, S. W., *A social and Religious History of the Jews* (3 vol.), N. Y., 1937.

Bauer, Bruno, *Die Juden Frage*, Druck und Verlag von Friedrich Otto, 1843.

Becker, K. H., *Kulturpolitische Aufgaben des Reiches*, Leipzig, 1919.

Bentley, Eric, *The Cult of the Superman*, London, 1947.

Bernstein, Edouard, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Socialdemokratie*, Berlin, 1899.

Bitchell, Jethro, *Modern German Literature, 1880-1938*, Methuen, London, 1939.

Caillois, Roger, *Quatre Essais de Sociologie Contemporaine*, Paris, 1951.

Chevalier, Louis, *Démographie générale*, Dalloz, Paris, 1951.

De Jouvenel, Bertrand, *Du Pouvoir, Histoire Naturelle de sa Croissance*, Genève, 1947.

Demangeon, Albert, *Problèmes de Géographie Humaine*, 3 ed., Collin, Paris, 1947.

Dilthey, W., *Die Geistige Welt*, traduction française : *Le Monde de l'Esprit*, M. Remy, Aubier.

———, *Weltanschauungslehre, Abhandlung Zur Philosophie der Philosophie*, Leipzig 1931 – Traduction française de Louis Sauzin, Presses Universitaires de France, 1946.

Dumezil, Georges, *Mythes et Dieux des Germains*, Paris, 1939.

Earle, Edward Mead, ed., *Makers of Modern Strategy, Military Thought from Machiavelli to Hitler*, Princeton, 1952.

Eliade, Mircea, *Le Chamanisme et les Techniques Archaïques de l'Extase*, Payot, Paris 1951.

———, *Le Mythe de l'Éternel Retour*, Gallimard, 1949.

Ford, Guy Stanton, *Dictatorship in the Modern World*, University of Minnesota Press, Second Edition, 1939.

Fromm, Erich, *The Fear of Freedom*, London, 1942, reprinted 1946.

Gasser, A., *L'Autonomie Communale et la Reconstruction de l'Europe*, traduit de l'allemand par W. Perremond, Paris, 1946.

Gooch, G. P., *Dictatorship in Theorie and Practice*, London, 1939.

Grenzmann, Wilhelm, *Dichtung und Glaube, Probleme und Gestalten der Deutschen Gegenwartsliteratur*, Athenaeum Verlag, Bonn, 1950.

Grimmelshausen, *Les Aventures de Simplicius Simplicissimus*, 2 vols., traduit de l'allemand par N. Colleville, Paris, 1924.

Gross, Felik, ed., *European Ideologies*, N. Y., 1948.

Gusdorf, Georges, *Mythe et Métaphysique*, Flammarion, 1953.

Hook, Sydney, *The Hero in History*, London, 1945.

Kellet, E. E., *The Story of Dictatorship from the Earliest Times till To-day*, London, 1937

Kohn, Hans, *World Order in Historical Perspective*, Harvard University Press, Cambridge, 1942.

Leenhardt, Maurice, *Arts de l'Océanie*, ed. du Chêne, 1947.

Le Romantisme Allemand, textes et études publiés sous la direction d'Albert Béguin, Les Cahiers du Sud, 1949.

Neuman, *Permanent Revolution, The Total State in World at War*, N. Y., London, 1942.

Pinson, Koppel, S., *Pietism as a Factor in the Rise of German Nationalism.*, N. Y., Columbia University Press, 1934.

Popper, Karl R., *The Open Society an its Enemies*, (2 vols.), London, Third Impression, 1949.

Ritter, Gerhard, *Machstast und Utopie*, Muenchen und Berlin, 1940.

Roepke, Wilhem, *Die Deutsche Frage*, Zurich, 1948.

Ruyer, Raymond, *L'Utopie et les Utopies*, Presses Universitaires de France, 1950.

Scheler, Max, *L'Homme du Ressentiment*, Paris, 1933.

Sorel, Georges, *Réflexions sur la Violence*, 8 éditions, 1936.

Tillich, Paul, *The Interpretation of History*, traduit de l'allemand par N. A. Ratsetzki et Elsa L. Talmey, London, N. Y., 1936.

Van der Leew, G., *L'Homme Primitif et la Religion*, Alcan, Presses Universitaires de France.

Von Treitschke, Heinrich, *Origins of Prussianism, The Teutonic Knights*, English translation by : Eden and Cedar Paul, London, 1942.

FIN